





## La France sait-elle où elle va ?

par GABRIEL ROBIN (\*)

### Politique mondiale

**Le chancelier Kohl est à Moscou. Les Soviétiques vont-ils essayer, pour faire renouer la R.F.A. aux euro-missiles, d'utiliser la carte de la réunification ? André Fontaine montre qu'ils ne peuvent guère que l'agiter.**

Gabriel Robin reproche au gouvernement français, dans cette même affaire des euro-missiles, de s'en remettre totalement aux Américains. Enfin, Alain Jacob rend compte d'un ouvrage consacré à la politique étrangère de la Chine dont les auteurs estiment que la « mondialisation » se ralentit au profit d'une « régionalisation ».

La marée déferlante du dollar a déjà submergé la maigre digue de papier laborieusement édifiée à Williamsburg. Ce qui reste de ce sommet économique et monétaire, c'est la déclaration sur la sécurité.

Le document est intéressant d'ailleurs, on plus exactement révélateur. Passons sur les conditions dans lesquelles il a été introduit et adopté. Après tout, il importe peu que la délégation française ait donné l'impression de se trouver devant un piège si elle a su l'éviter. Or, M. Mitterrand s'étant dit satisfait de cette déclaration, on est fondé à croire qu'elle reflète fidèlement sa pensée.

Venons-en donc au texte lui-même.

1) Une première surprise nous attend au paragraphe 2. Les Sept, dont la France, y réaffirment solennellement leur volonté de parvenir à des réductions d'armement significatives et leur disposition à travailler à cette fin avec l'Union soviétique. Ils appellent même celle-ci à coopérer avec eux.

Il faut, de toute évidence, que cette disposition et cet appel s'appliquent ou ne s'appliquent pas aux négociations de Genève sur les forces nucléaires intermédiaires (F.N.I.). Dans le premier cas, que reste-t-il de la « surdité » que M. Mitterrand s'est déclaré résolu à opposer à toute sollicitation de Moscou pour l'attirer à Genève ? Dans le second, c'est un peu étrange, puisque tout le texte tourne autour de ces fameuses F.N.I. Et surtout, à quel bon affirmer une intention générale qu'on est

déterminé à ignorer dans presque tous les cas particuliers qui se présentent ?

2) L'étonnement croît au paragraphe 4 quand on lit : « Nous sommes convaincus qu'il est de notre devoir de continuer à mener ces négociations de façon soutenue et urgente ». Comment la France peut-elle juger de son devoir de continuer de « façon soutenue » des négociations auxquelles elle n'est pas et ne veut pas devenir partie (START, F.N.I., M.B.F.R.) ? Sans doute faut-il comprendre que la France, tout en restant à l'écart, se considère comme engagée par les négociations que d'autres mènent, en quelque sorte, au nom et pour son compte.

3) Le texte apparaît bien alors comme la manifestation d'une volonté des Sept qu'il veut être. Mais alors l'argument invoqué pour tenir nos forces en dehors de la négociation de Genève prend un air paradoxal. Il revient à dire en somme : notre unité, à nous Sept, est sans faille, mais c'est tenter de nous diviser que de nous traiter comme un tout homogène, et c'est seulement en tenant compte de nos différences spécifiques qu'on rend justice à notre solidarité entière.

4) Le parti communiste a fait un sort au paragraphe 5. A supposer, comme il le croit, que M. Mitterrand ait voulu, dans une phrase qu'on dit de sa main, prendre quelque distance à l'égard de l'« option zéro », on aurait bien tort de s'en

formaliser. La politique française n'en est pas à sa première variation. Du « Ni SS-20, ni Pershing » d'avant le 10 mai, on est passé assez vite, au nom de la priorité au rétablissement de l'équilibre stratégique, à la formule : déploiement d'abord, négociations ensuite ; c'était le temps où le chancelier Schmidt était prêt à M. Brandt.

Quelques mois plus tard, nouvelle inflation : avec son programme de réarmement, le président Reagan a, suppose-t-on, rétabli l'équilibre en principe, sinon encore dans les faits, et il est dès lors urgent de négocier : la conversion américaine à l'option zéro est donc devenue avec soulagement, et M. Mitterrand en revendique non sans raison la paternité. Encore un peu de temps et on s'avise que l'option zéro est irréaliste : c'est d'une solution intermédiaire entre celle-ci et la thèse soviétique qu'il sera désormais question. Ces variations sont passées inaperçues parce qu'en France il en va du discours comme des chansons : pourvu que la mélodie soit à la mode, on prête peu d'attention aux paroles.

5) En un sens, d'ailleurs, on a raison. L'essentiel est ailleurs et consiste en ceci : devant un problème qu'elle juge elle-même capital et l'intéressant d'assez près pour s'en mêler, bien qu'il ne la concerne pas directement, la France a choisi de s'en remettre, pour sa solution, à une négociation à laquelle elle ne parti-

(\*) Ancien conseiller diplomatique des présidents Pompidou et Giscard d'Estaing.

cipe pas et qu'elle ne contrôle pas. On n'a aucune raison de supposer, en effet, que M. Mitterrand ait, plus que le chancelier Schmidt, été consulté ou informé sur la « conversion dans les faits » des négociations américaines et soviétiques l'été dernier. Ce que signifient ou, plutôt, ce que confirment la phrase du paragraphe 5 et l'ensemble de la déclaration de Sept, c'est que la France, sur le principal problème international du moment, a décidé de suivre les Etats-Unis, lesquels ne savent pas très bien où ils en sont. Elle est montée dans un train dont elle ignore aussi bien le point de départ que la destination finale, et dont elle ne contrôle ni l'allure ni la direction.

Il faut assurément l'admission à toute épreuve de Jean Daniel pour voir dans cette démission tout à la fois embarrassée et proclamée quelque chose de gaullien. Comme s'il y avait le moindre rapport entre la direction à Trois revendiquée par de Gaulle en 1958 (1) et l'Assemblée de Williamsburg, où il est visible qu'il y a un dirigeant et des dirigés.

(1) Le 24 septembre 1958, le général de Gaulle avait saisi le président Eisenhower et M. Macmillan, alors premier ministre de Grande-Bretagne, d'un « mémorandum » secret proposant l'institution entre les trois pays d'une organisation politique et militaire chargée d'élaborer une stratégie mondiale commune, de mettre en place pour chaque théâtre d'opérations éventuelles des commandements alliés et de décider, le cas échéant, du recours aux armes de destruction massive. Cette initiative ne devait aboutir à aucun résultat (N.D.L.R.).

## La carte de la réunification

(Suite de la première page.)

Comme le relève l'Institut de recherche économique de Berlin-Ouest, c'est la plus forte augmentation depuis dix ans. Ces chiffres sont cités par le *Wall Street Journal* dans un article destiné à prouver que les relations commerciales privilégiées que la République démocratique entretient avec sa sœur fédérale font d'elle un « quasi-membre » de la Communauté européenne et que la division politique de l'Allemagne n'empêche pas la « fiction de l'unité » de persister en matière économique.

Ce serait aller vite en besogne que de se référer à ce propos au *Zollverein*, à l'union douanière qui a ouvert, au siècle dernier, la voie de l'unité allemande. On peut tout de même se demander si les Soviétiques n'essayeraient pas de jouer une carte qui paraît présenter, en R.F.A., un intérêt accru : celle de la réunification. D'autant plus que les autorités de la R.D.A., une centaine de faire porter à leurs troupes des uniformes qui, à la couleur près, rappellent singulièrement ceux de la Wehrmacht, ne perdent pas une occasion d'exalter, de la restauration de la statue du grand Frédéric à la prochaine célébration du cinquantième anniversaire de la naissance de Luther, le passé allemand. On l'a dit et répété : la conscience très forte que la nation allemande a de son unité n'implique pas pour elle, au même titre que pour nous

autres Français, l'idée que cette unité doit nécessairement s'incarner en un seul Etat. Les Allemands ne sont pas des jacobins. Pendant des siècles, le Saint-Empire a rassemblé sans les asservir des princes et des peuples fort différents : d'un la grande disponibilité de nos voisins d'outre-Rhin, comme, pour des raisons analogues, des Italiens, vis-à-vis d'une Europe fédérale à la Monnet.

C'est de l'extérieur, et notamment de France, qu'est venue au dix-neuvième siècle l'idéologie centralisatrice. Moyennant quoi les Hohenzollern laisseront subsister une brochure de lois, de grands-ducs et de villes libres. Il faut attendre Hitler pour que le Reich, pendant quelques années, devienne vraiment unitaire. Et ce n'est pas seulement la volonté des vainqueurs mais aussi le vœu des vaincus qui ont conduit en 1945 à la résurrection des Länder, d'Etats qui chez nous ne seraient que des « régions ».

Reste que Truman, Staline et Attlee avaient décidé à Potsdam, en juillet 1945, le maintien de l'unité allemande et que la Loi fondamentale de la République fédérale fait un devoir à ses dirigeants de travailler à cette unité. Lorsque le gouvernement de Bonn a adhéré en 1955 au pacte atlantique, ses partenaires ont promis de l'aider à parvenir à la réunification au moyen d'élections libres. L'idée de la liberté du choix, de l'autodétermination des Alle-

mands était certainement privilégiée dans l'esprit de la plupart des citoyens de la R.F.A. par rapport à celle de l'unité étatique. Si, en 1970, Willy Brandt s'est engagé dans la politique à l'Est, c'est parce que le président américain Johnson se montrait tout disposé à renoncer à la réunification dans l'espoir que l'U.R.S.S., en échange, l'aiderait à parvenir à un règlement honorable du conflit vietnamien. D'où l'insistance mise dans les traités alors conclus et dans les lettres les complétant sur le fait que la reconnaissance de facto des frontières actuelles et de l'existence de l'Etat est-allemand n'impliquait pas que les deux Républiques allemandes fussent étrangères (*ausländisch*) l'une à l'autre ni que Bonn « renonce à l'unité du peuple allemand par libre autodétermination ».

Cette vue des choses — le changement par le rapprochement (*Wandel durch Annäherung*) — consistait, selon la forte expression de Renata Frisch-Bournezal, à « accepter le statu quo pour éviter de se figer de façon définitive » (2) en opposition à l'ambition de l'Est : l'*Abgrenzung* — autrement dit l'établissement entre les deux Républiques de frontières (*Grenze*) au plein sens du terme. Le fait est que les facilités alors consenties aux familles est et ouest-allemandes pour se réunifier ne faisaient pas qu'aider à oublier la sinistre réalité du « mur » de Berlin. Elles aidaient la nation allemande à

maintenir, au-delà de la séparation imposée, la réalité de son unité morale et culturelle.

Au temps où elle s'enivrait dans les délices de la société de consommation et absorbait sans peine apparente des millions de réfugiés de l'Est, la nation en question, au moins à l'Ouest, avait pris assez allègrement son parti du renvoi aux calendes grecques de la réunification. Il est vrai que de temps en temps quelques rumeurs, souvent venues de Varsovie, où l'on a jamais cessé de redouter une répétition des partages du passé, montraient les Allemands à nouveau en proie au rêve unitaire, mais, comme personne n'était en mesure d'indiquer comment ils le réaliseraient, elle avait vite fait de retomber. Et l'on se répétait ce mot du leader libéral Erich Mende : « La réunification ? Je m'y pense plus que moi. J'y pense plus que mon fils ».

### Un langage plus net

Les temps auraient-ils changé ? Deux facteurs pourraient à se poser la question : on sent tout d'abord de plus en plus s'affirmer dans le vaste embranchement pacifiste-écologiste d'outre-Rhin une tendance à croire que la dénucléarisation, voire la délimitation de l'Allemagne, pourraient faciliter sa réunification. Et l'actuel gouvernement tient sur ce problème un langage plus net que le précédent. Lorsque Helmut Kohl a présenté devant le Bundestag le 23 juin dernier le rapport annuel du gouvernement sur « l'état de la nation dans l'Allemagne divisée », il a rappelé que, dans les années 70, les mots « dans l'Allemagne divisée » avaient disparu, et il a déclaré : « Aujourd'hui nous revenons à l'objectif initial de ce rapport. Il s'agit de l'Allemagne. Il s'agit d'autodétermination, de droits de l'homme. Il s'agit de l'unité de notre nation divisée ». Pour la première fois depuis 1969, d'autre part, le ministre des Affaires intérieures a pris la parole devant le congrès des réfugiés de Silésie : « C'était pour déclarer que, depuis le changement de gouvernement à Bonn, la discussion sur la « question allemande » (N.D.L.R. — celle de la réunification), avait été ouverte ».

### Perspective fameuse

Que ces propos aient été tenus à la veille de la visite du chancelier à Moscou n'est sans doute pas fortuit. Il existe au sein du parti social-démocrate un courant qui, avec les Egon Bahr et les Herbert Wehner, ne désespère pas d'amener les Soviétiques à offrir un jour à l'Allemagne la possibilité d'acheter sa réunification au prix de sa sortie de l'alliance atlantique. De même, certains membres de la majorité présente croient que de sérieux pas en avant pourraient être faits non pas certes pour le moment vers la réunification mais vers « une plus grande paix entre les Allemands que beaucoup ne paraissent le croire ». C'est ce qu'a dit en tout cas le 19 avril à Berlin, au cours d'un colloque de l'Aspen Institute, un officier ouest-allemand dont les propos ont suscité, d'après le *Financial Times*, que les rapports, des sentiments « ambivalents » parmi les personnalités américaines, britanniques et françaises présentes. Le propre de toute discussion à propos de la réunification est que,

plus on s'approche des réalités de l'impasse, plus la perspective devient floue. Mais il y a déjà en dans l'histoire allemande des moments où des perspectives imprécises et des espoirs irréels ont conduit à des pires dangers et stupidités. Ce n'est d'ailleurs pas un monopole allemand. Relisons l'*Ingénu* de Voltaire : « On l'adoucissait par des paroles flatteuses, on lui donne des espérances : ce sont les deux pièges où les hommes des deux hémisphères se prennent ».

Jusqu'à preuve du contraire, Helmut Kohl n'a rien d'un ingénu. Il ne peut pas ignorer que le pouvoir soviétique a éliminé jusqu'à présent tous ceux qui, depuis la mort de Staline, ont esquissé ce que Khroutchev appelait dans son fameux rapport secret sur les crimes de Staline, à propos de l'ancien chef de la police, Beria, la « proposition provocatrice de liquider la R.D.A. en tant qu'Etat socialiste ». C'est que, compte tenu de l'état d'esprit des Polonais, des Tchèques et même des Hongrois, la neutralisation de l'Allemagne réunifiée ne pourrait pas ne signifier le repli de l'U.R.S.S. sur ses frontières propres : or celles-ci sont trop proches pour vraiment protéger Leningrad, Kiev, Moscou, les réserves essentielles de grain et d'énergie du pays.

S'affirmer en vain, comme certains, que jamais l'Allemagne ne sera réunifiée prouve une grande ignorance du pen de cas que l'histoire a fait du mot *jamais*. Mais si cette réunification a lieu, ce sera soit par extension à l'Ouest de la domination de l'U.R.S.S., soit parce que celle-ci se trouvera si affaiblie qu'elle ne sera pas parvenue à l'empêcher. Jusqu'à preuve du contraire, le but de Moscou, c'est la neutralisation non de l'Allemagne réunifiée, mais de la seule Allemagne de l'Ouest. Le premier pas pour y parvenir consiste bien évidemment à la vaincre de renouer aux Pershing-2 : ce qui aurait le double effet d'accroître les moyens de pression dont l'Est dispose sur elle et d'encourager les Etats-Unis à se déga-

ger d'une Europe que leur présence inquiéterait désormais plus qu'elle ne la rassurerait.

Helmut Kohl n'ignore pas que nombre de ses compatriotes ne sont pas loin de s'accommoder de cette perspective. Le but de son voyage à Moscou n'est donc pas seulement de bien faire comprendre qu'il s'en tient fermement au passage essentiel du discours qu'il a prononcé pour le vingtième anniversaire du traité franco-allemand de l'Élysée : « Nous ne sommes pas des errants entre des mondes... Nous ne cherchons pas un accord avec l'U.R.S.S. qui serait au détriment de nos amis les Américains et les Français ». Il est aussi de persuader les Allemands qu'il ne négligera rien pour amener les grandes puissances à s'entendre, et qu'il est mieux placé pour le faire qu'un social-démocrate. Jusqu'à présent, il n'a pas imaginé de meilleur moyen de limiter l'ampleur du mouvement de protestation auquel il lui faudra faire face quand, à la fin de cette année, commencera le déploiement des Pershing-2.

ANDRÉ FONTAINE.

(2) Renata Frisch-Bournezal : *L'Union soviétique et les Allemands*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1979.

LU

### « LA CHINE » FACE AU MONDE

## Le poids du passé

L'UNE des questions les plus éclairantes soulevées par les auteurs de cet ouvrage collectif concerne l'interaction entre les impulsions mondiales, d'une part, et régionales, d'autre part, de la stratégie chinoise. S'il faut reconnaître à cette dernière, d'écriture, son « caractère mondial », c'est pour ajouter aussitôt que « sa mondialisation paraît ralentie et qu'un phénomène nouveau la modifie : sa régionalisation ». Mais, en même temps, « la politique asiatique de la Chine (...) est devenue le point d'appui indispensable de sa politique mondiale ».

Justes observations qui aident à comprendre les fondements de la politique extérieure d'un pays dont le statut — potentiel — de grande puissance repose sur quelques ambiguïtés. Son niveau encore faible de développement ne peut, en effet, permettre à la Chine de rivaliser avec les « supergrands ». Sa stratégie fondamentalement défensive ne s'appuie pas moins sur la combinaison de formes de dissuasion qui lui sont spécifiques : nucléaires, certes, mais aussi par le nombre et par l'espace.

A travers ces constatations de base apparaissent quelques-uns des éléments essentiels de ce que peut être, pour la Chine, la vision du monde et de la place qu'elle y occupe.

Visant constamment, changeante ? Les auteurs notent avec raison que les orientations cardinales de la stratégie chinoise se sont modifiées avec le temps, ne serait-ce que dans leurs ordres de priorité. La souci de l'indépendance a ainsi pris la place sur celle de la sécurité, pour le céder à son tour à l'objectif de la modernisation.

A partir de là, cependant, les analyses nous semblent dater quelque peu, et sur des points d'importance majeure. Sur la chapitres de relations sino-soviétiques, par exemple, dont les auteurs ne semblent manifester pas pouvoir envisager qu'elles s'améliorent un jour de manière significative. Mais aussi sur le thème de l'« indivisibilité de la guerre », dont il nous paraît contestable de dire que les successeurs de Mao Zedong « ne semblent pas se départir ». Discutable également est l'affirmation répétée non seulement d'un « sino-centrisme », mais encore d'un « sentiment de supériorité » : « toujours très actuel », insiste-t-on, — qu'éprouveraient les Chinois vis-à-vis du étranger. Est-il encore bien sage, aujourd'hui, de tabler sur le « caractère de mobilisation centralisée » d'un régime dont les dirigeants aux-mêmes déplorent depuis quelques années les effets démobilitants d'un effort de confiance qui s'agit à travers de larges couches de la population ?

L'ouvrage nous avertit en préface Jacques Guillemeux, « correspond davantage à une histoire, à un inventaire qu'à un ensemble de constatations et d'explications sur la définition d'un grand dessein stratégique (...) — ou même qu'à un essai de prospective ». On peut regretter ce parti pris, qui cantonne l'étude dans une approche analytique où le lecteur à la recherche, sinon de « futurologie », du moins de quelques clés pour l'avenir reste un peu sur sa faim. A fortiori quand la poids du passé, dans cette approche, paraît parfois peser plus lourd que celui du présent.

A. J.

\* *La Chine face au monde - la stratégie chinoise, constantes et évolutions*, par Philippe de Beauregard, Jean-Luc Domenech, François Godelement, Michel Jan et François Joyeux, publié sous l'égide de la Fondation pour les études de défense nationale, Robert Laffont, 255 pages, 75 F.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérants :  
André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs :  
Hubert Bonnier-Méry (1944-1969)  
Jacques Foccart (1969-1982)  
Imprimerie :  
« Le Monde »  
5, rue de la Harpe  
PARIS-IX  
Reproduction interdite de tous articles  
sauf accord avec l'administration  
Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

## UNIVERSITÉ LIBRE INTERNATIONALE

INTERNATIONAL OPEN UNIVERSITY

AVIS DE CONCOURS

pour admission en octobre 83

I.M.B.A. programs

Le programme de l'International Master of Business Administration est proposé après admission par voie de concours aux :

— Etudiants ayant déjà accompli de deux à quatre ans d'études supérieures (classes préparatoires aux Grandes Ecoles, Universités, etc.)

— Titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (Ingénieur, maîtrise, docteur, etc.)

— Cadres et responsables d'entreprise pouvant disposer de plusieurs périodes sabbatiques de trois ou quatre mois

— Jeunes bacheliers qui, après avoir suivi un programme spécial du niveau « Bachelor degree » obtiennent un Undergraduate certificate of International Management Studies (UCIM)

leur donnant accès au : IMBA program

— UCIMS program + REGULAR IMBA program (5 ans)

Ces programmes s'adressent à ceux qui se destinent à une carrière à vocation internationale et qui sont prêts à se rendre dans les différents campus où se déroulera leur programme intégré.

EUROPE - Institut Supérieur de Gestion - PARIS

U.S.A. - European University of America - SAN FRANCISCO

ASIE - International Management University of Asia - TOKYO

Les concours des différents programmes auront lieu dans les principales villes d'Europe entre le 27 JUIN et le 29 JUILLET 1983

Pour obtenir les programmes détaillés, les conditions d'inscriptions au concours, contacter :

« Centre d'Information et d'Admission de l'ULI pour la FRANCE » - (1) 296.30.69

22 RUE MONTPEISIER - 32 Galerie Montpensier - Jardins du Palais Royal 75001 PARIS

ou UNIVERSITÉ LIBRE INTERNATIONALE

General admission office

36 Rue de CANDOLLE - 1205 - GENEVE (SUISSE) - Tél. (22) 20.65.11

IMBA - International Master of Business Administration ou Diplôme International de Gestion et de Management (DIGM)

ULI comme le plupart des organismes internationaux a choisi l'anglais comme langue commune d'enseignement, documentation, etc.



# étranger

## DIPLOMATIE

### LA VISITE DE M. KOHL A MOSCOU

#### Dialogue de sourds

(Suite de la première page.)

Début juin, la visite du président finlandais Koivisto apportait d'autres signaux alarmants : tremblement des mains, démarche hésitante et assistée, toast prononcé assis.

Tout cela put être constaté par le monde entier grâce aux images télévisées de la session du Soviet suprême, le 16 juin. M. Andropov se déplaçait difficilement et il répondait de sa place, contre toutes les traditions, aux hommages des députés qui venaient de le porter à la présidence de l'Etat.

Les experts occidentaux sont peu divisés sur la nature de la maladie (le diabète, la maladie de Parkinson et des troubles urinaires sont les plus souvent mentionnés) et ils reconnaissent tous, comme M. Kohl ce mardi encore, que ces difficultés n'altèrent nullement les facultés mentales du maître du Kremlin. Ils divergent en revanche sur l'évolution de la maladie : une « école américaine », celle du département d'Etat notamment, assure que M. Andropov n'a toujours connu ces mêmes problèmes, même lorsqu'il était à la tête du K.G.B., et en conclut qu'il peut continuer de mener pendant plusieurs années. Une autre école croit pouvoir constater au contraire une rapide détérioration de l'état de santé du secrétaire général du P.C. ces derniers mois. Elle est renforcée par les confidences de certains journalistes soviétiques, qui font remonter l'amaigrissement excessif de M. Andropov à l'été dernier, ainsi que par les observations d'un homme comme M. Cheysson qui a noté sur les images télévisées de juin une aggravation par rapport à ce qu'il avait enregistré au contact direct de l'homme en février à Moscou.

Il n'empêche que les ennemis de santé de M. Andropov ont parfois été grossis pour des raisons politiques, y compris par certains milieux soviétiques. Ainsi en mars, lors

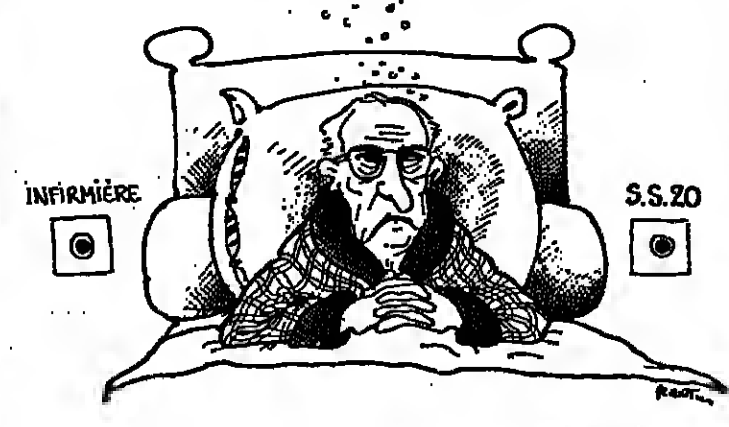
#### « La première menace à partir du sol allemand »

L'absence de M. Andropov lundi n'avait nullement altéré en tout cas la grande continuité dont la diplomatie soviétique fait preuve sur tous les grands problèmes. Ses porte-parole ont été MM. Tikhonov, chef du gouvernement, Gromyko, ministre des affaires étrangères, mais aussi le maréchal Oustinov, ministre de la défense, qui a participé aux premières conversations « dans un climat constructif et de franchise », comme l'a précisé l'agence Tass. M. Tikhonov a été particulièrement rigide sur l'affaire des euro-missiles dans son discours de la soirée, annonçant (ce qu'il avait pas fait la déclaration du sommet européen du 28 juin) que l'U.R.S.S. et ses alliés prendront « sans dé-

lai » des mesures pour créer un « contrepoids » aux prochaines fusées américaines en Europe. Le chef du gouvernement a même affirmé que les Pershing feront surgir « pour la première fois dans l'histoire de l'après-guerre une menace militaire pour le peuple soviétique à partir du sol allemand ». Ce n'est pas tout à fait exact : plusieurs dizaines de missiles de croisière Mace à tête nucléaire portant à 2 500 kilomètres étaient stationnés en R.F.A. dans les années 60 - mais l'avertissement de M. Tikhonov a été particulièrement clair : « Europe et dans le monde entier » n'en prenait pas moins toute sa signification.

M. Kohl a cependant maintenu l'intégrité de ses positions sur la décision de l'OTAN, qu'il entend appliquer à la fin de l'année à défaut d'un accord de Genève. Il n'a pas craint non plus d'évoquer des sujets difficiles, comme la condamnation de l'intervention soviétique en Afghanistan, la question de la réunification de l'Allemagne (que « tout patriote » ne saurait oublier), et le droit des Allemands d'U.R.S.S. à émigrer.

MICHEL TATU.



(Dessin de PLANTU.)

#### LES DISCOURS AU KREMLIN

### M. TIKHONOV : « Nous créerons un contrepoids au nouveau potentiel de l'OTAN »

Prendant la parole au dîner qu'il offrait lundi 4 juillet en l'honneur de M. Kohl, M. Tikhonov, chef du gouvernement soviétique, a déclaré notamment, selon l'agence Tass : « Les adeptes de la politique de force se préparent à transformer l'Europe en une région de tension maximale (...). Les Etats-Unis avancent des exigences au départ inacceptables sur le désarmement nucléaire de l'U.R.S.S. tout en s'appuyant à installer de nouvelles fusées américaines en R.F.A. et dans plusieurs autres pays d'Europe occidentale. Mais la réalisation de ce plan se traduira inévitablement par une détérioration brutale de la situation en Europe et dans le monde entier. Il faut en être clairement conscient. L'équilibre

approximatif des forces militaires de l'Ouest et de l'Est en Europe, sur lequel a reposé, durant de longues années, assez solidement d'ailleurs, la paix sur le continent, et sur la base duquel se sont développées des relations de bon voisinage entre les pays d'Europe, se trouverait brutalement compromis (...). Enfin, tout cela signifierait que pour la première fois dans l'histoire de l'après-guerre, une menace militaire émanerait à nouveau du sol allemand pour le peuple soviétique. Ce que cela signifierait pour nous, il a est nul besoin d'en parler. »

« Il est encore possible [de s'entendre] à Genève, et nous appelons à en profiter tant qu'il n'est pas trop tard. Nous sommes pour l'égalité totale des deux alliances politico-militaires en Europe, tant en fusées qu'en avions et en charges. Et cela, au niveau le plus bas possible. En partant de ce point de vue, je pense qu'il est tout à fait possible de s'entendre. »

Ce n'est pas par des concessions aux négociations de Genève que nous répondrons à tout cela, comme certaines personnalités occidentales

### M. KOHL : Les négociations de Genève n'ont pas été totalement négatives

Dans sa réponse, M. Kohl a dit, notamment :

« L'Occident ne recherche pas la supériorité militaire, contrairement à ce qu'on sous-entend la déclaration commune du sommet du pacte de Varsovie du 29 juin dernier à Moscou. Même si l'alliance atlantique se voyait obligée de déployer ses fusées en cas d'échec à Genève, le nombre des systèmes d'armement américains resterait largement inférieur au nombre de fusées et d'ogives nucléaires déjà déployées en Europe par l'U.R.S.S. Je n'accepte pas le reproche selon lequel les Etats-Unis ne négocient pas sérieusement à Genève (...). Je reconnais, toutefois, que l'U.R.S.S. négocie également avec sérieux. Mais son objectif d'empêcher le déploiement occidental et de sauvegarder

sa position de monopole dans le domaine des euromissiles n'est pas compatible avec le principe d'égalité. Cela reste un obstacle de poids dans les négociations de Genève. »

Toutefois, a poursuivi le chancelier ouest-allemand, « nous ne partons pas non plus de la position selon laquelle les négociations de Genève ont été jusqu'à présent totalement négatives. Les principales questions ont été clairement définies. Si des décisions politiques adéquates sont prises et si les deux parties font preuve d'un esprit de compromis, un accord pourrait encore être atteint cette année. »

Sur le plan bilatéral, M. Kohl a réaffirmé la détermination de la R.F.A. « de développer les relations à long terme avec l'Union soviétique

et nos autres voisins de l'Est ». Il s'est prononcé pour des « conversations régulières et des contacts à tous les niveaux, y compris les plus élevés », avec Moscou. « La R.F.A., n'a-t-il dit en conclusion, reste intéressée à une coopération à long terme avec votre pays sur le plan économique bien au-delà de la fin du siècle, comme elle est définie dans le cadre des traités existants. Nous voulons développer ces accords. »

### PARIS REJETTE LA PROPOSITION DE « GEL » DES ARMEMENTS NUCLÉAIRES

La France considère qu'un gel des armements nucléaires, tel qu'il a été proposé par les pays du pacte de Varsovie le 28 juin à Moscou, « aboutirait à figer les déséquilibres existants », a déclaré le 4 juillet le porte-parole du Quai d'Orsay.

Le gouvernement français estime qu'« un gel indifférencié, global, serait largement inéquitable », a précisé le porte-parole, avant d'ajouter : « La France, qui souhaite que les négociations en cours aboutissent, ne voit pas en quoi le gel proposé aux autres puissances nucléaires, dont le niveau des forces est sans commune mesure avec celui des deux puissances actives engagées dans la négociation, pourrait contribuer au progrès de ces négociations. »

« La France est sincèrement désireuse de dialogue et de paix. Elle considère que cette dernière passe par l'équilibre des forces en Europe comme dans le reste du monde et que cet équilibre doit être assuré au plus haut niveau possible. (...) En ce qui concerne le désarmement nucléaire, a conclu le porte-parole, « la France n'exclut pas de s'y associer le moment venu et dans les conditions qu'elle a maintes fois précisées, à savoir : 1) la réduction des arsenaux des deux super-puissances à des niveaux tels que l'on puisse considérer que l'écart entre les potentiels ait changé de nature ; 2) la limitation quantitative et qualitative des systèmes stratégiques défensifs ; 3) des progrès significatifs dans la réduction des déséquilibres conventionnels en Europe et la disparition de la menace chimique. »

## PROCHE-ORIENT

### LA TOURNÉE DE M. SHULTZ

#### L'étape de Damas risque d'être un nouveau coup pour rien

A l'issue de son séjour à Taïf - la résidence d'été de la famille royale saoudienne - où il a rencontré, lundi 4 juillet, le roi Fahd d'Arabie Saoudite et le prince Saoud el Fayyal, ministre des affaires étrangères, M. Shultz, secrétaire d'Etat américain, était attendu ce mardi matin 5 juillet à Beyrouth pour rencontrer le président Amine Gemayel. Dans l'après-midi, il sera à Damas, où, selon la radio officielle, les dirigeants syriens « se berneront à écouter » le point de vue américain. M. Shultz ter-

mine mercredi à Jérusalem sa nouvelle tournée d'information au Proche-Orient. Lundi, le président syrien Hafez el Assad a réitéré son opposition catégorique à l'accord israélo-libanais du 17 mai. Al Baas, organe du parti au pouvoir, écrit que la Syrie doit s'attendre au pire. « Shultz vient dans la région pour tenter de sauver l'accord du 17 mai et de faire porter à la Syrie la responsabilité de tout ce qui pourrait advenir dans la région. »

#### Correspondance

libanais et émis les plus grands doutes sur la liberté de manœuvre dont disposerait le gouvernement libanais, notamment en cas de négociations avec les autorités syriennes. Damas considère, en effet, que l'accord israélo-libanais constitue un véritable « contrat d'assujettissement » qui limite la souveraineté du Liban.

L'autre argument fondamental évoqué par les dirigeants syriens est que l'accord israélo-libanais porte atteinte à la sécurité de la Syrie. D'abord en raison des arrangements de sécurité conclus par le gouvernement libanais à l'Etat hébreu (on fait valoir, à ce propos, que « la frontière de la Syrie avec Israël ne se limitera plus au Golan mais s'étendra à tout le Liban »), mais aussi du fait de la normalisation des relations entre le Liban et Israël par cet accord.

« Les nombreux Syriens qui résident au Liban en raison des liens historiques entre nos deux pays pourront désormais être inquiétés, explique ainsi M. Sayyagh. Nous avons une frontière ouverte avec le Liban et la normalisation israélo-libanaise facilitera l'infiltration d'agents israéliens en Syrie. Les produits israéliens pourront entrer au Liban et donc s'introduire dans les autres pays arabes, y compris la Syrie, ce qui ne manquera pas d'affecter l'économie syrienne, etc. »

Les dirigeants syriens affirment la conviction que la majorité des Libanais rejettent cet accord avec Israël. Pour sa part, M. Sayyagh tourne en dérision la récente ratification de ce dernier par le Parlement libanais, dont il conteste la représentativité : « 10 % de ses membres sont morts depuis qu'il a été élu ; 20 % ont dépassé la limite d'âge ; vingt députés étaient absents le jour du vote ; quatre se sont abstenus et deux ont voté contre. Les autres n'ont considéré

que leur intérêt personnel », affirme-t-il. En fait, Damas mise aujourd'hui beaucoup sur la « résistance libanaise » à l'occupation israélienne et sur le pourrissement de la situation dans les régions sous contrôle de l'armée israélienne. Une attitude confortée par la multiplication des attentats anti-israéliens au Liban.

EMMANUEL JARRY.

### LA VISITE DE M. CHEYSSON N'A « AUCUN LIEN » AVEC CELLE DE M. SHULTZ

M. Cheysson, ministre des relations extérieures, a commencé lundi 4 juillet une visite éclair au Proche-Orient. Arrivé lundi à Damas, il doit se rendre ensuite à Taïf (Arabie Saoudite), Le Caire et Jérusalem (l'ordre de ces deux dernières étapes n'est pas encore annoncé officiellement). Cet itinéraire correspond partiellement à celui du secrétaire américain, M. Shultz, mais se différencie pas avec lui. On souligne au Quai d'Orsay qu'« il n'y a aucun lien entre les deux visites ».

Le ministre français s'était rendu pour la dernière fois au Proche-Orient (Bagdad, Damas et Beyrouth) en avril. Il est accompagné de M. Bonnefous, directeur d'Afrique du Nord et du Proche-Orient au Quai d'Orsay, et de M. Bruno Delaive, conseiller technique chargé du Proche-Orient à son cabinet.

La visite de M. Cheysson au Proche-Orient a été annoncée lundi matin par le quotidien israélien (pro-gouvernemental) Maariv et par le porte-parole du ministère israélien des affaires étrangères, puis à Ryad par l'agence de presse saoudienne SPA, avant d'être confirmée par le Quai d'Orsay aussitôt après le départ du ministre.

### LA DISSIDENCE AU SEIN DU FATH

#### M. Arafat accuse le colonel Abou Moussa de s'être aligné sur les positions d'Abou Nidal

La commission spéciale du comité exécutif de l'O.L.P. a eu une nouvelle réunion de deux heures lundi après-midi 4 juillet. Les dirigeants du mouvement dissident du Fath, pour tenter de régler le conflit qui divise le mouvement palestinien. De source palestinienne informée à Damas, on indique que la commission a transmis aux dissidents l'accord chef de l'O.L.P. M. Yasser Arafat, de « réviser la direction collective au sein de la centrale palestinienne ». Les participants sont encore convenus, selon cette source, de la nécessité de réaliser la réforme au sein du Fath et de l'O.L.P., d'établir le dialogue et de ne pas avoir recours aux armes. Sur le terrain, la trêve conclue entre les belligérants samedi dernier est toujours respectée.

A Tunis, la réunion du comité central du Fath, qui s'était ouverte samedi soir, s'est poursuivie lundi en présence de M. Yasser Arafat. Ce dernier multiplie les contacts avec des notabilités palestiniennes venues s'informer de l'évolution de la crise opposant à la Syrie et de la dissidence au sein du Fath. Lors de ces rencontres, M. Arafat a dénoncé « les complots qui se trament contre la révolution palestinienne » et a notamment accusé les dissidents du colonel Abou Moussa de s'être alignés non seulement sur les positions de la Saïra pro-syrienne et du F.P.L.P. - commandement général de M. Ahmed Jibril - pro-libyen, mais aussi sur celles d'Abou Nidal que l'O.L.P. considère comme un renégat et a condamné à mort.

Dans une interview publiée lundi par le Guardian, de Londres, le colonel Abou Moussa, chef des dissidents du Fath, a déclaré que tous les juifs qui se sont établis en Israël depuis la création de cet Etat seraient expulsés d'un éventuel Etat palestinien. Il a affirmé, en outre, que tout Etat palestinien qui serait créé en Cisjordanie ne pourrait être qu'une « étape intermédiaire » avant la libération complète de la Palestine. « Nous ne sommes pas contre la libération d'une partie du territoire palestinien pour y créer une « autorité nationale », pourvu qu'il n'y ait aucune réconciliation, aucune reconnaissance d'Israël et que nous ayons la possibilité de poursuivre la lutte par la suite pour la libération complète de la Palestine. »

A Beyrouth, deux responsables palestiniens munis de passeports diplomatiques ont été expulsés lundi du Liban par les autorités. Les deux

responsables, MM. Sabri Jirès, un écrivain palestinien connu qui occupait le poste de directeur du centre de recherches palestiniennes de Beyrouth, et Youssef Rajab, membre du bureau de l'O.L.P. dans la capitale libanaise, avaient été arrêtés il y a une dizaine de jours après l'explosion d'une voiture piégée près du centre. - (A.F.P., Reuters)

Conférence sur la Palestine. - La réunion européenne préparatoire de la Conférence internationale sur la question de la Palestine s'est ouverte le lundi 4 juillet à Genève dans un climat de morosité et de défiance, en l'absence de la France, ainsi que des Etats-Unis et du Canada, invités à y prendre part. Des pays de la C.E.E., seule la Grèce était présente lors de la session d'ouverture. Cette réunion, qui a pour thème « Les Nations unies et le futur de la Palestine », doit durer jusqu'au 8 juillet. - (Corresp.)

## JEAN BERNARD

de l'Académie française

# Le sang et l'histoire

« Avec sa compétence, son humanisme, le bonheur de ses formules, le Professeur J. Bernard nous raconte un chapitre inédit et passionnant de cette alliance de la médecine et de l'histoire de l'humanité »

Robert Clarke / Le Matin

« Un livre passionnant tant par les mystères qu'il élucide que par l'érudition qu'il traduit, en une simplicité lumineuse. »

Dr Escoffier-Lambiotte / Le Monde

## BUCHET / CHASTEL

18, RUE DE CONDÉ - 75006 PARIS



# EUROPE

## Brouillards à Moscou

### II. - Retour à l'esprit de forteresse ?

De notre envoyé spécial ALAIN JACOB

Dans un premier article (le Monde du 5 juillet), notre envoyé spécial a montré comment une confrontation au sein de la direction soviétique était perceptible depuis la mort de Brejnev. Dans leurs discours, MM. Andropov et Tchernomir ne placent pas l'accent sur les mêmes mots. Le premier se préoccupe des problèmes encore à résoudre. Le second insiste sur les solutions définitives qui ont déjà été trouvées. Il se serait peut-être erroné de conclure que des « libéraux » s'opposent aux conservateurs.

Moscou. - « Le rapport des forces dans le monde s'est modifié de façon substantielle. Le but est de faire des systèmes sociaux mondiaux à pris une acuité sans précédent. » Ces paroles de M. Andropov, dans son discours du 15 juin devant le comité central du P.C.U.S., ne revêtent sans doute pas de la seule rhétorique et sont autant destinées à l'opinion intérieure soviétique qu'aux mouvements pacifistes occidentaux, encouragés à opposer toute la résistance possible aux ambitions « militaristes » de Washington.

Quelle que soit l'importance donnée par M. Gromyko à ces mouvements dans sa dernière intervention devant le Soviet suprême, on comprend très vite, dans les conversations avec les experts ou les responsables soviétiques, que Moscou ne nourrit guère d'illusions sur l'influence qu'ils peuvent exercer sur les décisions politiques des gouvernements. A la rigueur, admettait l'un de nos interlocuteurs, « limiter un peu leur marge de manœuvre ». Mais, pour l'essentiel, les jeux sont faits - et sans doute pour quelque temps.

En d'autres termes, et en dépit des appels répétés qui sont et seront encore adressés aux principales capitales occidentales, personne ne croit encore, à Moscou, que l'ébauche d'un accord de dernière minute puisse encore intervenir à Genève, qui permette d'éviter le déploiement, en Europe, des Pershing-2 et des missiles de croisière américains. Rares sont ceux qui entretiennent des perspectives meilleures pour l'autre négociation de Genève, celle qui porte sur la réduction des armes stratégiques et dont on admet seulement qu'elle est entamée sur des bases moins défavorables. Encore faudrait-il que les Etats-Unis manifestent une réelle volonté d'aboutir à un accord acceptable. Les Soviétiques affirment n'en avoir aucun signe, et l'agence Tass accuse quoti-

diennement Washington de ne chercher à obtenir, sur ce terrain également, que des « avantages unilatéraux ». A quoi bon, dans ces conditions, s'engager même une future « conjonction » des deux négociations ?

Avait-on voulu en arriver là ? Avait-on bien réalisé, en mettant en place du côté soviétique les premiers SS-20, l'engrenage dans lequel on s'engagerait ? Certains ajustements des positions de l'U.R.S.S. - en particulier la suggestion d'un échange des têtes nucléaires dont les SS-20 sont porteurs par rapport à celles que totalisent les forces françaises et britanniques, avancée à Genève bien avant d'être rendue publique à Moscou - incitent à penser que les Soviétiques ont aujourd'hui le sentiment d'avoir mis un peu fort. De même, on décèle très nettement chez des interlocuteurs unilatéraux un regret que les occasions d'accord n'aient pas été saisies lorsqu'elles se sont présentées. On irait même jusqu'à admettre, implicitement au moins, que si Washington avait réagi de façon un peu plus positive au résultat de la « conversation dans les bois » du 16 juillet 1982 entre les négociateurs soviétiques et américains, MM. Kvitinsky et Nitze, une base aurait pu être trouvée pour une discussion constructive.

#### Le souvenir de Cuba

Référence purement historique. La situation est telle aujourd'hui qu'elle se présente en termes de défi. L'U.R.S.S. s'estime menacée par la mise en place d'armes nouvelles qui, pouvant atteindre son territoire, sont pour elle de nature stratégique. Elle est décidée à répliquer comme il le faudra, en dehors, souligne-t-on, comme à l'intérieur du théâtre européen, pour que la parité des forces entre les deux super-puissances - telle qu'on la conçoit à Moscou comme fondement d'une « sécurité égale » - ne soit pas rompue. Même si cela entraîne des sacrifices que l'on aurait préféré éviter. A la fin du mois, on ne cache pas que l'effort budgétaire de défense déjà consenti ces dernières années est en partie responsable des résultats plutôt décevants enregistrés par l'économie nationale depuis le début du présent quinquennat.

« Qu'à cela ne tienne, ajoute-t-on, nous avons l'habitude - plus que d'autres - d'accepter les privations. Et que se passerait-il si aujourd'hui nous cédions devant les Américains ? Rien ne pourrait mieux les encourager à continuer dans la même direction et à ne traiter avec nous qu'en position de force. » Et de rappeler qu'en 1962, lors de la crise de Cuba, l'U.R.S.S. avait dû s'incliner parce qu'elle était en position de faiblesse. « Nous ne permettrons pas, assure-t-on, que cela puisse se reproduire. »

Ce fâcheux tournant de la situation est-il le fait de cet affreux président Reagan, inspirateur ou auteur de tous les mauvais coups ? Pas vraiment, si l'on en croit les analyses qui sont présentées à Moscou et qui font remonter l'origine de certaines initiatives américaines - en particulier celle d'installer de nouvelles armes nucléaires en Europe - à la seconde moitié de la dernière décennie, c'est-

à-dire bien avant l'élection de M. Reagan. Ce qui ennuie à conclure que la reconduction ou non de ce dernier dans ses fonctions présidentielles n'aura pas une signification décisive, l'opposition étant moins entre les hommes que - comme le dit M. Andropov - entre les systèmes.

De là naît, on renaît, une sorte d'esprit de forteresse dont chacun doit ou devrait savoir qu'il n'est jamais très loin de la mentalité soviétique. Tous les souvenirs historiques sont là - y compris celui, récemment célébré, de l'attaque allemande du 22 juin 1941 contre l'U.R.S.S. - pour soutenir une psychologie de résistance à l'adversaire extérieur dans un monde où jamais personne n'a vraiment désarmé.

Cela dit, les temps ont tout de même changé, et d'autres souvenirs, ceux des belles années de la détente, se sont ajoutés à ceux des époques les plus tragiques. Au lieu de la pression « guerre froide », n'est-elle pas de celles que l'on affectionne aujourd'hui à Moscou, comme si la confrontation actuelle devait tout de même laisser la place à certaines formes de dialogue.

Toute la question est de savoir, au bout du compte, s'il est possible de parler - « de manière constructive », comme on aime le dire à Moscou - avec quiconque et plus ou moins indépendamment de la partie de bras de fer engagée avec les Etats-Unis. C'est bien ce qui est en jeu aux Européens, à l'égard desquels la position soviétique n'est pas sans ambiguïté dans la mesure où, d'une part, on les présente comme inféodés sans réserve à Washington et où, d'autre part, on paraît mal comprendre qu'ils n'affirment pas mieux leur indépendance. Le cas est particulièrement flagrant pour M. Mitterrand, dont les propos atlantistes sont soigneusement isolés de leur contexte - depuis Williamsburg survenu - pour servir d'argument que Paris ait soudain « changé de politique » et se détourne de l'héritage du général de Gaulle.

#### Autocritique

Déception ? Amertume ? Une part d'autocritique intervient quand on entend dire que le point de vue soviétique n'a peut-être pas été expliqué de manière assez convaincante, qu'en tout cas il n'a pas été suffisamment compris. C'est en ce sens, que vont notamment quelques réflexions sur le passage à Moscou, au mois de février dernier, de M. Claude Cheysson.

Est-ce à dire que l'on serait pour autant disposé à faire preuve de souplesse, dans les actes au-delà des paroles, pour garantir un échange de courants d'échanges ? Sur le plan commercial, peut-être. C'est un des atouts - modestes - dont dispose M. Kohl et qui est également dans la main d'autres pays d'Europe occidentale. Pour le reste...

Le seul chapitre, à vrai dire, sur lequel les Soviétiques ont un peu mauvaise conscience est celui de l'Afghanistan. Plus exactement - car la morale joue peu en cette affaire - c'est l'aspect de leur politique qu'ils le plus à mal à justifier, puisqu'en définitive c'est le seul cas où des troupes soviétiques ont été, récemment et maintenant encore engagées directement en territoire étranger. De là, les rumeurs périodiquement encouragées à Moscou sur les perspectives de règlement qui

se dessineraient sous l'égide des Nations unies et que démentent jusqu'à présent la réalité des événements. Aussi bien la doctrine soviétique demeure-t-elle que seuls les aspects « extérieurs » du problème afghan peuvent prêter à discussion, ce qui exclut pratiquement toute solution qui prendrait en compte l'existence même de la résistance.

Que le durcissement de la diplomatie soviétique s'accompagne à l'occasion de formules destinées à lui donner une forme de légitimité, on en a un exemple dans le passage du discours de M. Andropov relatif aux relations avec les pays socialistes. Les Yougoslaves eux-mêmes ont apprécié l'affirmation du « respect inconditionnel des droits de chaque pays ». Elle n'en était pas moins accompagnée du ven très ferme que « la coopération politique, dont l'organisation du traité de Varsovie est l'instrument majeur », se perfectionne et devient « toujours plus étroite ».

C'est d'abord, bien évidemment, à la Pologne que l'on pense, pour laquelle M. Andropov a eu, sans la nommer, des paroles sévères - « Les erreurs politiques se paient. Lorsque le rôle dirigeant du parti communiste faiblit, apparaît le danger d'un glissement vers une voie de développement réformiste bourgeois », - qui ne se réfèrent sans doute pas seulement au passé, mais reflètent encore un certain agacement devant les lenteurs de la « normalisation » du style Jaruzelski.

Sur ce terrain comme sur d'autres, l'objectif est clairement de serrer les rangs, de verrouiller autant qu'il sera possible les issues par lesquelles l'adversaire menacerait de s'infiltrer dans la forteresse. C'est ce qu'indiquait sans grande équivoque l'observation d'un de nos interlocuteurs selon laquelle la réunion d'un sommet du pacte de Varsovie se justifiait par une « modification sérieuse de la situation militaro-politique » (l'expression est du maréchal Oustinov) - entendez le renforcement du dispositif américain en Europe, auquel l'U.R.S.S. s'apprête à répondre non seulement sur son propre territoire, mais également sur celui de ses alliés.

FIN

## Soldes d'été Barnett

### QUELQUES PRIX

COSTUMES LEGERS  
Wash and Wear 890 580 F  
POLOS Pur Coton 198 128 F  
PANTALONS Ultra-légers  
Lavables 298 198 F  
VESTES SEERSUCKER  
Poids Plume 690 398 F  
BLOUSONS SPORTSWEAR  
Ultra-légers 398 268 F  
Maillots de bain, bermudas, etc.

19 AV. VICTOR HUGO  
PARIS 16<sup>e</sup>

## Vatican

### Le pape nomme un laïc proche de lui directeur adjoint de « l'Osservatore romano »

De notre correspondant

Rome. - Une semaine après la démission du poste de directeur adjoint de l'Osservatore romano de don Virgilio Levi, le pape a nommé son successeur en la personne d'un journaliste laïc, M. Gianfranco Svideroschi.

Agé de quarante-sept ans, vaticaniste de grande expérience ayant travaillé à l'agence ANSA, puis à l'Avvenire, journal catholique, avant de prendre en charge en 1974 la direction de la rubrique religieuse de Il Tempo, M. Svideroschi est l'un des journalistes les plus estimés par Jean-Paul II, qui lui a accordé, en février 1982, à son retour d'Afrique, l'unique interview publiée par un journal non dépendant de l'autorité ecclésiastique.

M. Svideroschi est un catholique pratiquant mais qui se fait partie d'un mouvement ou association. De l'avis général, il n'est lié à aucune composante particulière de la curie, mais y entretient de solides amitiés dans les milieux ecclésiastiques polonais, et cela avant même l'élection de Jean-Paul II.

L'intérêt pour la Pologne manifesté par M. Svideroschi et, semble-t-il, les affinités intellectuelles qu'il entretient avec le pape sont sans nul doute à l'origine de cette nomination. Il reste que l'expérience professionnelle du nouveau directeur adjoint de l'Osservatore romano n'est également jouée un rôle dans le choix de Jean-Paul II. La qualité du quotidien du Vatican s'est, en effet, ces dernières années,

détériorée, et l'une des tâches de M. Svideroschi sera de redonner à ce journal un caractère d'organe d'information.

L'indépendance manifestée par le nouveau directeur adjoint à l'égard des différents groupes qui agissent au sein du Vatican devrait favoriser cette tâche de réorganisation alors que l'Osservatore romano apparaît travaillé par des divisions internes évidentes. Il y a quelques mois, d'ailleurs, le pape avait chargé Mgr Stenier, préfet de la Bibliothèque vaticane, d'examiner la situation du quotidien. La conclusion avait été que tout changement réel passait par un renouvellement des hommes.

Quelle orientation M. Svideroschi donnera-t-il à l'Osservatore romano ? Pour la majorité de ses confrères, c'est un homme de tempérament conservateur mais libéral. La presse de gauche (l'Unità et Il Manifesto) souligne en revanche certaines prises de position tant politiques que théologiques de M. Svideroschi qualifiées « de droite ». D'autres rappellent, en outre, qu'au moment du concile Vatican II, il adopta une attitude « fortement conservatrice ». Il est clair, en tout cas, que le nouveau directeur adjoint de l'Osservatore romano, par ses liens et ses affinités avec Jean-Paul II, rendra le quotidien du Vatican plus sensible que jamais à la pensée du pape.

PHILIPPE PONS.

## ASIE

### Afghanistan

#### RÉFUGIÉ AU PAKISTAN

### L'ancien recteur de l'université de Kaboul dénonce l'« effondrement de l'enseignement »

Islamabad (A.F.P.). - Quatre-vingts pour cent des professeurs de l'université de Kaboul ont fui leur pays depuis le coup d'Etat communiste d'avril 1978, et le « niveau de l'enseignement supérieur s'est complètement effondré », selon son ancien recteur, M. Mohammed Haider, qui vient de se réfugier au Pakistan.

Six mille étudiants - contre environ quinze mille il y a cinq ans - suivent aujourd'hui un enseignement calqué sur le « modèle soviétique » et dispensé par des jeunes professeurs sans formation. « dont le seul critère de recrutement est la loyauté au régime », a déclaré, dimanche 3 juillet, à Islamabad, l'ancien universitaire, docteur en économie politique de l'université de Grenoble. Pour inciter les jeunes gens à combattre dans les rangs de l'armée afghane, a-t-il ajouté, les autorités ont introduit une procédure de « promotion automatique » assurant le passage sans examen dans l'année supérieure à tous ceux qui auront passé au moins trois mois sous les drapeaux. « Certains ont ainsi décroché leur licence sans examen », a dit M. Haider.

A la faculté de droit, où il enseignait encore le mois dernier, « près de 90 % des étudiants sont des filles (...) car les garçons ont quitté

Kaboul pour l'exil ou le maquis. » « La seconde université du pays, à Jellalabad (est de Kaboul), ne fonctionne plus. Les lycées de Herat et Kandahar (deuxième et troisième villes afghanes) sont paralysés », a-t-il ajouté. M. Haider estime qu'environ six mille jeunes Afghans étudient aujourd'hui dans les universités et les collèges techniques d'U.R.S.S. ou d'Europe de l'Est. Ils sont sélectionnés sur la base de leur appartenance au parti communiste afghan. « Depuis l'intervention de l'armée rouge en décembre 1979, ajoute-t-il, de très nombreux enfants vont passer deux ou trois mois dans des colonies de vacances en U.R.S.S. pour être indoctrinés. »

« Je suis parti car l'atmosphère devenait intenable. » Après huit mois en prison, jusqu'à la grande amnistie décrétée par le président Babrak Karmal au moment de son arrivée au pouvoir, début 1980, M. Haider a été prié de reprendre son cours d'économie politique. « Je n'avais que deux manuels imprimés à Moscou, l'un intitulé le capitalisme et l'autre le socialisme. » Il réussit à obtenir la chaire de droit constitutionnel occidental, tandis qu'un professeur venu d'Ouzbékistan (U.R.S.S.) fut chargé de l'enseignement du droit soviétique.

## DEUX MUSICIENS SOVIÉTIQUES PASSENT À L'OUEST

Stockholm (A.F.P., A.P.). - La violoniste virtuose soviétique Viktoria Mullova et son accompagnateur, le pianiste de l'Orchestre symphonique de Kharkov, Vachang Sorokina, ont gagné clandestinement Stockholm, dimanche 3 juillet, en profitant de la tournée qu'ils effectuaient en Finlande.

Les deux musiciens, qui ont traversé la frontière close à l'ambassade des Etats-Unis, en Suède, en raison de la fête nationale américaine, renouvelleront, ce mardi, leur démarche au visa de demander l'asile politique, a-t-on appris de source policière.

Pour réussir les trente prochaines années de votre vie, offrez-vous une feuille de papier, un timbre-poste et une enveloppe.

Sur la feuille, notez vos désirs, besoins et questions en matière de formation. Ainsi que vos nom, prénom et adresse ! Mettez la feuille dans l'enveloppe, collez le timbre et jetez dans une boîte.

Vous recevrez sans engagement des informations sur le programme de formation polyvalente en gestion

#### Administration de l'Entreprise.

Celui qui vous offre la possibilité unique d'acquiescer en 9 mois d'études à plein temps une formation méthodologique et technique valable pour trente ans de réussite professionnelle. Parce que ce programme est différent.

Son but exclusif est de former des managers immédiatement opérationnels, à l'aide de moyens et méthodes pratiques, réalistes et concrets.

Pour que vous possédiez une vraie chance sur le marché du travail et de réelles perspectives de carrière.

Il serait vraiment dommage que vous passiez à côté de ce programme, dont la prochaine session débute en octobre 1983, car vous pouvez être l'un des trente à quarante stagiaires qui y seront admis.

## ECADE

Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises  
100 rue de la République - 1205 Lausanne (Suisse) - 021 22 15 11

## A TRAVERS LE MONDE

### Libéria

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, M. Henry Boimah Fahnbulleh, a été démis de ses fonctions par le président Samuel K. Doe, en raison de « son idéologie contraire aux objectifs de la politique étrangère du pays », a annoncé lundi 4 juillet l'agence officielle de presse du Libéria. Ce renvoi pourrait être lié à l'opposition de M. Boimah Fahnbulleh au rétablissement des relations diplomatiques avec Israël. Le chef de l'Etat libérien a appelé récemment les pays africains à revoir leur politique à l'égard d'Israël.

### Turquie

ONZE KURDES DE NATIONALITÉ TURQUE OBSERVENT UNE GREVE DE LA FAIM depuis le 27 juin à l'église Saint-Merit, à Paris, pour protester contre « la répression du gouvernement fasciste turc contre les Kurdes » et « obtenir l'indépendance du Kurdistan ». L'un d'entre eux a été hospitalisé lundi 4 juillet à l'Hôtel-Dieu, dans un état de grande faiblesse.

## EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA SAN FRANCISCO AMERICAN MANAGEMENT STUDIES

### Graduate Programs

Niveau Requis : 2<sup>e</sup> Cycle Universitaire

Summer 1983 : 13 juillet - 2 septembre

Finance, Marketing, Economics,  
International Business

Clôture des inscriptions le 7 juillet 1983

(3 places disponibles)

Sélection le 8 - Départ le 12 juillet

Ce programme conduit au

Diploma of Graduate Studies in Management

Documentation Master of Business Administration et année universitaire 1983-84

Centre d'information pour l'Europe

32 Galerie Montpensier, 75001 Paris, France. Tél. : (1) 296.30.69

European University of America, 650 Pine St. San Francisco, CA. 94108 USA

هكمان النجل



# AFRIQUE

## Tchad

### Les autorités renforcent leur dispositif de défense autour d'Abéché

La situation militaire demeure confuse au Tchad, où, de source autorisée à N'Djamena, on indiquait lundi 4 juillet, que les forces gouvernementales avaient évacué la ville de Faya-Largeau. Cette évacuation s'est faite volontairement, dit-on dans la capitale tchadienne, pour des raisons stratégiques. Les éléments des troupes gouvernementales qui ont été retirés de Faya seraient en effet redéployés à Oum-Chalouba (200 kilomètres au sud de Faya), afin de renforcer la tête de défense des dispositifs dans la région.

A Paris, M. Abderrahmane Mousa, ancien ambassadeur du Tchad, avait annoncé lundi la prise par les forces de la coalition de M. Goukouni Oueddei des villes de Faya, Oum-Chalouba dans l'est et de celle de Kalati, à mi-chemin entre Faya-Largeau et N'Djamena.

Les autorités de N'Djamena renforcent leur dispositif de défense dans l'est du pays autour d'Abéché, et des troupes sont actuellement prélevées dans le Sud pour être déployées dans la région.

La situation reste calme dans la capitale tchadienne, où l'aide mili-

## République Sud-Africaine

### OPPOSÉ AU PROGRAMME RÉFORMISTE DU GOUVERNEMENT

#### Le président du Broederbond démissionne

De notre correspondant

Johannesburg. — Opposé au programme « réformiste » du gouvernement, le professeur Carol Boshoff, élu en 1980 à la présidence du Broederbond, a démissionné lundi 4 juillet de ses fonctions. Il sera remplacé à la tête de l'organisation secrète de l'apartheid par le professeur J.P. de Lange, recteur de l'Université de Rand, connu pour ses idées plus verticales (éclatées) et son soutien actif au premier ministre, M. Pieter Willem Botha.

La scission du Broederbond, qui couvrait depuis celle du parti au pouvoir et la coalition avec des transfuges nationalistes du parti conservateur dirigé par M. Andries Treurnicht, lui-même ancien ministre du gouvernement Botha et ex-président du Broederbond, est désormais consommée. Le retrait du professeur Boshoff, provoqué par la publication dans la presse d'un rapport secret du bureau des affaires raciales, financé par le Broederbond, décrivant les projets du premier ministre à l'égard des Indiens et des noirs comme une « véritable trahison », pourrait être imputé à d'autres Broederbonds réputés verbaux (crispés, fous).

Créé en 1918 par une poignée d'intellectuels boers soucieux d'ordre et de renforcer la nation, la culture et l'héritage africains, le Broederbond compte aujourd'hui quelque douze mille membres choisis pour leur fidélité à la cause de l'apartheid. Tous les ministres du gouvernement actuel y compris le premier d'entre eux, et à la seule exception du ministre des finances, M. Owen Horwood, d'origine anglophone, en sont membres.

Les réunions et les cérémonies d'initiation de l'« alliance » des frères se déroulent toujours dans un secret absolu. Par l'intermédiaire de ses membres les plus éminents, aujourd'hui placés aux commandes

## Madagascar

### LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

#### AURONT LIEU LE 28 AOÛT

Tananarive (A.F.P.). — Le président Ratsiraka a remis son gouvernement vendredi 1<sup>er</sup> juillet et annoncé la tenue d'élections le 28 août prochain.

Le remaniement, partiel et technique, révèle la volonté du chef de l'Etat de s'appuyer désormais sur des hommes « motivés » et « compétents ». Ainsi, les « superministres » de l'industrie et du commerce, de la production agricole et de la réforme agraire éclatent en plusieurs ministères confiés à de jeunes technocrates (le benjamin a vingt-neuf ans).

Le renouvellement, le 28 août, des cent trente-trois députés — élus au suffrage universel — qui composent l'Assemblée nationale populaire ne devrait pas bouleverser les habitudes d'une « institution » considérée comme une « chambre critique d'enregistrement ». Il est peu probable, selon les observateurs, que la future Assemblée offre un profil politique différent de l'actuelle, dans laquelle l'AREMA, parti du président Ratsiraka, détient 112 sièges sur 133.

Il est en revanche vraisemblable qu'un remaniement plus profond de l'équipe gouvernementale ainsi que du Conseil suprême de la révolution interviennent après les élections législatives.

## Nicaragua

### Les guérilleros contre-révolutionnaires ont le moral en baisse

De notre envoyé spécial

La tension demeure vive en Amérique centrale, où le régime révolutionnaire du Nicaragua fait de plus en plus figure d'ennemi public numéro un pour les Etats-Unis. Au nord, le Honduras concentre des troupes face à la frontière défendue par les sandinistes. Au sud, les escarmouches lancées du Costa Rica par M. Eden Pastora, ancien chef militaire antisomoziste, qui a rompu avec la révolution de Managua, prennent, ces derniers jours, l'allure de véritables combats.

Pourtant, notre envoyé spécial, Marcel Niedergang, qui se trouve au Honduras, a pu observer que les guérilleros antisandinistes qui y ont installé leurs bases d'opérations contre le Nicaragua n'ont pas très bon moral.

Tegucigalpa (Honduras). — Dans ses mains solides de paysan, un fusil-mitrailleur américain. Autour de son torse, une double bande de carreaux. Et, sur sa poitrine, un christ au bout d'une lourde chaîne dorée. Il a un foulard noir serré sur la tête, un visage lisse et brun de mûre, le regard ferme. Mais ce guerrier à l'allure sévère n'a pas dix-sept ans — comme la grande majorité des quelque huit mille combattants de la Force démocratique nicaraguayenne (F.D.N.), qui ont lancé, et perdu, le premier round de la grande offensive contre les positions sandinistes le long de la frontière du Honduras.

Il est le cousin des guerriers des milices sandinistes qui, de l'autre côté des collines, tracent leur A.K. soviétique avec le même assurance. Leur jeu de cache-cache sanglant se déroule dans les forêts détrempées des montagnes du nord. Pour ses adversaires, il est une « bestia », une bête somnolente. A Washington, on l'a pompeusement baptisé « combattant de la liberté ». Lui se veut d'abord un « commando » qui se bat, comme le lui répètent ses instructeurs, « pour libérer le Nicaragua du communisme ».

Un christ, une croix ou même un rosario : ce symbole de foi est son vrai signe distinctif : pas un soldat de la F.D.N. qui ne le porte avec plus ou moins d'ostentation. Et, comme le dit le guerrier au foulard noir : « Si Dieu est avec nous, qui pourrait être contre nous ? »

Les uniformes, l'armement sophistiqué, le système de transmission — meilleur que celui des sandinistes — sont ceux de l'armée américaine. Tout est fiabilité, tout est encore souvent improvisé. Les « Contras » (1) se déplacent, quand ils peuvent, en Toyota, sous le nez, et avec la complicité apparente, des unités régulières de l'armée hondurienne.

Les commandos de la F.D.N. marchent beaucoup. A travers les ravins boueux, les collines couvertes par la forêt tropicale, les savanes peu peuplées qui marquent cette frontière du nord, incontrôlable, qui va du Pacifique au rio Coco, en face des départements nicaraguayens de Chinandega, d'Estelí, de Matagalpa, de Nueva Segovia et de Jinotega. Pour toute protection contre la pluie et le froid et pour dormir, un simple plastique. Il n'est pas trop difficile de s'infiltrer à travers cette frontière accidentée où les lignes de crête se succèdent et se rejoignent à l'infini.

Mais il est plus malaisé de se maintenir longtemps à l'intérieur du territoire nicaraguayen, bien que les antisandinistes prétendent compter sur la « soutien enthousiaste » des paysans, « assésés » par les exactions du gouvernement de Managua. En avril et en mai, les unités de la « Contra » ont réussi des percées spectaculaires assez profondément dans les départements frontaliers. A la mi-juin encore, elles ont fait sauter, à l'est de Matagalpa, un dépôt de matériel et de camions destinés à la construction de la nouvelle route qui doit relier Managua à Puerto Cabezas, sur la côte atlantique.

Mais, depuis deux semaines, le rythme de ces opérations s'est nettement ralenti. Les responsables de la F.D.N. l'admettent. Mais ils ajoutent : « En fait, nous avons encore de nombreux petits groupes armés installés dans plusieurs régions du centre du Nicaragua. Ils se cachent et sont protégés par la population. Ils attendent le feu vert pour repartir à l'assaut, quand nous relancerons l'offensive. »

Ces mêmes responsables, politiques et militaires, de la « Contra » reconnaissent que les combats actuels « sont très durs ». Ils estiment que la situation est difficile. Sur le terrain, les chefs d'unité ne sont pas plus optimistes. Depuis la fin juin, les combattants avancés de la F.D.N. ont été presque tous repoussés à l'abri relatif des collines frontalières. Et les adversaires, qui affrontent des pluies torrentielles, s'installent pour la moment dans une guérilla de positions et de tranchées, de caches, de bouscages et de précaires.

Signe révélateur de l'évolution des affrontements à la frontière nord : on tente de se protéger de part et d'autre derrière des champs de mines. C'est tout particulièrement le cas autour du « saillant » de Jalapa et sur le « route » le fait, une simple piste de terre qui longe la frontière. Face aux unités d'élite de l'armée populaire sandiniste, qui sont venues renforcer les milices, quelques peu débandées à la mi-juin, les hommes de la « Contra » sont apparemment sur la défensive.

Leurs chefs admettent que les sandinistes se sont considérablement renforcés « en hommes et en matériel de toute sorte ». Les rumeurs selon lesquelles les Nicaraguayens auraient reçu, ou seraient sur le point de recevoir, des Mig-80 ne sont pas faites pour leur remonter le moral. Les forces armées de la F.D.N. ont plus de cohérence que celles de Steadman Fagoth, plus à l'est. Mais elles n'échappent pas complètement aux rivalités entre « commandos » locaux, jaloux de leurs prérogatives sur leur « secteur ». A entendre les principaux dirigeants de la « Contra », il n'est plus question, semble-t-il, « d'être à Managua en septembre ».

« Nous avons dit, disent-ils, effectuer des raids sur plusieurs points de la frontière, et nous avons des difficultés pour ravitailler certaines positions avancées ou très exposées. Et nous déplorons cent soixante-dix tués depuis le mois de septembre. »

Is fort valent que les sandinistes, de leur côté, ont reconnu avoir eu cinq cents tués pendant la même période. Mais ils insistent avec amertume leurs « problèmes » actuels. « Les Américains nous aident, mais ils ne nous comprennent pas, ils limitent leur assistance à l'équipement militaire. Mais ça ne suffit pas. Par exemple, il nous faudrait des fonds importants pour les familles des combattants. C'est important pour maintenir le moral. Comment voulez-vous expliquer à nos familles, qui prennent tous les risques sur le terrain, que leurs familles sont dans le dénuement ou simplement dans le besoin ? »

Les Etats-Unis sont soupçonnés, d'autre part, de ne pas « écarter toute possibilité de dialogue avec Managua », alors qu'ils demandent à la F.D.N. d'exercer une pression militaire aussi sévère que possible. Les espoirs mis par Washington dans une possible dissension suscitée au sein même du gouvernement de Managua par l'engagement militaire de Pastora à partir du Costa Rica les préoccupent. « Les Américains, disent-ils, croient que la double pression militaire et économique sera suffisante pour inciter les dirigeants de Managua au dialogue ou à la conciliation. C'est une illusion. » Ils se félicitent pourtant d'avoir, par leur action, « provoqué la radicalisation des son-

distes » et de les avoir « contraints à montrer leur vrai visage, celle du communisme ».

« Ça ne peut pas marcher, ajoutent-ils. Pastora n'a pas la tête politique, tout le monde sait ça. Il prend toujours des décisions imprévisibles. C'est un baroudeur, qui aime avant tout le spectaculaire. Nous pouvons peut-être compter sur ses amis, qui sont conscients de la nécessité de l'unité dans le combat contre les communistes de Managua, mais pas sur lui. »

Les dirigeants politiques de la F.D.N. rejettent les accusations de « somozisme » fréquemment portées contre eux, y compris par les amis d'Eden Pastora : « D'abord, Somoza est mort et le somozisme est mort avec lui. Il ne reviendra jamais. Ensuite, quelques officiers qui encadrent nos commandos sont d'anciens gardes nationaux de Somoza, c'est vrai. Mais il s'agit, pour la plupart, de lieutenants ou de capitaines, très jeunes, qui n'ont rien à se reprocher et qui n'étaient pas des fidèles de Somoza. » Ils confessent dans un soupir : « Il reste que nous sommes des pions dans un conflit qui nous dépasse. » Avant de conclure : « Mais nous allons bientôt repartir à l'offensive. Très bientôt... »

Dans la Mosquitia, la région de la côte atlantique hondurienne, ce sont les unités des Indiens Miskitos qui sont comme chez elles. De Puerto Lempira à Mocoron, de Mocoron à Lemus, le rio Coco et les Llanos d'Auka : c'est le domaine de Steadman Fagoth, allié mais non dépendant de la F.D.N.

Mais le chef des Miskitos, qui a moins de deux mille hommes sous ses ordres, a bien des annus avec ses lieutenants : ceux-ci veulent commander leurs propres troupes, « il a voulu son autonomie... », commente un capitaine de la F.D.N. Steadman Fagoth serait prêt, désormais, à proposer un état-major conjoint à la F.D.N. de Chamorro Coronel « pour mettre à la raison ses lieutenants indisciplinés ». Les Miskitos de la Contra ont, de leur côté, réussi quelques jolis coups depuis trois mois. Ils ont menacé les mines de Bonanza, à une centaine de kilomètres au sud du rio Coco, et saboté des installations de Puerto Cabezas.

Mais les populations Miskitos, repoussées autour de leurs églises moines, sont lassées, selon de multiples témoignages, de la double pression qu'elles subissent : celle des sandinistes, qui veulent les « intégrer » au processus révolutionnaire, et celle de la Contra, qui souhaite enrôler les jeunes dans les forces combattantes.

Ce sont les civils qui font, une fois de plus, les frais des affrontements armés, de plus en plus nombreux et sévères, à la frontière. Les villages pris entre deux feux ont été évacués par leurs habitants. Depuis trois ans, le Honduras abrite malgré lui des milliers de réfugiés salvadoriens (groupés depuis peu dans des camps de 50 kilomètres de la frontière), nicaraguayens, et aussi des guatemaltèques (un millier, près de Santa Rosa-de-Copén). Des milliers de paysans honduriens sont maintenant, eux aussi, « réfugiés » dans leur propre pays.

MARCEL NIEDERGANG.

(1) Abréviation de « contre-révolutionnaires ».

## Etats-Unis

### FEUX D'ARTIFICE, MARIJUANA ET MUSIQUE EN TOUT GENRE POUR LA FÊTE DE L'INDÉPENDANCE

Washington (A.F.P., Reuter). — Un cocktail surprenant de feux d'artifice, de discours politiques, de musique punk et de pompe traditionnelle a marqué lundi 4 juillet la fête de l'indépendance américaine. Tout, ou presque tout, est permis aux Etats-Unis le 4 juillet.

Les fumeurs de marijuana se sont installés devant la Maison Blanche. Un habitant de l'Etat de Virginie a loué un hélicoptère et a arrosé la ville de Winfield d'une pluie de billets de un dollar. Un cascadeur a escaladé un immeuble de soixante-trois étages de Detroit (Michigan).

La vedette du défilé officiel organisé à Washington par le ministre de l'intérieur, James Watt, un protestant fondamentaliste ultra-conservateur, était un chanteur de Las Vegas, Wayne Newton, mais les spectateurs ont semblé davantage apprécier un drapeau humain composé de deux cent vingt-neuf personnes.

La décision de M. Watt de remplacer les Beach Boys par Wayne Newton, au talent plus classique, avait de toute façon suscité une controverse. Le ministre de l'intérieur avait estimé que les Beach Boys risquaient d'attirer de « mauvaise réputation » et de gâcher ainsi l'atmosphère festive des festivités du 4 juillet.

1.000 F. AUJOURD'HUI

1.925 F. DANS 5 ANS

BON DE L'ECUREUIL 14%

Sachez en profiter!

Un taux d'intérêt très séduisant ! Aujourd'hui, un Bon à 14%, rémunération garantie pendant 5 ans, c'est vraiment intéressant.

**Payez moins d'impôt** Choisissez de façon intelligente, parmi les 3 options fiscales qui vous seront proposées au moment du remboursement, celle qui sera la mieux adaptée à votre situation. En particulier, si votre dernière tranche d'impôt est inférieure à 45%, choisissez de déclarer les revenus de vos Bons sur votre feuille d'impôt, vous y gagnerez beaucoup.

**Aussi disponible qu'un billet de banque !** Un Bon de l'Eureuil, même à 5 ans, est dès la fin du 3<sup>e</sup> mois de souscription, remboursable immédiatement, sans formalité, dans n'importe quelle agence Ecureuil. **C'est le moment d'en profiter !** Avec tous ses avantages et son taux de 14%, le Bon

de l'Eureuil est très intéressant, d'autant plus que ses intérêts garantis sont fixés d'avance sur barème dès le jour où vous les achetez. Profitez-en donc vite !

**Renseignez-vous auprès de votre agence Ecureuil ou appelez le Centre d'Information Ecureuil.**  
**522.95.00**

\* Taux actuariel annuel brut sur 5 ans.

**Caisse d'Epargne Ecureuil**

Le Monde

Service des Abonnements

7547 PARIS CEDEX 09

C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 554 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

601 F 1 074 F 1 547 F 2 029 F

ÉTRANGER

(par versements)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

FAYS-BAS

381 F 634 F 887 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE

454 F 779 F 1 185 F 1 430 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : veuillez nous adresser vos nouvelles adresses au moins deux semaines avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les virements en capitales d'imprimerie.



# Le Monde

# politique

## La révision du droit des faillites à l'Assemblée nationale

Guerre idéologique pour une réforme souhaitée à l'unanimité...

11 974 règlements judiciaires et liquidations des biens en 1974, 17 375 en 1980, 20 895 en 1981... Le droit des « faillites » ne pouvait plus convenir à la situation de crise actuelle. Le constat n'est pas nouveau. Déjà en 1975, dans son rapport sur la réforme des entreprises, M. Pierre Sudreau, ancien député centriste, soulignait la modernisation de ce droit et à l'époque du gouvernement de M. Raymond Barre, M. Alain Peyrefitte, alors ministre de la justice, avait préparé en ce sens quatre projets de loi, mais un seul — dont s'agissait le texte défendu aujourd'hui par M. Robert Badinter — fut adopté par l'Assemblée nationale. Le Sénat n'est pas le temps, toutefois, d'en débattre. Est-ce simplement parce que le « conservatisme ambiant » fut plus fort que la volonté réformatrice, comme les députés socialistes l'affirment ? Ou parce que, comme le reconnaît M. Jacques Roger-Machart, « les impératifs économiques se plient mal aux contraintes juridiques ».

L'Assemblée nationale a commencé, lundi 4 juillet, la discussion du projet de loi « relatif à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises ». Ce texte oblige les entreprises d'une certaine importance à se doter de documents prévisionnels de gestion, met en place des procédures d'alerte « ouvertes aux actionnaires minoritaires et aux comités d'entreprise », étend les pouvoirs des commissaires aux comptes et crée une procédure « de règlement amiable » sous le contrôle du tribunal de commerce. Il n'est que le premier volet d'un ensemble cherchant à améliorer le traitement des entreprises en difficulté (Le Monde du 1er octobre et 18 novembre 1982).

Défendant son projet, M. Robert Badinter, ministre de la justice, remplace ce texte dans son contexte. Cette réforme, prévient-il, « n'est inspirée ni par des raisons doctrinales ni par des motifs politiques », mais simplement parce que « le droit des entreprises est difficile (...) est lui-même en difficulté », car, « marqué par une période de prospérité (...), il ne pouvait satisfaire aux exigences d'une période de crise ». Il ajoute que « l'échec économique du droit actuel est patent : dans 90 % des cas, les procédures s'achèvent par une liquidation de biens (...), les créanciers chirographaires perçoivent en moyenne 10 % de leurs créances ».

Pour le garde des sceaux, « la réforme juridique est dictée par la nécessité économique ». Elle doit être « totale » et passe donc par « une transposition du statut des mandataires de justice ». A ce propos, M. Badinter explique : « Ce sont ici moins les hommes que les fonctions et leur organisation qui sont en cause. Dans un système moderne, il n'est plus possible que relèvent d'une profession unique des intérêts étonnamment opposés : la représentation de l'entreprise et celle des créanciers, la mission de gestion et celle de liquidation ; à la profession unique, celle de syndic, succédera donc la dualité des professionnels et des fonctionnaires, celle d'administrateur et celle de mandataire liquidateur ».

« Sauver les entreprises viables » De même, le ministre de la justice précise que « les tribunaux de commerce doivent être réorganisés ». Mais il explique : « Il n'est pas question de les supprimer ni de mettre à leur tête un président magistrat professionnel. Il n'est même pas envisagé de transformer les magistrats consulaires en dévotus assesseurs de magistrats professionnels qui prendraient la présidence des diverses chambres. Mais il est certain que les tribunaux de commerce assument un rôle essentiel dans la chaîne de la mise en œuvre des solutions qu'appellent les difficultés des entreprises. C'est précisément cette responsabilité économique et sociale qui commande la recherche d'une compétence et d'un fonctionnement améliorés des juridictions consulaires ».

### Le P.S.U. souhaite que les partis de gauche agissent davantage en commun

La direction politique du P.S.U., issue du congrès de Vénissieux (Le Monde du 14 juin), s'est réunie les 2 et 3 juillet à Paris. Elle a adopté le texte d'une « adresse aux forces de gauche », regrettant l'absence d'initiatives unitaires hors des périodes électorales et proposant aux autres partis de gauche de débattre, nationalement et localement, des actions communes qui pourraient être entreprises. La direction politique a adopté, d'autre part, un texte précisant ses positions en faveur d'un « mouvement de paix réellement non aligné » et appelant à participer au rassemblement des 6 et 7 août au Larzac « pour le gel des armements nucléaires », ainsi qu'aux manifestations prévues, en octobre, par le Mouvement de la paix. La direction politique a, enfin, constitué le bureau politique, qui est ainsi composé (1) : — M. Bernard Chauvat, M. Dominique Duerast, M. Jacques Laik, Armand Massip, Jacques Salvador (courant 2) ;

même si le garde des sceaux, fort de sa longue expérience d'avocat d'affaires, affirme que « le droit peut aussi aider l'économie » ? Une telle remise en ordre du droit des entreprises est, pourtant, pour la gauche au pouvoir, une œuvre particulièrement délicate. Quels que soient ses efforts pour appréhender la réalité de l'entreprise, son « péché originel » — son socialisme, même tempéré — donnera toujours à l'opposition prétextes à procès d'intention. Ainsi les députés socialistes ont beau constater que l'impôt sur les bénéfices pénalise — à tort — les entreprises performantes, souhaiter une « réévaluation des bilans » — vieille revendication patronale, — constater la primauté du chef d'entreprise, en lui reconnaissant même le « droit à l'erreur », il leur suffit de prévoir une extension des prérogatives des commissaires aux comptes pour être accusés de mettre à mal le pouvoir sacré du patron. Il leur suffit d'accorder quelques

droits au comité d'entreprise — représentant des salariés qui dans l'emploi jouent leur « gagne-pain » — et leur emploi — pour que l'on affirme qu'ils font un pas vers l'antagonisme ! Et quand M. Badinter réécrit — sans en changer le sens — des phrases de M. Peyrefitte, M. Georges Trauchant, député R.P.R. des Hauts-de-Seine et chef d'entreprise, y voit des accusations « inacceptables » contre les patrons ! Mais il est vrai, comme le dit M. Francis Geng, député U.D.F.-C.D.S. de l'Orne, que, auparavant, « les conditions étaient toutes différentes ». Ce qui était permis à ses amis devient un crime de ses ennemis. Dès que l'on touche à l'entreprise, seule la « guerre idéologique » a droit de cité dans le débat politique, même quand il s'agit d'introduire une réforme souhaitée par tout le monde.

THÉRIER BRÉHER. L'inflation et regrette que l'impôt à 50 % sur les bénéfices « pénalise » les réalisations, alors qu'il faudrait « taxer différemment l'usage qui en est fait suivant que ce bénéfice est distribué ou mis en réserve dans la société ». Le rapporteur souligne « combien les dispositifs proposés s'éloignent de la conception traditionnelle — il voudrait mieux dire bourgeoise et capitaliste — du chef d'entreprise amnésiant, amnésiant, seul maître après Dieu de son affaire, dont doivent dépendre passivement ses salariés, comme d'ailleurs les actionnaires minoritaires, de même qu'ils ne correspondent en rien à l'image que la droite attribue aux socialistes et à la gauche, toujours suspecte d'introduire l'étatisme et la bureaucratie dans les entreprises ».

Premier orateur inscrit dans la discussion générale, M. Jean-Jacques Barthe (P.S., Pas-de-Calais) remarque que ce projet reprend « plusieurs des idées contenues dans la proposition de loi » déposée par son groupe en juin 1982. Il s'agit donc qu'il ne s'applique pas qu'aux grandes entreprises, qu'un commissaire aux comptes soit désigné par le comité d'entreprise et que « le droit à l'information » de celui-ci « ne se heurte à aucune entrave ». Puis il demande une réforme profonde de la profession de syndic, la création d'une agence nationale et d'agences départementales des entreprises en difficulté et que le pouvoir des tribunaux de commerce soit « confié à une autre instance, par exemple une chambre économique spécialement constituée au sein des tribunaux de grande instance ».

### Les difficultés ne sont pas déshonorantes

Dans son rapport, fait au nom de la commission des lois, M. Jacques Roger-Machart (P.S., Haute-Garonne), commence par remarquer « au cas où le capitalisme sauvage fondé sur la prospérité des forts et la disparition des faibles, il vous est proposé une autre logique consistant à valoriser au mieux tout ce qui présente un potentiel économique ». A propos de la réforme des tribunaux de commerce, il reconnaît que la majorité de l'Assemblée a une vision quelque peu différente de celle du gouvernement : « Nous estimons, déclare-t-il, qu'il conviendrait de s'engager sur la voie d'une certaine mixité de leur composition, associant magistrats et professionnels élus ». Il explique aussi : « Destinée à prendre connaissance des risques sous peine d'être dépossédée par la concurrence, l'entreprise est toujours susceptible de rencontrer des difficultés, d'avoir à surmonter des périodes délicates. Cela doit être considéré comme normal, banal, voire signe de dynamisme, alors que trop souvent les chefs d'entreprise français se considèrent curieusement comme déshonorés s'ils doivent avouer des difficultés ».

Analysant le projet de loi, il affirme : « Volonté politique de déboucher et de mettre enfin en place des procédures de prévention dans les entreprises, volonté politique de tirer toutes les conséquences des analyses les plus lucides concernant le rôle du personnel dans la gestion, volonté politique de moderniser la profession des commissaires aux comptes, caractérisée donc cette démarche, le travail est heureusement avec les tentatives velleitaires de la précédente majorité, qui, toutes, s'étaient enlisées dans le conservatisme ambiant ».

M. Roger-Machart reconnaît que « la fiscalité actuelle sur les entreprises introduit des distorsions de concurrence » : il demande notamment « la réévaluation des bilans » en fonction du taux de

droits au comité d'entreprise — représentant des salariés qui dans l'emploi jouent leur « gagne-pain » — et leur emploi — pour que l'on affirme qu'ils font un pas vers l'antagonisme ! Et quand M. Badinter réécrit — sans en changer le sens — des phrases de M. Peyrefitte, M. Georges Trauchant, député R.P.R. des Hauts-de-Seine et chef d'entreprise, y voit des accusations « inacceptables » contre les patrons ! Mais il est vrai, comme le dit M. Francis Geng, député U.D.F.-C.D.S. de l'Orne, que, auparavant, « les conditions étaient toutes différentes ». Ce qui était permis à ses amis devient un crime de ses ennemis. Dès que l'on touche à l'entreprise, seule la « guerre idéologique » a droit de cité dans le débat politique, même quand il s'agit d'introduire une réforme souhaitée par tout le monde.

THÉRIER BRÉHER. L'inflation et regrette que l'impôt à 50 % sur les bénéfices « pénalise » les réalisations, alors qu'il faudrait « taxer différemment l'usage qui en est fait suivant que ce bénéfice est distribué ou mis en réserve dans la société ». Le rapporteur souligne « combien les dispositifs proposés s'éloignent de la conception traditionnelle — il voudrait mieux dire bourgeoise et capitaliste — du chef d'entreprise amnésiant, amnésiant, seul maître après Dieu de son affaire, dont doivent dépendre passivement ses salariés, comme d'ailleurs les actionnaires minoritaires, de même qu'ils ne correspondent en rien à l'image que la droite attribue aux socialistes et à la gauche, toujours suspecte d'introduire l'étatisme et la bureaucratie dans les entreprises ».

Pour M. Alain Richard (P.S., Val-d'Oise), au contraire, ce projet en remettant « le droit commercial en chantier » va donner « les plus grandes chances possibles à l'efficacité, à la croissance et à l'emploi, et ce en ménageant un équilibre satisfaisant entre les intérêts de la collectivité et ceux des créanciers, intérêts qui sont moins opposés qu'il n'y paraît à première vue ». Il conclut : « C'est une conception nouvelle de la gestion de l'entreprise qui inspire ce projet. (...) Ce serait une impuissance que de chercher à faire croire que seuls les tenants du patronat de droit divin peuvent parler au nom de l'entreprise française ».

M. Georges Tranehan (R.P.R., Hauts-de-Seine) annonce qu'il parle « au nom des chefs d'entreprise de ce pays » et affirme que les difficultés des entreprises « proviennent de l'augmentation déraisonnable des charges fiscales et sociales (...) ». Le gouvernement essaie, une fois de plus, de reporter l'échec de sa politique sur les chefs d'entreprise, taxés d'incapacité.

Pour le porte-parole du R.P.R., ce projet, « s'il n'est pas modifié comme nous le souhaitons, ne sera pas le vaccin préventif que vous désirez injecter aux entreprises ; au lieu de les préserver de la maladie, il la provoquera ». Car, pour lui, les commissaires aux comptes « ne peuvent en aucun cas faire de la prospective. Celle-ci est du ressort d'un chef d'entreprise, qui dispose seul des éléments techniques et commerciaux nécessaires ». Il trouve « grave » que « l'autorité et le jugement » de celui-ci soient « critiqués par le commissaire aux comptes », critiques communiquées au comité d'entreprise, qui ne manquera pas d'en informer l'ensemble du personnel et ouvrira ainsi la porte à la contestation. Il regrette aussi le pouvoir accordé aux actionnaires minoritaires et affirme que le dispositif d'alerte prévu par ce texte est « de nature à faire disparaître un très grand nombre d'entreprises » en mettant sur la place publique les difficultés qu'elles peuvent rencontrer.

Répondant aux ardeurs, M. Badinter fait remarquer que dans les grands pays industrialisés « les plus compétitifs », l'information, y compris celle des salariés, et le contrôle des décisions des chefs d'entreprise sont déjà plus développés qu'en France.

### Propos et débats

#### M. Michel Jobert : il n'y a pas eu socialisme

Dans sa Lettre mensuelle de juillet, M. Michel Jobert, ancien ministre du commerce extérieur, président du Mouvement des démocrates, écrit : « La gauche — ceux qui l'expriment par conviction, attitude ou habitude, par intérêt encore — n'a pas fini de dénombrer les conséquences d'un dangereux amoralisme. (...) Il n'y a pas eu socialisme : seulement usage inconsidéré d'une indulgente période politique pendant laquelle le sérieux et la réflexion ont perdu pied. (...) Chaque semaine apporte la preuve d'une insuffisante maîtrise du quotidien, sans compter trop de décisions qui relèvent plus de la bravade électorale que d'une juste analyse des faits et des difficultés ».

Après avoir rappelé que « nul ne doit faire pression sur l'autorité du président de la République », M. Jobert ajoute : « La solennité immuable peut être dangereuse car le temps n'est pas bon prince. (...) Le gouvernement peut-il encore s'en tirer ? Encore faut-il qu'il définitive cette action, qu'il s'y tienne, que sa détermination soit contagieuse et qu'il ne s'engage pas de la justification d'un programme, de la main en œuvre de théories, d'exercices idéologiques. (...) Sans la confiance, même une politique justifiée ira à l'échec ».

#### M. Méhaignerie (C.D.S.) : irréaliste et dangereux

M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S., commentant les déclarations de M. Mauroy au « Grand Jury R.T.L.-Le Monde » a estimé : « Il n'est pas convenable que le premier ministre esquive les problèmes qui lui sont posés lorsqu'il s'agit de la politique d'austérité nécessaire en place par le gouvernement. Celle-ci est le résultat de la politique erronée et dangereuse des deux premières années de septennat, et M. Mauroy sous-estime l'état réel de l'économie et la gravité de la crise dans laquelle le pays s'enfonce en annonçant que les dérogations passeront au vert en 1985 ».

## M. Mitterrand renonce à l'Exposition de 1989

Déposée en avril 1982, acceptée en juin, la demande de la France d'organiser une exposition universelle pour l'été, en 1989, le bicentenaire de la Révolution n'aura pas de suite. Un communiqué publié, ce mardi 5 juillet, par l'Elysée a rendu officiel l'abandon du projet. Celui-ci avait été annoncé par le président de la République, lors de sa première conférence de presse télévisée, le 24 septembre 1981 : « Au travers de cette exposition, c'est le chantier ouvert à l'imaginaire, à l'ouvrage d'art, à l'artisanat, aux humbles et grands métiers, à tout ce qui permet à la France de se sentir plus jeune », avait déclaré M. Mitterrand.

Chargé en mars dernier par le président de la République de réfléchir à l'organisation de l'Exposition, M. Gilbert Trigano a remis, le lundi 4 juillet, à M. Mitterrand une note de douze pages (différente du rapport en cours de rédaction) aux termes de laquelle il lui propose de « prendre acte » de la position négative des élus parisiens et de « décider que l'Exposition universelle n'aura pas lieu ».

« Les arguments invoqués par la Ville de Paris et la région d'Ile-de-France me semblent dénués de valeur technique », précise M. Trigano. « A propos du financement et de la circulation, notamment, nous avons dégagé des solutions acceptables ».

Le P.-D. G. du Club Méditerranée, qui devait être nommé commissaire général de la manifestation, précise que le coût de l'entreprise avait pu être réduit, de 14 milliards prévus initialement, à 11 milliards.

### M. VAUZELLE : le projet était techniquement possible

Commentant ce communiqué, M. Michel Vauzelle a déclaré, au cours du journal de la mi-journée de TF 1, mardi 5 juillet : « Je conseille de lire attentivement (ce rapport). Vous y verrez que ce projet, qui était à la hauteur de notre pays, de son histoire, de la capitale, était techniquement réalisable ».

« Contrairement à ce que l'on a pu entendre ici ou là, il était techniquement supportable et il était également — ce qui n'est pas négligeable aujourd'hui avec les problèmes que nous vivons — créateur de travail, notamment pour le bâtiment et les travaux publics, et d'emplois. Il présentait aussi un intérêt particulier pour la jeunesse, qui est effectivement passionnée par le développement des technologies de pointe qui auraient eu une illustration particulière dans cette Exposition de 1989 ».

« Enfin — et c'est intéressant pour les Parisiens et pour notre capitale — il présentait un ensemble cohérent et harmonieux avec les grands projets durables dont Paris doit être ornée dans les années à venir (...) ». Malheureusement, ce projet s'est heurté à des positions divergentes et finalement hostiles des élus responsables de Paris. Dans une France qui a choisi, avec le gouvernement actuel, de prendre la voie de la décentralisation, le gouvernement respecte les choix des élus locaux. Il n'est donc pas question d'envisager de réaliser un projet contre ou avec l'hostilité des représentants locaux. C'est donc tout simplement une prise en compte et au sérieux de l'attitude des élus et des responsables locaux de Paris ».

de France 1983, en utilisant mieux les grands projets prévus par ailleurs (La Villette et La Défense notamment). Il comptait proposer plutôt une « localisation disséminée » dans la capitale que l'implantation à Marne-la-Vallée, jugée « aléatoire ».

Les réticences du maire de Paris à l'égard de l'Exposition universelle sont récentes. Il avait pour la première fois, en mai dernier, soutenu la proposition ancienne de M. Michel Giraud, président (R.P.R.) du conseil régional de l'Ile-de-France, d'utiliser les terrains de Marne-la-Vallée, la ville nouvelle de l'Est parisien.

Un an plutôt, en février 1982, M. Chirac approuvait au contraire, à l'issue d'un entretien avec M. Mitterrand à l'Elysée, le programme des grands travaux pour la capitale (parc de La Villette, opéra de la Bastille, ministère des finances à Bercy) et le projet d'Exposition universelle. Une lettre signée de M. Chirac accompagnait, en avril 1982, le dossier transmis au Bureau international des expositions. Les sites parisiens (163 hectares au total) comprenaient, avec l'accord du maire, les terrains Citroën et l'hôtel d'Issy, à l'ouest ; la gare de Tolbiac et les entrepôts de Bercy à l'est, en bordure de la Seine, qui devaient être l'axe majeur de la manifestation.

Une équipe d'architectes et d'urbanistes avait travaillé avec M. Robert Bortoloz, ancien président du centre Pompidou, à l'élaboration de projets d'aménagement. De nouvelles propositions, plus modestes, devaient être faites par M. Trigano.

### M. SARRE : Jacques Chirac a porté un mauvais coup à Paris

M. Georges Sarre, membre du secrétariat national du P.S., député de Paris, rapporteur du projet de loi sur l'Exposition universelle, nous a déclaré, mardi après-midi :

« Jacques Chirac a porté un mauvais coup à Paris et au pays en refusant la tenue de l'Exposition universelle dans la capitale. On est confondus devant l'incohérence et l'irresponsabilité de son attitude. Après avoir formellement accepté le projet à plusieurs reprises depuis mars 1982, il le refuse aujourd'hui. Or tout montre que cette grande exposition universelle pouvait se tenir à Paris. C'est justement au moment où le rapport Trigano venait montrer que cette affaire était possible techniquement et financièrement que Jacques Chirac fait volte-face et retourne sa veste ».

L'Exposition universelle créait cent cinquante mille emplois en région parisienne, était l'occasion de réaliser une grande partie de l'A 86, d'entreprendre l'opération « Seine propre », de développer des équipements de transport, de logement, de donner de la France et de la capitale une image tournée vers l'avenir et ouverte au monde ».

« Tout cela est anéanti par le coprice du chef du R.P.R. enfilé dans un sectarisme parisien. Jacques Chirac a préféré torpiller un projet dès lors qu'il émanait du gouvernement plutôt que de travailler en concertation pour un grand dessin d'intérêt national. C'est une victoire de l'apposition bête et méchante. Les Français jugeront ».

### LE TRANSFERT DES COMPÉTENCES DE L'ÉTAT AUX COLLECTIVITÉS LOCALES

#### Les sénateurs souhaitent que leur proposition de loi soit retirée de l'ordre du jour

La commission des lois du Sénat devait examiner, mardi après-midi 5 juillet, la proposition de loi d'origine sénatoriale relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État dans le texte approuvé par l'Assemblée nationale (Le Monde du 2 juillet). Cette discussion devait être marquée par la position du rapporteur, M. Paul Girod (Gauche dém., Aisne), qui souhaite que le texte soit purement et simplement retiré. Lui-même auteur de cette proposition de loi avec quatre de ses collègues appartenant à la majorité sénatoriale : MM. Fourcade, R.L., Hauts-de-Seine ; Madelin, Union cent., Ile-et-Vilaine ; Serramy, Union cent., Seine-et-Marne ; Valade, R.P.R., Gironde ; M. Girod considère que l'Assemblée nationale a supprimé tous les « dispositifs protecteurs » que les sénateurs avaient ajoutés dans leurs propositions au projet gouvernemental de transfert de compétences. L'échec de la commission mixte paritaire, estiment les auteurs de la proposition de loi, révèle le choix « clair » de la majorité.

« En transférant aux collectivités territoriales non des compétences réelles mais de simples responsabilités d'exécution et de gestion (la majorité) se prépare à accentuer le transfert de déficit déjà amorcé ces derniers mois ».

« Le premier ministre a cru devoir me reprocher d'avoir incité les contribuables à ne pas payer leurs impôts. Je démens formellement avoir jamais tenu de pareils propos. Si une dépêche d'agence me les a prêtés, elle est absolument inexacte ».

مكتبة النجف















## Le soleil et la peau

La plupart des écoles dermatologiques françaises (Paris, Bordeaux, Grenoble, Lille, Montpellier, Nice) se sont récemment retrouvées sur l'invitation de leurs collègues marseillais réunis par la clinique dermatologique Jacques-Chary, de l'Hôtel-Dieu (Marseille), que dirige le professeur Yvan Privat, autour d'un thème de saison : « peau et soleil ».

On a tout dit sur les bienfaits et les méfaits des rayons ultraviolets. En particulier les ultraviolets B, les plus dangereux puisqu'ils sont responsables des « coups de soleil », mais aussi les plus recherchés car, outre leur action contre le rachitisme, ils favorisent le bronzage, qui est devenu un véritable phénomène de société, à la fois symbole de bonne santé apparente et de standing social.

Ces rayons agissent au sein des cellules de la peau, au niveau du patrimoine génétique, qu'ils altèrent, et que la cellule doit ensuite « réparer ». Les ultraviolets libèrent, en traversant la cellule, des enzymes que celle-ci contient et qui peuvent la détruire. Il est vrai que la peau possède son propre arsenal de défense : le système pileux et la sueur, qui contiennent un filtre naturel (l'acide uranique). Interviennent aussi l'épaississement de la couche cornée de surface et, enfin, la production de mélanine, un pigment élaboré dans les couches profondes de l'épiderme, qui forme un véritable écran protecteur en se distribuant à partir de corps microscopiques (les mélanosomes), dans toutes les cellules.

Les moyens de protection naturelle varient considérablement d'un individu à l'autre selon la teinte de la peau (les spécialistes disent le « phototype »). L'état de santé, la capacité à produire la mélanine en quantité suffisante. Les Méditerranéens, par exemple, possèdent beaucoup plus de mélanosomes de type dit « négroïdes » que les Nordiques.

Il ressort de ce qui a été dit à Marseille qu'il serait sage, si l'on a des problèmes de peau face au soleil, de faire préalablement évaluer sa photosensibilité. Ce sont des examens devenus courants, ainsi que les ont décrits une équipe de médecins lillois (professeur Thomas) et marseillais (professeur Privat). Ils consistent en une exploration photobiologique ou recourent à la spectrophotométrie de la peau, permettant de connaître, grâce à la capacité de réflexion de la lumière, sa sensibilité de la peau aux rayonnements. Ils permettent aussi de déterminer l'évaluation du risque potentiel que court celui qui veut s'exposer. On peut même mesurer l'efficacité d'un produit de protection antisolaires sur un type de peau précis, voire surveiller les effets du traitement en cours sur une affection cutanée.

### Parfums et végétaux

Mais la lumière n'est pas toujours la seule responsable de la sensibilisation de la peau et de ses réactions. Souvent, c'est la combinaison des rayons ultraviolets et d'un facteur étranger qui provoque l'agression. Parmi les produits photosensibilisants, on dénombre certains végétaux comme, par exemple, l'herbe sur laquelle on s'allonge après un bain en rivière, au printemps, et qui provoque fréquemment la « dermatite des prés ».

Beaucoup de parfums - surtout s'ils contiennent de la bergamote, du girofle, de la camelle, du citron ou de l'orange - certains savons déodorants, produits bronzants, ou encore des végétaux contenant du psoralène (persil, carotte, fenouil ou figue) sont aussi, souvent, responsables d'affections de la peau : les colorants contenus dans les rouges à lèvres et autres verrous à lèvres peuvent également entraîner des réactions cutanées lorsqu'ils sont combinés avec l'action du soleil.

Enfin, les traitements médicamenteux en cours, auxquels on ne pense pas toujours, peuvent aggraver les effets nocifs du soleil. On a cité à Marseille, entre bien d'autres, la quinine, certains neuroleptiques, de nombreux antibiotiques, les sulfamides, les sucres de synthèse, certains antidépresseurs et tranquillisants. Tous favorisent des affections cutanées (dermatoses) par augmentation de la sensibilité de la peau à la lumière. Il va sans dire que toute dermatose - en cours - est non pas, comme un le croit généralement, guérie par le soleil, mais bien aggravée. Il faut préciser aussi que, souvent, le soleil agit comme révélateur d'une dermatose préexistante.

La grande question demeure celle-ci : le soleil peut-il favoriser le cancer de la peau ? Il est incontestable que la fréquence des mélanomes malins a augmenté régulièrement durant les trente dernières années. Il existe d'ailleurs une corrélation entre la latitude et la fréquence du cancer : celle-ci augmente lorsqu'on s'approche de l'équateur, et elle est maximale chez les blonds vivant

dans des pays très insolés (Australie, Afrique, Israël).

La fréquence du cancer est plus grande chez les gens d'un niveau de vie élevé que chez les ouvriers et les paysans. Cela peut s'expliquer par le fait qu'une exposition temporaire et massive est plus nocive qu'une exposition régulière. Mais les sujets à peau claire ou latente semblent plus menacés.

Il semble aussi exister une relation entre la fréquence des cancers de la peau et l'importance de l'activité du soleil. En outre, la mode vestimentaire peut jouer un rôle : l'engouement relativement récent pour les bains de mer et les vêtements très légers n'est peut-être pas étranger au fait que les zones de prédilection des mélanomes malins sont le tronc chez les hommes et les jambes chez les femmes.

Le soleil est-il directement responsable du cancer de la peau ? Peut-être pas, mais les rayons ultraviolets pourraient être responsables de la multiplication de cellules déjà touchées. « Quelles que soient les explications », conclut le professeur Jean-Jacques Bonerand, « les précautions contre le soleil sont assez pesantes pour qu'on le considère comme responsable de l'augmentation de fréquence du mélanome malin ».

JEAN CONTRUCCI

## La maladie du sac à dos

Y a-t-il un risque à utiliser un sac à dos ? On aurait tort de voir là une quelconque plaisanterie de saison, une attaque larvée contre le scoutisme, les randonnées pédestres et les manœuvres militaires. Depuis 1917, un recensement d'une dizaine de publications scientifiques consacrées à cette question dans la littérature internationale. La dernière en date (1) analyse quatre cas français : trois garçons et une fille d'un âge compris entre dix-sept et dix-neuf ans.

De quoi s'agit-il ? En substance, de la paralysie des nerfs d'un bras survenant après la port, prolongé ou non, d'un sac à dos lourdement chargé. Sont plus fréquemment exposés les personnes jeunes, peu rompus ou insuffisamment préparées aux exercices physiques. L'incapacité motrice d'installa rapidement (trois ou quatre heures). Elle est souvent précédée par des « fourmillements » dans les doigts, des crampes et par une sensation de faiblesse transitoire du membre supérieur. Les séquelles peuvent durer plusieurs semaines, voire plusieurs mois.

Le mécanisme physiopathologique semble clair : compression du plexus brachial par les bretelles du sac. En revanche, plusieurs questions demeurent sans réponse. Ainsi, comment expliquer l'allure épidémique du phénomène observé en milieu militaire ? Pourquoi le côté gauche est-il plus fréquemment atteint ? Quelle est l'incidence exacte de cette affection ?

Enfin, la maladie du sac à dos pourrait presque être qualifiée de « maladie de société » : plusieurs cas ont été décrits pendant la seconde guerre mondiale, les guerres de Corée et du Vietnam. Le scoutisme a fourni son lot de malades et, en 1969, le journal de l'Association médicale américaine publiait les premières observations consécutives à l'utilisation des nouveaux « sacs à dos ».

« On peut rapprocher de la paralysie du haversac », écrivent les docteurs Weber et Brichet, les atteintes du plexus brachial décrites chez les porteurs de corselet, particulièrement vulnérables en raison de l'abaissement de l'épaule sous le poids de la charge et celles décrites lors du garde-à-vous prolongé... et impecable ».

J.-Y. N.

(1) « La paralysie du haversac », par les docteurs M. Weber et B. Brichet, dans les *Annales médicales de Nancy et de l'Est* (1982, 21, pp. 695-696).

## LES CANCERS DE LA VESSIE

### Dix mille nouveaux cas annuels Quatre mille morts

Chaque année, dix mille nouveaux cas de cancer de la vessie sont diagnostiqués en France, dont les trois quarts chez les hommes. Chaque année aussi, quatre mille malades en meurent, soit deux fois plus que le nombre des décès par leucémie.

Depuis vingt-cinq ans, la fréquence de ces tumeurs vésicales ne cesse d'augmenter chez l'homme, alors qu'elle a diminué de 25 % chez la femme.

UN homme de plus de soixante ans, fumant plus d'un paquet de cigarettes par jour, buvant beaucoup de café et travaillant dans une industrie de colorants s'inscrit dans la catégorie identifiée par de multiples enquêtes comme « à haut risque » pour un cancer de la vessie.

Nul ne sait encore par quel mécanisme agit le facteur « tabac » établi par de nombreuses enquêtes internationales.

D'autres substances chimiques constituent de façon plus claire, non établie des facteurs favorisant des tumeurs vésicales, et notamment divers dérivés de l'aniline, de la benzidine ou de la nitrosamine utilisés dans les industries de la peinture, des colorants, du textile, du caoutchouc et des gaines de câbles.

Le signe d'alerte le plus classique d'une tumeur vésicale est l'émission de sang dans les urines, qui devrait inciter à une consultation immédiate. Certaines de ces hématuries peuvent être liées à une banale infection récurrente, fréquente chez les femmes. Mais elles appellent en toute hypothèse une vérification attentive, et les urologues français déplorent que les patients qui ont observé des urines sanglantes attendent parfois plusieurs semaines ou mois avant de les consulter.

Cette hématurie peut s'accompagner de brûlures à la miction, d'enures fréquentes, ou même d'infection locale, et une radiographie (urographie intraveineuse) combinée à un examen direct de la vessie par un fibroscope (cystoscopie) permettra de confirmer ou d'écarter la présence de tumeurs bénignes (polypes simples) ou malignes.

Des techniques d'exploration plus récentes (échographie, scanner) permettent, le cas échéant, de déterminer avec une grande précision l'importance de la tumeur observée et son degré d'infiltration dans la paroi de la vessie.

La réussite du traitement dépend largement de ce degré d'infiltration. Un polype superficiel qui n'affecte que le revêtement muqueux de la vessie peut être enlevé par les voies naturelles, par simple fibroscopie ou par rayon laser.

Un traitement chirurgical beaucoup plus mutilant s'impose si le muscle et les tissus adjacents sont

atteints. Il faut alors aboucher les urètres soit à la peau, soit dans les intestins, à moins qu'une plastic ne s'avère possible, visant à remplacer la vessie envahie par un segment d'intestin.

A ce traitement chirurgical s'ajoutent dans certains cas l'implantation d'aiguilles de radium ou d'iridium ou l'irradiation locale au cobalt.

Des essais de chimiothérapie sont en cours, par le cis-platinum notamment.

### Le rôle de l'environnement

Le taux global de guérison (survie à plus de cinq ans) est passé, au cours de ces vingt dernières années et en raison des progrès thérapeutiques, de 41 à 62 %. Il atteint 70 %, voire plus de 90 % dans certaines statistiques, lorsqu'il s'agit de tumeurs localisées.

Mais les récurrences de ces tumeurs, rigoureusement localisées à la muqueuse vésicale (ou polypes) sont très fréquentes (80 % des cas), et de nombreux chercheurs s'efforcent de mettre au point des indices biologiques ou de thérapeutiques, qui permettent de déterminer ou de prévenir ces risques de récurrence.

Les essais prometteurs qui se déroulent depuis quelques années par l'administration de rétinoïdes (ou dérivés de la vitamine A) se heurtent pour l'instant à une certaine toxicité des produits utilisés.

La véritable prévention des récurrences passe à l'évidence par l'identification des facteurs carcinogènes, directs ou adjuvants, des cancers vésicaux, identification à laquelle se sont attachées de nombreuses équipes internationales.

Les facteurs génétiques de prédisposition individuelle jouent en effet un rôle beaucoup moins important que ceux liés à l'environnement comme le démontre le fait que les immigrants japonais et leur descendance présentent un taux élevé de cancer de la vessie, identique à celui observé dans la population américaine, alors que le Japon lui-même se situe parmi les pays ayant la plus faible incidence mondiale de ces tumeurs.

De même, les ouvriers exposés aux amines aromatiques avaient un risque dix à cinquante fois plus im-

portant que les autres de mourir d'un cancer de la vessie avant que soient adoptées des mesures de protection.

Mais si certains carcinogènes vésicaux sont identifiés, comme c'est le cas pour ces amines aromatiques, d'autres ne le sont pas encore, et le mode d'action des édulcorants, du café et du tabac reste mal connu.

Plus que vraisemblablement, le cancer vésical se conforme à une règle générale de la cancérologie, selon laquelle de multiples facteurs concourent à l'éclosion de la malignité.

Dr ESCOFFIER-LAMBOTTE.

### LES FOUGÈRES ET L'ALIMENTATION

Deux vaches sur trois alimentées de façon prolongée avec de petites quantités d'une fougère arborescente commune (*Pteridium aquilinum*) présentent dans un délai de deux à trois ans un cancer de la vessie.

Le lait de ces vaches contient un carcinogène puissant provoquant chez le rat des tumeurs de l'intestin et de la vessie. Ces fougères sont très répandues dans certaines régions, et elles sont largement utilisées comme litières pour le bétail.

Or il a été trouvé que ces plantes sont produites commercialement au Canada, au nord-est des États-Unis et au Japon pour l'alimentation humaine, à consommer en salade ou cuites.

Les hommes peuvent donc être directement et indirectement (par le lait) exposés à ce carcinogène végétal, indique le docteur Ch. Bouffon (Lisieux) dans l'étude exhaustive qu'il soumet, aux congressistes de Paris.

A la mise en cause de certains facteurs alimentaires naturels plus spécifiques des populations occidentales, tels que les fritures ou les grillades, aux interrogations sur les additifs artificiels (édulcorants) s'ajoute ainsi l'implication directe d'un végétal qui semble également jouer un rôle important dans la détermination, en Asie, des cancers de l'œsophage.

CHARTERS ÉTÉ  
83  
SAN FRANCISCO  
A partir de 5 175 F A/R  
au départ de  
PARIS-ORLY SUD  
AIRCOR SETI  
25, rue La Botte  
75008 PARIS  
Tél. : 268-16-70

## Dissoudre l'infarctus en plein cœur

(Suite de la page 9.)

La moitié d'entre eux ont bénéficié d'une thrombolyse intracoronarienne. Pour l'autre moitié, on a « mimé » ce traitement : une sonde a été montée jusqu'au cœur mais le produit n'était qu'un placebo (du dextrose). Conclusion de l'équipe : si le flux sanguin a été rétabli douze fois sur vingt dans le premier groupe contre deux fois dans le second, les résultats sur la fonction cardiaque, cinq mois plus tard, ne sont pas significativement différents. En revanche, sur les cinq décès enregistrés, quatre le furent dans le groupe avec placebo. Faut-il voir là un problème éthique ?

L'évolution des nouvelles technologies médicales passe inévitablement par une phase où l'enthousiasme de départ des professionnels diminue alors que l'étude sur un grand nombre de patients commence à situer les vraies limites de la pratique. Ainsi si l'on se reporte à M. John B. McKinlay (3), qui classe l'innovation médicale en sept stades, la thrombolyse coronarienne

se situe au stade 5, celui où il est difficile à cause de l'éthique et du coût d'entreprendre des essais contrôlés. Selon l'auteur, le stade suivant est celui de la dénonciation professionnelle de l'essai contrôlé. Lorsque ses résultats, poursuivis, sont en contradiction avec l'habitude médicale, alors les groupes d'intérêt protègent leur domaine d'activité.

La question est donc bien aujourd'hui de savoir si l'appréciation des conséquences sur l'organisation du système de soins de la thrombolyse intracoronarienne pourra précéder l'évaluation objective de son efficacité.

JEAN-YVES NAU.

(3) From Promising Report to Standard Procedure : seven stages in the career of a medical innovation. *Medical and Social Quarterly* - Health and Society, 1981, 59, 374 - Travail cité dans un fort intéressant numéro de l'*Hôpital à Paris* (janvier-février 1983 : n° 73), consacré aux innovations technologiques (Association des amis de l'assistance publique, 7, rue des Minimes, 75003 Paris, tél. : 274-25-52, poste 76).

## LIVRES

### 1943-1983 : quarante ans de révolution

Le 9 août 1943, on pouvait lire dans plusieurs quotidiens les lignes suivantes : « Des savants pharmaciens anglais et américains mettent actuellement au point un nouveau produit antiseptique, la pénicilline, dont l'efficacité serait cent fois plus grande que celle des autres antiseptiques connus. Nous tiendrons nos lecteurs au courant de cette découverte, si elle s'avère intéressante. » On connaît la suite. Antibiotiques, cortisone, greffes d'organes, nouveaux vaccins, nouveaux médicaments, contraception, la liste est longue des découvertes et des réalisations qui, en moins d'un demi-siècle, ont totalement bouleversé la pratique médicale.

Dans un numéro spécial édité à l'occasion de son quarantième anniversaire, la revue suisse de langue française *Médecine et Hygiène*, donne à ses lecteurs un aperçu de la manière dont le journalisme médical a « couvert » au fil des ans ces événements. Des accents triomphants, certes, mais aussi des constats dramatiques (affaires du stailon en 1954, de la thalidomide en 1962) et des interrogations tou-

jours d'actualité (l'antimédecine, la compréhension et le traitement du cancer). Un passionnant panorama qui aide à suivre le chemin parcouru.

C'est à la même période que s'intéresse l'ouvrage de MM. Pierre Bourget et Claude B. Blouin, qui établissent, avec de riches illustrations à l'appui, un bilan on ne peut plus positif de « la révolution thérapeutique des quarante dernières années », pour reprendre les termes du Professeur Jean Bernard, qui préface ce livre. Un bilan pourtant incomplet, trop axé sur une vision mécaniste et performante de la médecine. Un bilan qui laisse donc, malheureusement, dans l'ombre des sujets aussi importants que les maladies mentales ou que les problèmes sanitaires du tiers-monde.

J.-Y. N.

● *Médecine et Hygiène*, n° 1518 daté du 18 mai 1983, 78, avenue de la Roseraie, case postale 229, 1211 Genève 4.

● *Histoire de la médecine depuis 1940*, par Pierre Bourget et le docteur Claude B. Blouin. 256 pages. 120 F. Presses de la Cité.

● **PRÉCISION.** - A la suite de l'article intitulé « Comment faire de l'argent avec le cancer ? » (« Le Monde de la médecine » du 22 juin), les responsables du groupement d'associations européennes n'ont vu la jour présidée par M. Jean-Charles Salmon (Belgique). Elle groupe des représentants d'une douzaine de pays et a été dotée d'un conseil scientifique. Cette association entend aborder les différents aspects de l'autisme (médicaux, scientifiques, légal et a'intéresse aux divers modes de prise en charge des malades « dans une optique pluridisciplinaire et pluraliste ».

**LE MONDE diplomatique**  
JULIET 1983  
LE SCANDALE DE LA DISPERSION NAZIE  
DANS LE TIERS-MONDE  
ROMANO KUCH  
L'AMÉRIQUE DE M. REAGAN  
PART EN CROISADE POUR LA DÉMOCRATIE  
BONNE-FRANCE TONET  
LES BÉNÉFICES DE LA CRUISE  
ÉCLAIRE JAUEN  
EN VENTE 10,50 F CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX  
ET AU MONDE  
**Le Monde**  
11, rue des Italiens, 75001 PARIS CEDEX 01

**EX.CO.SUP**  
MÉDECINE - PHARMACIE  
De la Terminale à la 2ème année  
10 centres de préparation  
CLASSES PRÉPARATOIRES  
Recyclage - Encadrement - Révisions  
125, bd Saint-Germain - 75006 PARIS - Tél. : 634.06.33

مكتبة النحل



Le Monde

culture

EXPOSITIONS

« L'AVANT-GARDE AU FÉMININ », galerie Artcurial

Moscou-Paris, aller et retour

Donnerait-on de l'action prépondérante exercée par les femmes au sein de l'intelligentsia russe, à la veille ou aux lendemains encore chantants de la révolution d'Octobre ? Alors une visite à Artcurial s'impose. L'exposition préparée par Miroïque Schneider-Maunory, commentée par Jean-Claude et Valentine Marcadé, réunit une bonne vingtaine d'artistes, parmi celles qui ont tenu le beau rôle dans les mouvements avant-gardistes qui se sont succédés en se bousculant de Moscou et Saint-Petersbourg à Paris, via Munich.

C'est à Munich en effet qu'était venue se fixer Marianne Werfkin ou compagnie de Jawlensky. Là, dans son atelier, fréquenté par Kandinsky, Schönberg, Marc, Paul Klee, entre autres futures célébrités, s'élabora une esthétique nouvelle. Ses tableaux, d'un expressionnisme teinté de mysticisme, ouvrent la série d'œuvres qui déroule sa guirlande multicolore d'une salle à l'autre.

En revanche, c'est à Paris, le Paris des cubistes, des fauves, de Guillaume Apollinaire, qu'avait émigré le gros de la troupe - pas seulement celle des Ballets russes. Marie Vassiliev y est fortement marquée par le cubisme, non sans talent. Natalia Gontcharova y travaille avant de promouvoir à Moscou un « primitivisme » inspiré de l'art populaire (avec Maria Sinikova notamment). Elle avait écouté la leçon de Matisse, puis adopté le rayonnisme de son mari Michel Larionov et été tentée par l'abstraction. Partout elle excelle. Déjà elle œuvre pour le théâtre, pour Diaghilev,

FESTIVALS

MUSIQUE FRANÇAISE A MESLAY

Richter et le chant du coq

Comme le Festival du Marais, les Fêtes musicales de Touraine atteignent leur vingtième édition, que l'on célèbre sans mélancoles, car Sviatoslav Richter est toujours là, plus présent que jamais (il a joué à cinq reprises cet été) ; le public, comme les programmes, se renouvelle sans cesse, et le soleil éclaire divinement le pignon de la vieille grange romane de Meslay se découplant sur le ciel d'azur dans le soir.

Sur la pelouse de Pencil, entre la porte monumentale et la grange, les poules picorant samedis entre les bustes de Bourdelle parsemés selon le souhait du grand pianiste soviétique, qui avait donné gratuitement deux récitals pour offrir à Meslay ces présences mystérieuses dans la nuit.

Pour ce vingtième festival Richter avait voulu honorer la musique française à laquelle les programmes étaient exclusivement consacrés, jouant lui-même des œuvres aussi peu courantes à son répertoire que la *Partita pour piano et orchestre* de Debussy et le *Concerto pour la main gauche* de Ravel, avec l'Orchestre de Paris. Céciliani, les Percussions de Strasbourg, Paul Tortelier et sa fille, le Quatuor Talich, le Trio Martini Solal illustraient ces soirées, ainsi que les Arts Florissants, qui présentaient *Amoroso et Pyramos* de Rameau avec plus de verve encore qu'à Saint-Merri, malgré une acoustique moins favorable.

Dimanche matin, rien moins que neuf grands virtuoses soviétiques fêtaient notre musique, ponctuant opportunément à chaque mouvement par le coq d'un coq très coquardier. Le *Concert de Chausson* d'abord, qu'on était curieux d'entendre réfracté à travers le prisme oriental et russe de l'interprétation d'Alexandre Soloviev, de l'Orchestre national et des Chœurs de Radio-France. Et l'interprétation de Sviatoslav Richter, qui semblait écrite pour ce lieu, tonnant au milieu de ces gisants aux visages dormants dans l'espérance !

Si les violoncelles et les contrebasses en particulier étaient abondamment par une résonance permanente (presque une seconde note ajoutée), cette réverbération générale chargée d'un énorme mystère les superbes chorales de l'Orchestre national et des Chœurs de Radio-France. Et l'interprétation de Sviatoslav Richter, qui semblait écrite pour ce lieu, tonnant au milieu de ces gisants aux visages dormants dans l'espérance !

Son corps, ses gestes, ses expressions semblent à chaque instant cristalliser la pensée musicale : fulgurances tragiques de la « Jete des morts », grâce extrême du souvenir dans le lauréat de prime modèle de l'œil et des fines lignes, l'insolite de l'air d'Antoine aux poissons nous amènent aux limites d'une existence déclinante, conçue trop négativement comme la fin de l'homme. Dans le silence alors s'élève une voix de marbre noir : « O Rôcher roth », Jessye Norman, comme un ange ouvrant la porte du ciel, qui nous conduit à travers les batailles cosmiques de l'espérance et du désespoir jusqu'à la clarté brillante de la Résurrection.

Enfin, à ces deux admirables artistes s'adjoignent Sviatoslav Richter et la violoncelle de Ravel, qui avait terrifié jadis ses plus farouches partisans, fulgurait sous les archets exactement apparus d'Oleg Kagan et de Nathalie Gontcharova (l'étoile ébrie de Rostropovitch) : merveilles de sonorités confondues dans un contrepoint limpide, adagio perdu dans un rêve profond, marche fantasque et fantastique, émergeant aux cœurs gaudes frappés et pizzicati avec une subtilité fabuleuse dans une virtuosité pagannienne - l'œuvre dépourvue, déclinée, n'était plus que jardins féeriques.

Enfin, à ces deux admirables artistes s'adjoignent Sviatoslav Richter et la violoncelle de Ravel, qui avait terrifié jadis ses plus farouches partisans, fulgurait sous les archets exactement apparus d'Oleg Kagan et de Nathalie Gontcharova (l'étoile ébrie de Rostropovitch) : merveilles de sonorités confondues dans un contrepoint limpide, adagio perdu dans un rêve profond, marche fantasque et fantastique, émergeant aux cœurs gaudes frappés et pizzicati avec une subtilité fabuleuse dans une virtuosité pagannienne - l'œuvre dépourvue, déclinée, n'était plus que jardins féeriques.

HISTOIRE

La mort de Pierre Pascal

Un grand témoin de la révolution d'octobre

Pierre Pascal, le doyen des études russes en France, est mort le 1<sup>er</sup> juillet à Neuilly. Il était âgé de quatre-vingt-douze ans. Pierre Pascal avait séjourné en Union soviétique de 1916 à 1933.

Un maître des études russes en France

par GEORGES NIVAT

Pierre Pascal était né le 22 juillet 1890 d'un père professeur de la III<sup>e</sup> République « monté » à Paris et d'une mère « demoiselle d'isoire ». La mode d'élors pour la Russie voulait qu'on ouvrit une classe de russe au lycée Janson-de-Sailly en 1905. Pierre Pascal bénéficia de cet enseignement. Entré à Normale supérieure en 1910, il fit un premier voyage en Russie, en 1911 et choisit d'écrire son mémoire sur Joseph de Maistre et le russe. Agrégé de lettres, catholique socialisant (mais qui n'aimait pas Péguy), envoyé sur le front de Thessalonique, gravement blessé, il revint en 1916 une affection au grand quartier général russe dans la mission militaire française. Dès lors, ce normalien, détestateur du positivisme et thomiste en son âme et raison, va bifurquer à tout jamais.

Commence « l'itinéraire exceptionnel d'un bolchevisme chrétien » (1). Il va rester dix-sept ans en Russie, en infraction aux ordres de ses supérieurs militaires français. Témoin de la révolution de mars puis d'octobre 1917, il s'enthousiasme de cette mise en mouvement de l'immense Russie paysanne vers plus de justice. Avec Jacques Sadoul, Victor Serge et le tyro limougeot Marcel Body, il fonde le groupe moscovite des bolcheviques français. Appelé à son service par Tchitchine, alors commissaire du peuple aux affaires étrangères, il lance toutes les nuits les radiogrammes A tous à tous.

Un jour de l'hiver 1919, il rencontre face à face Lénine dans les jardins de Kremlin. La situation est désespérée, mais Lénine rit, « égite son petit bedon » (2). Ce Lénine-là, qui fait au peuple, des discours véhéments et brefs, émaillés de proverbes, Pascal l'aime. Il fera en russe et en français une fort intéressante anthologie en trois tomes des œuvres de Lénine. Mais, après le « constat d'échec » de la NCP (en 1921, il ne reprend pas sa carte du parti), Pascal voit clairement qu'il est entré à un régime banal en pays. Avec ses amis anarchistes réfugiés en U.R.S.S., il devient une sorte de prisonnier intouchable pour l'instant et trouve un gagne-pain comme chercheur scientifique à l'Institut Marx-Engels. Son courage politique est alors exemplaire.

En mars 1933, il rentre à Paris, où il mettra quatre ans à régulariser sa situation. Beaucoup plus tard, de 1975 à 1982, il publiera les quatre tomes de son *Journal de Russie*, document à tous égards exceptionnel. A Lille, aux Langues orientales puis, de 1950 à 1960, à la Sorbonne, Pascal enseigna à des générations d'étudiants. Il soutient une thèse magistrale en 1938 sur *Avant-kum et les débuts du reskoi : la crise religieuse au dix-septième siècle en Russie* (3), thèse qu'accompagne une rugueuse et pittoresque traduction de la vie d'Avvakum dictée par le prophète du reskoi à ses disciples dans le trou, au bord de l'océan Glacial, où il avait été jeté par le pouvoir avant d'être brûlé vif en avril 1822.

JAZZ

Keith Jarrett à Paris

(Suite de la première page.)

Pour l'heure et selon son vœu, Keith Jarrett tourne dans les métropoles des festivals, mais en dehors des festivals, « Quand il y a un ensemble de noms, à n'est plus question de musique, mais simplement d'une série de noms propres, de gens aux projets très différents, expliquent-ils. Pour des raisons, la confrontation se justifie. Pas en solo. Un festival de jazz, c'est un peu comme une fête antique, comme un festin romain. A la fin du repas, vous ne vous souvenez d'aucun des goûts. J'ai besoin de venir du silence et d'y retourner. Vous imaginez des peintres sommés de peindre les uns à côté des autres ? Ou des écrivains rassemblés sa gémant avec leurs machines ? »

Vou de dire ou simple exigence qu'il a le pouvoir d'imposer ? De ville en ville, Paris, Nîmes, Antibes, la Grèce, l'Italie, Keith Jarrett fait à lui seul son propre festival, comme il lui est arrivé de produire un coffret de dix disques enregistrés en solo au Japon : « Pour qu'on puisse évaluer les différences. La méthode peut être séduisante, attachante, mais l'énergie et le moment créent des différences. Parfois, je crois que j'ai bien joué, et je n'ai pas ce que j'entends sur la bande. »

Darrière ce goût de l'œuvre construite, derrière ce fantasme de la construction classique nourri aux plus grands compositeurs (Bartok, Stravinski) autant que Debussy ou Ravel) se tient fermement un talent non démenti de l'improvisation. « Il improvise... » est le murmure qui court comme un furet dans les salles stornées. Oui, il improvise, avec son savoir classique et sa pratique de jazzman ; mais il improvise à la façon des musiciens indiens qui développent un raga : en prenant son temps et en prenant sur le temps. On sait quels moments ont pu en surgir : on sait aussi qu'au bout pointa le risque de la répétition des signes (les petits cris, la gesticulation ou quelques clichés) ; à la longue perça le risque du simulateur. Les imitateurs, nombreux, s'y sont déjà brûlés : « Quand il n'y a rien d'autre que l'imitation, dit Keith Jarrett, cela me rend triste. Ils imi-

tant les notes, sans pouvoir faire la différence entre celles qui sont portées par leur sens et leur gravité, et les autres. Ce qu'ils ne peuvent imiter, c'est l'esprit. »

Nerveux et détendu à la fois, Keith Jarrett, dès qu'il se recueille devant le piano, rappelle sa discipline préparatoire : « Je me promène, j'évite les voyages en voiture, je bois de l'eau ; tout dépend de l'heure du concert, de ce que je peux manger, ce sont des choses imprévisibles. » Ce respect de l'instrument, qu'il désigne avec les applaudissements, est avec l'énigme de l'improvisation ce qui absoudrait le plus son auditoire.

Avec ce public qui n'arrête pas de se renouveler, il ne semble pas encore courir le risque du concert « de trop ». L'image perturbée du musicien de jazz, de sa nature, de sa fonction, de la nature même du jazz, continue de surprendre. En jeans et sweater noir, Keith Jarrett continue de la véhiculer allégrement. Le solo tient de la cérémonie. En 1978, il e annoncé le démière de ces prestations : « J'ai déclaré cela ? Probablement. Disons que c'était la dernière de la soirée. C'est encore un problème d'interview. On a prétendu que je n'aimais pas les interviews. J'aime parler. Mais un entretien n'est tel qu'à son instant. Ma façon de penser suit un cours plus long. J'ai pu dépasser les raisons qui m'ont poussé à annoncer la fin de ces concerts. Alors, allons-y : ce soir, c'était mon « dernier » concert en solo... »

FRANCIS MARMADE.

\* Keith Jarrett à Nîmes (8 juillet) et à Antibes (14).

La rencontre avec Lénine

Un jour de l'hiver 1919, il rencontre face à face Lénine dans les jardins de Kremlin. La situation est désespérée, mais Lénine rit, « égite son petit bedon » (2). Ce Lénine-là, qui fait au peuple, des discours véhéments et brefs, émaillés de proverbes, Pascal l'aime. Il fera en russe et en français une fort intéressante anthologie en trois tomes des œuvres de Lénine.

Marxiste hérétique

Pierre Pascal est aussi un historien de la société russe. C'est peut-être par cet aspect que l'on comprend le marxisme qu'il a été, à sa façon très hérétique. La Russie l'avait attiré par ses justes, mais aussi par ses hommes dévoués. Une partie notable de sa recherche fut consacrée aux hommes dévoués qui, de 1881 - abolition du servage - à 1914, ont fait une Russie nouvelle, technique, humaniste, au service du peuple. Da là est né son petit ouvrage si condensé : *Les Grands Courants de la pensée russe contemporaine*. Il travailla jusqu'à février 1981 - où il fut frappé par une maladie qui semblait retentir prisonnier son esprit - à un ouvrage sur la « nouvelle démocratie », ainsi que Lénine avait nommé la nouvelle classe des humbles tchichons de la modernisation russe.

La lecture du tome I d'*Avant 14 de Soljenitsyne* avait passionné Pascal parce qu'il y trouvait dans une écriture plus libre et plus créatrice cette même ambition. Louis Eisenmann n'avait pas au tour de songer pour Pascal à la chaire d'histoire et de civilisation russe.

Moi-même et les très nombreux élèves qu'ont Pascal aux Langues orientales et à la Sorbonne avons ignoré assez longtemps l'itinéraire exceptionnel de notre maître. Il hâterait le moi. Ses cours étaient vivifiés par dix-sept ans de communion totale avec le destin russe mais sans qu'il en parlât. Ce qu'étaient ces cours foisonnants et séducteurs, un auditeur de Pascal l'eût dit dans un des deux *Mélanges* qui furent offerts par ses élèves à ce maître exceptionnel, d'abord en 1960 puis en 1960.

Cet « élève » est l'historien Victor-Lucien Tapié, collègue et pair de Pascal, qui suivit pendant ces années le fameux « cours du vendredi » sur la littérature russe-russe. On peut dire sans nulle exagération que tous les russistes français d'aujourd'hui sont issus de cet enseignement. Mais il faut ajouter que presque tous furent séduits et se prirent d'affection pour le maître bon, au sourire lumineux et secret qui alliait à l'exceptionnellement l'érudition à la conviction intime.

- (1) Le Monde du 3 décembre 1982.
- (2) D'après le script d'une longue interview de Pascal pour les *Archives du XX<sup>e</sup> siècle* de Jean-José Marchand, malheureusement encore inexploitées par la télévision.
- (3) Publié en 1938, l'ouvrage a été réédité en 1963.

« difficile »  
s la réussir »  
aux recteurs

« Les recteurs de l'enseignement supérieur ont été convoqués à Paris pour discuter de la réforme de l'enseignement supérieur. Ils ont été reçus par le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Pierre Chevènement. Celui-ci leur a exposé les grandes lignes de la réforme, qui vise à renforcer le rôle de l'État dans l'éducation et à améliorer la qualité de l'enseignement. Les recteurs ont répondu favorablement à ces propositions et ont promis de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour assurer le bon déroulement de la réforme. »

« Les recteurs de l'enseignement supérieur ont été convoqués à Paris pour discuter de la réforme de l'enseignement supérieur. Ils ont été reçus par le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Pierre Chevènement. Celui-ci leur a exposé les grandes lignes de la réforme, qui vise à renforcer le rôle de l'État dans l'éducation et à améliorer la qualité de l'enseignement. Les recteurs ont répondu favorablement à ces propositions et ont promis de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour assurer le bon déroulement de la réforme. »

Le aux enseignants

« Les enseignants ont été convoqués à Paris pour discuter de la réforme de l'enseignement supérieur. Ils ont été reçus par le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Pierre Chevènement. Celui-ci leur a exposé les grandes lignes de la réforme, qui vise à renforcer le rôle de l'État dans l'éducation et à améliorer la qualité de l'enseignement. Les enseignants ont répondu favorablement à ces propositions et ont promis de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour assurer le bon déroulement de la réforme. »

Présidents d'universités

« Les présidents d'université ont été convoqués à Paris pour discuter de la réforme de l'enseignement supérieur. Ils ont été reçus par le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Pierre Chevènement. Celui-ci leur a exposé les grandes lignes de la réforme, qui vise à renforcer le rôle de l'État dans l'éducation et à améliorer la qualité de l'enseignement. Les présidents d'université ont répondu favorablement à ces propositions et ont promis de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour assurer le bon déroulement de la réforme. »

COURS PRIVE MINERVA

« Cours privé Minerva : une formation d'élite pour les étudiants. Le cours est animé par des professeurs de renom et vise à fournir aux étudiants une solide base théorique et pratique. Les matières enseignées comprennent la philosophie, la littérature, l'histoire et les sciences. Le cours est ouvert à tous les étudiants motivés et sérieux. »

**PLEIN ODEON**  
18 h 30  
**MACHIAVEL**  
DIALOGUE AUX ENFERS  
MONTESQUIEU  
MAURICE JOLY  
Adaptation PIERRE FRANCK  
Mise en scène SIMON EINE  
PROLONGATION  
JUSQU'AU 10 JUILLET

PETER GABRIEL AU PALAIS DES SPORTS

La confiance

Lorsqu'en 1975, Peter Gabriel a quitté Genesis en pleine gloire, on le savait excellent chanteur et compositeur inspiré, on ne l'attendait pas comme un créateur aussi brillant et novateur. Imposer son nom quand on est connu par celui d'un tel monstre, au risque d'être à jamais l'ancien chanteur de Genesis, le pari était courageux, d'autant que Peter Gabriel ne rentrait ni en ses anciens compagnons, ni les enregistrements passés. Simplement le générique qui entourait le groupe lui semblait un frein à son évolution et à l'aventure solo la seule issue possible.

Tout de suite, il se démarqua avec un premier album en forme de patchwork. Un disque de transition, en somme, comme une carte de visite pour parti sur de nouvelles bases. Puis, tranquillement, discrètement, Peter Gabriel est allé toujours plus haut, toujours plus loin, explorant les univers sonores sans sortir de la chanson populaire. Il a puisé son inspiration dans les rythmes africains, il a surveillé l'avance technologique, travaillé même avec des scientifiques à l'élaboration de formes différentes de spectacles au moyen d'ordinateurs.

On a souvent évoqué la dualité de ce personnage scénique percutant qui vit, loin du star-system, une existence de père de famille tranquille. Charmant et réservé, Peter Gabriel a su créer un lien privilégié avec son public qui lui réserve une fidélité inconditionnelle. Au Palais des Sports, où il a donné deux concerts consécutifs le 1<sup>er</sup> juillet après Rouen, départ d'une tournée mondiale qui repassera par la France au mois d'octobre, on l'a senti quand il s'est laissé tomber en arrière sur une mer de bras tendus qui l'ont soutenu et remporté sur scène : il fallait une confiance absolue pour oser ce genre d'exploit.

Sur un plateau de toute beauté, (modules en escalier, éclairages qui n'ont rien à envier à ceux de David Bowie), Peter Gabriel a mené deux heures durant un spectacle d'une rare intelligence. Entouré d'une formation serrée de musiciens exceptionnels (Tony Levin à la basse, Jerry Marotta à la batterie, Larry Fast aux synthétiseurs, David Rhodes à la guitare), il a réinventé ses morceaux sur le vif, rigoureux et astucieux.

L'association étonnante des battements primitifs et des rythmes électroniques, l'utilisation parfaite des synthétiseurs, la richesse des mélodies qui multiplient les rebondissement, l'accumulation

tion des informations propres à une grande formation, exigent une écoute attentive. Même avec les compositions les plus connues (Jeu sans frontières, Solbury Hill, Shock The Monkey, On The Air, Biko), Peter Gabriel ne fait aucune concession. Il n'existe rien de flatter dans sa musique, aucun arrière-pensée, aucun rapport avec l'humour du moment. Elle respire d'elle-même et s'épanouit de sa propre inspiration.

Les phénomènes de mode ont ceci d'étrange qu'on ne sait pas pourquoi tout à coup un nom est dans toutes les bouches ; il a fallu quinze ans à David Bowie pour être universellement reconnu, soulignons que l'attente sera moins longue pour Peter Gabriel.

ALAIN WAIS.

\* Discographie chez Phonogram.







# COMMUNICATION

# SPORTS

## LE RÉDACTEUR EN CHEF DES JOURNAUX DE TF 1 EST RELEVÉ DE SES FONCTIONS

M. François Lantzenberg, rédacteur en chef des journaux quotidiens à TF 1 depuis octobre 1982, a été démis de ses fonctions lundi 4 juillet. La décision prise par M. Michel May, P.-D.G. de la société, survient quarante-huit heures après la nomination du nouveau directeur délégué à l'information, M. Jean Lantzi (*Le Monde* daté 3-4 juillet). Un nouveau rédacteur en chef devrait être désigné avant jeudi. En revanche, M. Alain Denvers, rédacteur en chef des magazines d'information est confirmé à son poste.

Ce nouveau changement, consécutif à la disgrâce de M. Jean-Pierre Guérin, a été annoncé par le P.-D.G. au cours de la réception des délégués syndicaux de TF 1, lundi 4 juillet en fin d'après-midi. M. Jean Lantzi, selon des responsables syndicaux présents à cette réunion, a souligné que ces décisions ne signifiaient pas « la victoire d'un clan sur un autre ». Il n'empêche, il a déclaré qu'il fallait mettre fin à un certain manque d'harmonisation entre les journaux télévisés et les magazines d'information. Au sujet du renvoi de M. Guérin, selon ces mêmes témoins, M. May estime qu'il a commis un certain nombre d'erreurs dans la mise en place des nouveaux journaux télévisés de la soirée, erreurs qui ne seraient pas sans lien avec la baisse d'audience de TF 1 par rapport à Antenne 2. Le P.-D.G. a cependant affirmé que le différend avec M. Guérin, dont il a reconnu qu'il avait été consommé avec quelque brutalité, était purement technique, et non politique.

Pour sa part, M. Jacques Baumelet, député (R.F.R.) président de l'intergroupe parlementaire « Pour le respect de l'objectivité et la liberté », a décidé de saisir la Haute Autorité à la suite de ce qu'il estime être le « *limogeage brutal et sans motif valable* » du directeur de l'information de TF 1.

## CORRESPONDANCE TÉLÉVISION SCOLAIRE CONTRE TÉLÉVISION ÉDUCATIVE

Une trentaine de producteurs et d'enseignants du Centre national de documentation pédagogique (C.N.D.P.) nous ont fait parvenir une lettre dans laquelle ils réclament en cause l'audience de la télévision « *Entrée libre* », que nous avions qualifiée de supérieure à celle de la télévision scolaire (*Le Monde* du 14 juin). Selon les signataires, le panel du Centre d'études d'opinion accorderait à « *Entrée libre* » une audience moyenne de 0,05 % contre 0,4 % pour les émissions scolaires diffusées de 14 heures à 15 heures sur TF1 le jeudi et 0,65 % pour celles diffusées par Antenne 2 le lundi après-midi. L'audience calculée à partir du panel Audimat serait de 0,75 % pour « *Entrée libre* » contre 3,5 % pour « *Les jeux du C.N.D.P.* ».

Les signataires concluent : « Que des émissions éducatives destinées à des publics spécifiques ne recueillent que de faibles audiences ne justifie pleinement. Par contre, que des émissions coûteuses, qui prétendent viser le « *grand public* » (concept que les récentes recherches sur les médias remettent fortement en cause) ne touchent que des pourcentages infimes de téléspectateurs paraît peu défendable. »

[Ces chiffres appellent deux commentaires. Tout d'abord, les études de C.N.D.P. ne fournissent généralement pas de chiffres d'audience sur des heures de diffusion. Le panel Audimat, qui ne mesure que le système Audimat, nous insuffisamment pour comptabiliser des audiences aussi réduites. De plus, il s'y a d'appareils Audimat dans les établissements scolaires et d'études C.N.D.P. concernant la réception de la télévision en milieu scolaire. Les chiffres cités pour les émissions scolaires ne concernent donc pas ce public « *spécifique* » visé par les émissions et tirées par les signataires. La comparaison est donc abusive.

Si l'audience réduite de « *Entrée libre* » peut inciter le ministre de l'éducation nationale à la réflexion, l'audience marginale de la télévision scolaire n'apporte, elle-même, aucun élément de réponse. Le débat entre télévision scolaire et télévision éducative a tout intérêt à se situer à un autre niveau.]

● L'intersyndicale des journalistes de l'audiovisuel (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T.) condamne « l'épuration à laquelle viennent de se livrer les autorités polonaises à la radio et à la télévision et qui s'est notamment traduite par des licenciements de journalistes ».

L'I.J.A. appelle « l'ensemble de la profession à manifester sa solidarité active avec ces personnels sanctionnés pour leurs opinions ou leur engagement syndical » et les employeurs « à être extrêmement vigilants dans leurs rapports avec la radio-télévision » normalisée.

## Pique-nique à Orly

L'autre dimanche, l'ai vu, de mes yeux vu, des gens en train de pique-niquer dans le parking souterrain d'Orly, oui, au troisième sous-sol ! Ils étaient contents, ils étaient bien, ils avaient tout vu et, avant de ramoner en bagpole, ils assouvissaient une petite faim. Des curieux, vous en croisez aussi : 6 combien ! - plantés, en rang d'oignons, sur les ponts enjambant nos autoroutes, à l'arrêt de la ne sais quel mémorable carambolage. Mais vous en rencontrez rarement à Austerlitz ou à Saint-Lazare.

Les gens ont perdu leur sens. Elles ne font plus gambolent. Elles traînent encore après elles l'ère rétro, l'odeur passée au noir de fumée des vieilles locomotives à vapeur. Elles évoquent la fatigue, les cavalcades alourdies par d'immobiles paquets, contrariées par le bruyant passage des chariots, à la recherche de trains bondés ; les engoulements aux portes des compartiments ; la chaleur, les courants d'air ; les saucissonniers, les brailards, les rouleurs ; et aussi, vitre baissée, les adieux interminablement répétés, tête penchée, tête levée, entre qui s'en va et qui reste, piqué là, isolé dans la foule, image allant s'amoindrissant de la solitude ou, qui sait, du soulagement.

On se quitte et l'on se retrouve tout autant dans les aéroports. Sans angoisse apparemment, sans qu'on puisse lire, sur le visage crispé de qui attend un voyageur, la crainte de ne pas le repérer dans la lente et lourde transhumance des arrivées. C'est ce qu'il y avait de plus frappant lundi soir sur A 2 dans le reportage tourné il y a un an, le 31 juillet à la gare de Lyon : la perspective d'un berger cherchant à isoler son lot au fil de l'énorme troupeau de retour au pacage.

Côté départ, pas de faiblesse, pas d'enthousiasme particulier. Si elles font encore rêver, les vacances ne suscitent plus, le moment venu, l'extase d'antan. Elles mettent de bonne humeur, tout simplement. Ou d'humeur mauvaise, excrable, ceux qui - ils seront nombreux cette année - devront s'en passer.

CLAUDE SARRAUTE.

## Mardi 5 juillet

- PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1**
- 20 h 35 Mardisvillages. Yannick Noah, A. Girardot. (Redif.)
  - 21 h 35 Journal.
  - 21 h 40 Télévision de chambre : La couleur de l'histoire. De Pascal Kaud, prod. INA. Deux couples installés dans une maison des Cèvennes sont aux prises avec des phénomènes lumineux inexplicables : un mini-film fantastique, qui utilise avec bonheur des effets vidéo.
  - 22 h 35 Regards entendus : Francis Bacon. Par Michel Leloup, prod. INA, réal. Luc Béraud. La peinture tourmentée, troublante, de Francis Bacon par l'auteur de l'Age d'homme : la rencontre de deux artistes vivants, un « exercice de taumachie ». Superbe, excitant.
  - 23 h 5 Journal.
  - 23 h 20 Un soir, une étoile.
- DEUXIÈME CHAÎNE : A 2**
- 20 h 40 Les dossiers de l'écran : la Fureur du danger. Film américain de H. Needham (1979), avec B. Reynolds, J.-M. Vincent, S. Field, B. Keith, J. Marley, J. Best. La plus célèbre cascadeur d'Hollywood, qui souffre, se blesse, de contusions internes, se trouve confronté à un jeune rival, plein d'assurance et en bonne santé. Les risques encourus par les cascadeurs de cinéma servent de prétexte à des scènes toujours plus sensationnelles et spectaculaires.
  - 22 h 15 Débat : la mort en spectacle. Avec MM. Henri Verneuil, Jean-Louis Trintignant, René Fariant et des cascadeurs.
- TROISIÈME CHAÎNE : FR 3**
- 20 h 35 Film : Lucky Luke. Film franco-belge de Morris, R. Goscinny et P. Tchernia (1981), avec les voix de M. Bonifati, J. Berger, P. Tchernia, J. Balmain, J. Jouanneau, P. Tardieu, J. Fabry. Le cowboy Lucky Luke est élu sheriff d'une bourgade mise en coupe réglée par les frères Dalton. Ces hors-la-loi font alliance avec une tribu indienne. Passage réussi d'une célèbre bande dessinée, parodiant le western, en cinéma d'animation. Les auteurs ont réuni divers épisodes des aventures de leur héros solitaire auquel convient - lui qui l'a écrit - la voix de Marcel Bozzuffi.
  - 21 h 40 Journal.
  - 22 h 50 Série l'aventure : la Montagne du diable. En explorant Bora-Bora, une île polynésienne, un jeune aventurier américain découvre un ancien lieu de sépulture.
  - 22 h 58 Une minute pour une image, d'Agès Varda. L'album imaginaire de Claude Nuri par un conservateur.
  - 23 h Prélude à la nuit. Osmund, de Vardes, par les Philharmoniques de Châteauroux, dir. J. Kovács.
- FRANCE-CULTURE**
- 20 h, Dialogues franco-portugais : l'engagement des intellectuels.
  - 21 h 15, Les chœurs de Radio-France.
  - 22 h 30, Nuits magiques.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20 h 30, Concert : Quatuor à cordes de Beethoven, Nigg, Janacek, par le Quatuor Enesco : C. Bogdanov, F. Szeged, L. Szanecz et D. Fodoranu.
  - 22 h 30, Fréquence de nuit : Danses organiques ; 23 h 35, Jazz Club ; Mosaïque Allain.

## Mercredi 6 juillet

- PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1**
- 12 h Vision plus.
  - 12 h 30 La bar de l'été.
  - 13 h Journal.
  - 13 h 45 Série : Destination danger.
  - 14 h 40 Croque-vacances (et 17 h).
  - 15 h 45 Tour de France (et 19 h 45).
  - 16 h Rendez-vous.
  - 18 h 10 Rétro à la demande : Joseph Balsem.
  - 19 h 5 Météorologie.
  - 19 h 15 Émissions régionales.
  - 18 h 40 Jeu : Supersol.
  - 19 h 53 Tirage de la loterie nationale.
  - 20 h Journal (et 22 h 55).
  - 20 h 30 Tirage du 20.
  - 20 h 35 Variétés : Vagabondages. Avec P. Perret, P. Julien, M. Laguerre.
  - 21 h 40 Le cœur du débat : Faut-il réduire la solidarité ? Avec Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et M. Simone Vail, ancien président du Parlement européen.
  - 23 h 5 Expo des expos. Émission d'A. Labarthe. Les principales Expositions universelles et internationales de 1851 à 1989.
  - 23 h 35 Journal.
  - 23 h 50 Un soir, une étoile.
- DEUXIÈME CHAÎNE : A 2**
- 12 h 30 ANTOPE.
  - 12 h 10 Journal (et 12 h 45).
  - 12 h 10 Plateau 45.
  - 13 h 30 Tour de France.
  - 13 h 35 Série : Le Virginien.
  - 14 h 45 Série documentaire : Un monde différent. de F. Rosati.
  - 15 h Le dîner de Namb.
  - 15 h 45 Dessins animés : Bugs Bunny.
  - 16 h 50 Sports été.
  - 16 h 50 Le Master aux États-Unis : jeux européens des handicaps.
  - 18 h Rétro à A 2.
  - 18 h 30 C'est la vie.
  - 18 h 50 Des chiffres et des lettres.
  - 19 h 15 Émissions régionales.
  - 19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
  - 20 h Journal.
  - 20 h 35 Série : Messieurs les jurés. L'affaire Crozet, réal. A. Franck. Les mémoires d'un éditeur tombé amoureux d'un architecte qui le trompe, le bafoue, et finit par le mettre à la rue.
  - 22 h 40 Document : A propos de Lumière. d'O. Joyeux, réal. P. Agostini. Documents photographiques et cinématographiques sur la vie et l'œuvre des frères Lumière.
  - 23 h 10 Journal.
- TROISIÈME CHAÎNE : FR 3**
- 18 h 55 Tribune libre. France, terre d'asile.
  - 18 h 10 Journal.
  - 19 h 15 Émissions régionales.
  - 19 h 35 Pour les jeunes.
  - 19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
  - 20 h Les jeux.
  - 20 h 35 Variétés : Cadence 3. Guy Lux reçoit Patrick Sébastien, Johnny Hallyday, Jean Baez, etc.
  - 22 h Journal.
  - 22 h 30 Film : L'Aigle solitaire. Film américain de D. Davis (1954), avec A. Ladd.
- FRANCE-CULTURE**
- 7 h 2, Identités et appartenances.
  - 8 h, Les chemins de la connaissance : Jean Beaufret à la rencontre de Heidegger ; à 8 h 32, le pèlerinage de la Rose.
  - 9 h 5, Échec au hasard.
  - 10 h 7, Matinée des sciences et des techniques.
  - 11 h 45, Le livre, ouverture sur la vie : le recueil de nouvelles de J. Lesy.
  - 12 h 2, La musique prend la parole : Schenkerberg.
  - 12 h 5, Agora.
  - 13 h 45, Panorama : Série noire.
  - 14 h 30, Musique : Journée Steve Lacy au Festival de La Rochelle (et à 17 h 32 et 20 h).
  - 14 h 30, Soir.
  - 14 h 5, Un livre, des voix : « La connaissance de la douleur » : L'affreux pastis de la rue des Mercis », de C. Guana.
  - 14 h 17, L'École des parents et des éducateurs.
  - 15 h 2, Les après-midi de France-Culture : Variations ; à 15 h 35, la nature ; à 16 h, Science : nouvelles et communications ; à 17 h, Bon anniversaire, monsieur Kafka.
  - 18 h 30, Réflexion : La grande livre des aventures de Bretz.
  - 19 h 25, Jazz à l'antenne.
  - 19 h 30, Qu'est-ce que la sociologie de la connaissance ?
  - 22 h 30, Nuits magiques : futur américain.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 6 h 2, Pîtresques et légères.
  - 6 h 30, Musiques du matin : Œuvres de Vivaldi, Tafanel.
  - 7 h 5, Concert : Schubert, par le Quatuor de Moscou.
  - 7 h 45, Le journal de musique.
  - 8 h 10, Concert : œuvres d'Urbanus, Beethoven, par le Quatuor Alban Berg.
  - 9 h 5, Le matin des musiciens, l'harmonie dans la musique française du XX<sup>e</sup> siècle : œuvres de Messiaen, Dutilleul.
  - 12 h, Arts de recherche : Cherubini, Zechow.
  - 12 h 35, Jazz.
  - 13 h 5, Opérète ; « Le Jour et la Nuit », de Lecocq.
  - 13 h 30, Jeanne Solistes : œuvres de Gyrodon, Presli, Barock, Carli, par S. et V. Chetalkin, guitares.
  - 14 h 4, Microcosmos.
  - 17 h 5, L'histoire de la musique.
  - 18 h, Concert (en direct de Munich) : « Rimini » de Wagner, par l'orchestre et les chœurs de Bayerisch Staatsoper de Munich, dir. W. Sawallisch, sol. R. Kollo, C. Studer, J.-H. Roederer.
  - 22 h, Fréquence de nuit. L'amour vache ; œuvres de Bartok, Messiaen, Manneville, Saint-Saëns, Marais.

## TRIBUNES ET DÉBATS

### MARDI 5 JUILLET

- M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, est invité à l'émission « Face à la rédaction » sur Europe 1 à 19 h 30.

### MERCREDI 6 JUILLET

- M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur U.D.F. des Hauts-de-Seine, président des Clubs perspectives et réalités, participe à l'émission « Face à la rédaction » sur Europe 1 à 19 h 30.

## ATHLETISME

### LES RECORDS DU MONDE DU 100 METRES

## L'altitude favorise la vitesse

A force de répéter qu'il n'était pas pressé de battre le vieux record du monde du 100 mètres, détenu depuis les Jeux de Mexico par Jim Hines (9 sec 95), Carl Lewis, le prodige de l'athlétisme américain, qui reliait les mêmes exploits que Jesse Owens, avant-guerre en « triplé », 100, 200 et 400 mètres, a fini par être pris de... vitesse.

Ce record monumental a en effet été battu par Calvin Smith qui a réalisé deux centimètres de moins que Hines - cela représente une avance de 20 cm sur le fil - à Colorado Springs situé à la même altitude que Mexico. Smith n'en était d'ailleurs pas à son premier coup d'éclat. Agé de vingt-deux ans, cet étudiant en relations publiques du l'université d'Alabama à Tuscaloosa n'a pas la silhouette musculeuse des sprinteurs américains. Avec ses 70 kilos pour 1,78 m, il a, néanmoins, fait preuve d'une vélocité et d'une rapidité de mise en action hors du commun. Cela lui avait notamment permis de réaliser 9 sec. 91 à Karl-Marx-Stadt en 1982. Le vent qui soufflait à 2,10 m par seconde avait empêché l'homologation de cette performance.

Entraîné par Wayne Williams, Smith passait donc pour un des meilleurs de sa génération. S'il a provoqué une surprise en battant le record de Hines, c'est qu'il n'était pas en forme depuis le début de la saison. S'étant beaucoup dépensé dans les rencontres universitaires, il avait quelque peu déçu aux championnats des États-Unis et lors de la rencontre États-Unis - R.D.A. à Los Angeles. A cette occasion, il avait été précédé non seulement par Lewis, mais aussi par Thomas Schroeder.

Son record du monde s'explique essentiellement par le fait que la course eut lieu à 2 225 mètres d'altitude. Là, comme à Mexico en 1968, l'air - raréfié - offre une moindre résistance. Le gain de temps varie de quatre à quatorze centièmes de seconde. La différence entre les meilleures performances de Jim Hines en altitude et au niveau de la mer est de 8 centièmes. Les moins avantageux sont les coureurs pursants qui risquent l'ampleur de leur foulée (Stan Floyd n'avait gagné que 4 centièmes). Smith entre dans cette catégorie. Ses jambes donnent l'impression de tourner à toute allure comme dans certains dessins animés.

Evelyn Asford, qui a amélioré également de 2 centièmes le record féminin de l'Allemagne de l'Est, Goehr-Ciesner (10 sec. 61), a un style comparable à elle non plus n'était pas très en forme depuis le début de la saison. Ni Carl Lewis ni Marlies Goehr-Ciesner n'ont tenté d'améliorer le record en altitude. La grande explication aura donc lieu dans quelques semaines aux championnats du monde d'Helsinki.

A. G.

## LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

### Andersen surgit, Gomez s'en va

Succédant à son équipier Jean-Louis Gauthier, le Danois Andersen s'est emparé du maillot jaune, lundi 4 juillet, au terme de la troisième étape du tour de France Valenciennes-Roubaix, remportée par le Belge Rudy Matthys. Zoetemelk, demeurant à 2 min 05 sec, occupe une position de force, mais une chute a éliminé le champion de France, Marc Gomez, qui souffre d'une fracture de col de fémur.

### De notre envoyé spécial

Roubaix. - Un petit Paris-Roubaix, cette étape ? Voire. Un grand Paris-Roubaix plutôt. Avec ses routes étroites, ses 35 kms de pavés, sa poussière, ses crevaisons et, en définitive, un exploit mémorable de Kim Andersen, le premier routier danois détenteur d'un maillot jaune. La victoire d'un Belge en ces lieux est moins originale et surtout moins séduisante. Rudy Matthys n'est sans doute pas le meilleur venu, car on n'émigre pas sur un tel terrain si l'on est dépourvu de qualités. Mais, en la circonstance, il a profité en grande partie du travail accompli par Andersen tout au long d'une échappée de 35 kilomètres, sur les mauvais chemins de l'enfer du Nord.

Qu'importe. Dans le Tour de France, c'est d'abord le classement général qui compte et, de toute évidence, l'athlétique coureur danois a réalisé une bonne opération. Certes, la route sera encore longue avant d'atteindre les Pyrénées où s'exprimeront probablement ses talents de grimpeur. Cependant, on sait par expérience que l'étape de Roubaix désigne généralement les hommes forts. Louis Bobet avait attaqué, autrefois, dans ce secteur, pour imposer son autorité, et c'est là que l'italien Felice Gimondi ébaucha sa victoire en 1965 aux dépens de Poulidor.

Une question souvent posée : a-t-on le droit d'introduire dans le Tour des séquences de cyclo-cross ? Les avis sont partagés. S'il n'est pas raisonnable de lancer les coureurs sur les affreux pavés de la banlieue lilloise, est-il plus raisonnable de leur faire monter cinq cols aux cours de la même journée ? Et que penser d'une étape contre la montre de

### CLASSEMENTS

#### TROISIÈME ÉTAPE

Valenciennes-Roubaix (152 km)  
Rudy MATTHYS, les 152 km en 3 h 46 min. 5 sec (moyenne : 40,336 km/h) ; 2. K. Andersen, m.t. 3. Poisson, 2' 9" ; 4. Kelly ; 5. Vandendriessche ; 6. Van der Velde ; 7. Wijnants ; 8. Vandendriessche ; 9. Vandendriessche ; 10. Bérard ; 11. Szozec ; 12. Dhaenens ; 13. Wijnants ; 14. Haghebaert ; 15. Agostinho, m.t., etc.

#### CLASSEMENT GÉNÉRAL

1. Kim ANDERSEN, 7 h 39'10" ; 2. Zoetemelk, à 25" ; 3. Moreau, 2'19" ; 4. Andersen, 2'38" ; 5. Vandendriessche, 2'42" ; 6. Roche, 2'50" ; 7. Dhaenens, 2'56" ; 8. Boiss, 3'5" ; 9. Simon P., 3'38" ; 10. Bourreau, 3'18" ; 11. Matthys, 3'25" ; 12. Van der Velde, 3'22" ; 13. Van der Poel, 3'31" ; 14. Nijme, 3'38" ; 15. Kuiper, 3'43", etc.

### LES PREMIERS

#### JEUX EUROPÉENS DES HANDICAPÉS PHYSIQUES

Sept cent cinquante athlètes représentant vingt pays participent du 5 au 9 juillet au stade Louis Lumière, à Paris (XX<sup>e</sup>), aux premiers Jeux européens des handicapés physiques.

Les Jeux, qui débutent ce mardi soir 5 juillet, avec le tournoi de basket-ball, donneront également lieu à des compétitions d'athlétisme, de cyclisme, d'escrime, d'haltérophilie, de natation, de tennis de table et de volley-ball et à un jeu collectif - le tor-ball - pour non-voyants.

A travers ces Jeux, les 1 200 000 handicapés physiques que compte la France devraient mieux prendre conscience de la possibilité pour nombre d'entre eux de faire du sport.

Mme Edwige Avice, ministre du temps libre, de la jeunesse et des sports, M. Jacques Chirac et M. Nelson Pélou, président du comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.), devaient assister à la cérémonie d'ouverture.

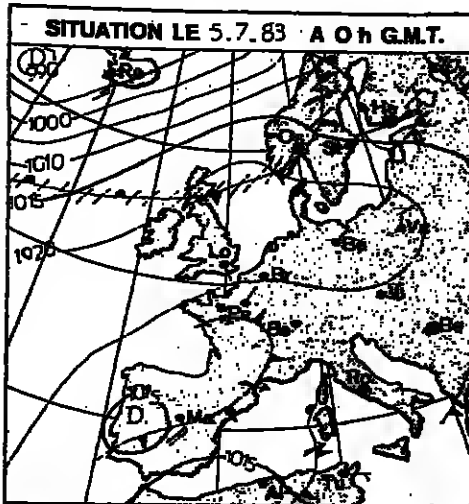
**Le Monde**  
RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
**UNE SÉLECTION  
HEBDOMADAIRE**  
spécialement destinée à nos lecteurs  
résidant à l'étranger  
Exemplaires spécimens sur demande

**SOPHIA ANTIPOLIS**  
FELIX L'ÉLÉPHANT  
(03) 33-12-70  
Sources Sophia Antipolis  
0699 Valbonne



# INFORMATIONS «SERVICES» CARNET

## MÉTÉOROLOGIE



Évolution probable du temps en France entre le mardi 5 juillet à 0 heure et le mercredi 6 juillet à minuit.

Un marais barométrique dépressionnaire recouvre la France, et les remontées dans un flux de sud, d'air chaud et instable, sont favorables au développement de foyers orageux.

Mardi, c'est un temps doux, parfois brumeux et avec quelques ondées orageuses résiduelles, qui prédominent le matin. Dans la journée, les périodes ensolleillées seront fréquentes, mais le temps deviendra rapidement chaud et lourd en toutes régions avec développement par évolution diurne, d'orages pouvant être violents ; l'activité orageuse sera toutefois plus faible de la Vendée à l'Aquitaine. Les températures resteront élevées (25°C à 30°C l'après-midi) ; elles seront plus tempérées près des côtes de la Manche et de l'Atlantique.

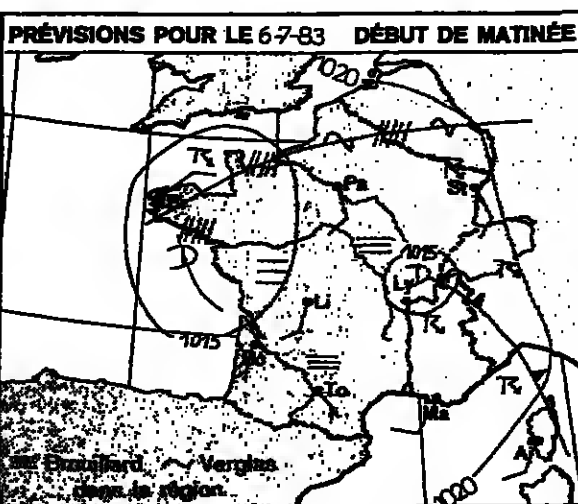
**ÉVOLUTION GÉNÉRALE**  
Le pays reste principalement soumis à un flux de sud-ouest qui apporte dans un marais barométrique des masses d'air chaud et orageux.

**PRÉVISIONS**  
Jeudi : le temps sera très nuageux et orageux des régions méditerranéennes à l'Alsace le matin, de la Corse à l'Alsace l'après-midi. Sur les autres régions, le temps sera chaud et relativement ensolleillé. En soirée, le temps redeviendra orageux sur les côtes atlantiques.

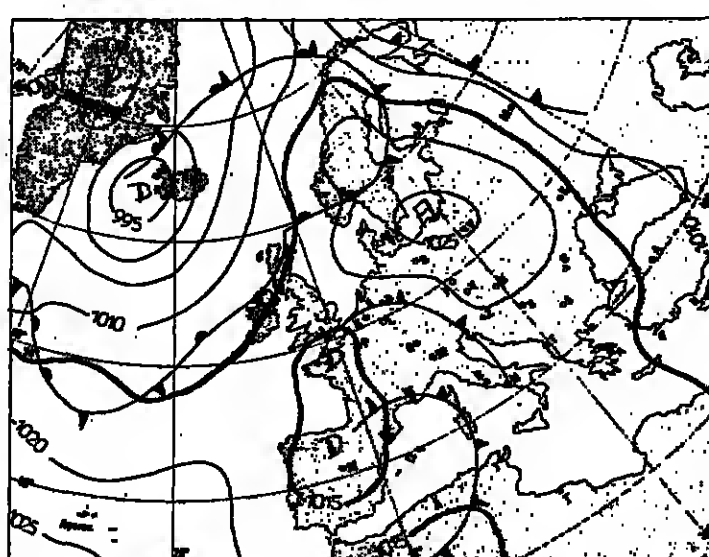
Vendredi et samedi : le temps orageux s'étendra progressivement à tout le pays. Les températures seront supérieures aux normales saisonnières (maxima de 27°C à 31°C). Le temps pourrait devenir plus clément et plus frais samedi sur le nord-ouest du pays.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris le 5 juillet 1983 à 8 heures : 1 018,1 millibars, soit 763,6 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours



PRÉVISIONS POUR LE 6 JUILLET À 0 HEURE (G.M.T.)



de la journée du 4 juillet ; le second le minimum dans la nuit du 4 juillet au 5 juillet :

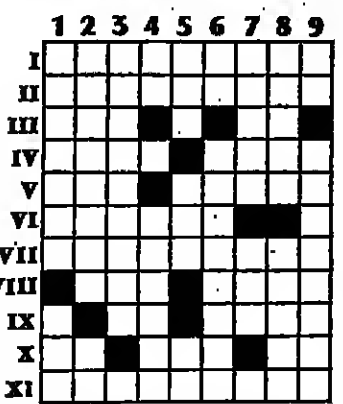
Ajaccio, 29 et 20 degrés ; Biarritz, 22 et 15 ; Bordeaux, 26 et 16 ; Bourges, 26 et 15 ; Brest, 23 et 14 ; Caen, 22 et 14 ; Cherbourg, 22 et 12 ; Clermont-Ferrand, 25 et 12 ; Dijon, 27 et 16 ; Grenoble, 26 et 16 ; Lille, 25 et 16 ; Lyon, 28 et 17 ; Marseille-Marganne, 28 et 19 ; Nancy, 28 et 17 ; Nantes, 28 et 18 ; Nice-Côte d'Azur, 28 et 21 ; Paris-Le Bourget, 27 et 16 ; Pau, 23 et 17 ; Perpignan, 27 et 16 ; Rennes, 27 et 16 ; Strasbourg, 28 et 17 ; Tours, 27 et 16 ; Toulouse, 26 et 16 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 36 et 17 degrés ; Amsterdam, 24 et 12 ; Athènes, 29 et 22 ; Berlin, 24 et 14 ; Bonn, 27 et 13 ; Bruxelles, 25 et 13 ; Le Caire, 37 et 22 ; Les Canaries, 24 et 20 ; Copenhague, 18 et 12 ; Dakar, 30 et 25 ; Djibouti, 29 et 23 ; Genève, 25 et 15 ; Jérusalem, 26 et 15 ; Lisbonne, 22 et 15 ; Londres, 28 et 15 ; Luxembourg, 26 et 16 ; Madrid, 30 et 17 ; Moscou, 24 et 15 ; Nairobi, 20 et 10 ; New-York, 33 et 24 ; Palma-de-Majorque, 30 et 18 ; Paris-Montparnasse, 27 et 16 ; Rome, 30 et 19 ; Stockholm, 18 et 12 ; Téhéran, 35 et 25 ; Tunis, 33 et 16.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3486



HORIZONTALEMENT

1. Permet à certains qui prennent du poids d'engraisser leurs amis. — II. Transmission de pensée. — III. Ses actions sont donc toujours au plus bas. Pris au piège. — IV. La loi du plus fort. Lumière d'étoile. — V. Quelque chose de secret. Était jadis combattue, aujourd'hui elle fait fuir. — VI. Plus affectueux mais moins enjoué quand il est petit. — VII. Dont le point de vue est des plus clairs. — VIII. Il vaut parfois mieux qu'elle reste au lit au lieu de courir les rues. Portas atteinte à l'état. — IX. Négatif. Meuble de rangement. — X. Peut faire rire jaune. N'est guère appréciée, dans le fond. De quoi rire ou pleurer. — XI. N'empêche pas de repasser, mais essayez de retenir.

VERTICALEMENT

1. Liaison très terre à terre ou aventure oisive. Se retire sur la pointe des pieds. — 2. Ne nous apporte qu'une connaissance superficielle d'un sujet. Un bout de terre ou d'air. — 3. Pince sans rire. — 4. On peut les compter sur les doigts de la main. Leur dépassement peut être dangereux lorsqu'ils sont soumis à la limitation. — 5. Vient compléter une note. N'est guère propice aux sorties fracassantes. Muet du temps à se retourner (inversé). — 6. Transformée par l'amour. Peut être vieillie et encore attirer les regards. — 7. Ne sont pas inconnus aux possesseurs de petits bateaux. Sorti de la réserve. — 8. Dormait souvent avec un bon matelas. Lorsqu'on le fait, c'est toujours sans s'en faire. — 9. Conjonctif. Petits remontoirs à qui se prennent avec de la glace.

Solution du problème n° 3485

**Horizontalement**  
I. Affineurs. — II. Foulé. Né. — III. Fil. Utile. — IV. Enlevé. Is. — V. Cartes. — VI. Terrine. — VII. Avoine. Un. — VIII. Tente. Est. — IX. Jérémy. — X. Ote. Sur. — XI. Nessus. El.

**Verticalement**  
1. Affection. — 2. Foin. Eventé. — 3. Full. Rondes. — 4. Il. Écrite. — 5. Neuvaine. Su. — 6. Terme. Eus. — 7. Uni. Té. Élit. — 8. Relié. Usure. — 9. Essentiel.

GUY BROUTY.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des 4 et 5 juillet :

### DES DÉCRETS

● Portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'État à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1983.  
● Pris pour l'application du titre III et du titre V du livre I<sup>er</sup> du code du travail (1<sup>re</sup> partie : Législative) et relatif au dépôt et à la publication des conventions et accords collectifs de travail.

● Abrogeant l'ordonnance du 2 novembre 1945 organisant le statut du personnel de l'enseignement français à l'étranger et les décrets pris pour son application.

### DES ARRÊTÉS

● Portant modification des inscriptions des abonnés au téléphone dans le système d'information des usagers.  
● Portant création d'un brevet d'études professionnelles de techniques du toit.

**LA BAGAGERIE®**  
**SOLDE**  
SACS • ARTICLES DE VOYAGE  
MAROQUINERIE DE POCHES • CEINTURES  
Paris : 12, rue Trenchard • 41, rue du Four • 74, rue de Passy • Tour Maine-Montparnasse

**PLANS/CONTRÉCALQUES**  
COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT AGRANDISSEMENT REDUCTION  
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS 12<sup>e</sup> ☎ 347.21.32

## PARIS EN VISITES

JEUDI 7 JUILLET

« Crypte archéologique de Notre-Dame présentée aux jeunes », 14 h 30, entrée de la crypte sur le parvis (Caisse nationale des monuments historiques).

« Vie quotidienne dans l'ancienne Égypte », 15 h, musée Louvre (Arcus).  
« Moulins », 14 h 30, église Saint-Médard (Arts et curiosités de Paris).

« Le Séant », 15 h 30, rue de Tournon (Connaissance d'ici et d'ailleurs).  
« Maison d'Honoré de Balzac », 15 h 47, rue Raynouard, M. Haullier.

« Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, musée Saint-Paul (Résurrection du passé).  
« Les Gobelins », 15 h 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).

**ROBLLOT S. A.**  
522-27-22  
ORGANISATION D'OBSEQUES

**SONA**  
LA MAISON DE L'INDE  
Boutique officielle du Gouvernement de l'Inde  
**solde**  
400 rue Saint-Honoré 280.18.57  
Du lundi au samedi de 9 h 30 à 18 h 30

## Réceptions

— L'ambassadeur des États-Unis et M<sup>me</sup> Galbraith ont donné une réception lundi 4 juillet à l'occasion du deux cent septième anniversaire de la proclamation de l'indépendance.

**Naissances**  
— M. Francis IDRAC et M<sup>me</sup>, née Anne-Marie COLIN, Antoinette et Charlotte sont heureux d'annoncer la naissance de

Juliette, le 30 juin à Paris.

— Dorothee ANIS-ENGEL et Hervé LEFEBVRE, Igor et Catherine, ont la joie d'annoncer la naissance de Samuel Léonard, le 4 juillet à Paris.

— Geneviève et Edgar WEISS laissent à Alice-Laure et Géraldine la joie d'annoncer la naissance de Hélène, Esther, Geneviève, Méline, le 25 juin 1983, 9, rue de Médicis, 75006 Paris.

**Fiançailles**  
— On nous prie d'annoncer les fiançailles de

Louise de FALGUEROLLES, fille de M. Godefroy de Falguierolles et de M<sup>me</sup>, née Delphine Daurès, avec Marc BOMPAIRE, fils de M. Jacques Bompaire et de M<sup>me</sup>, née Marianne Sibol.

**Mariages**  
— Philippe BRUNET

Sylvie HADJADJ sont heureux de faire part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité le 2 juillet 1983, 75 bis, avenue de Wagram, 75017 Paris. Une messe sera célébrée le 6 juillet, à 16 heures, en l'église d'Ablon. Ni fleurs ni couronnes.

— Catherine GIBEAULT et Bernard BECO ont la joie de faire part de leur mariage célébré à Paris le 18 juin 1983, Washington-Paris.

## Décès

— Le président et le conseil d'administration de la fédération internationale des professions immobilières Flabci, Le président et le conseil d'administration de Flabci-France ont le regret de faire part du décès de

M. Jean BAILLY, ancien président de la Flabci 1967-1969, survenu le 29 juin 1983, dans sa soixante et unième année.

Une messe sera célébrée à sa mémoire, en l'église Saint-Louis en l'île, Paris-4<sup>e</sup>, le vendredi 8 juillet 1983, à 15 h 30.

— M<sup>me</sup> Reine Burt, Marjorie et Philippe Gatti, ses enfants, Laura et Jérôme Gatti, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Guy BART, survenu le 3 juillet 1983.

Une messe sera célébrée à Saint-Denis, rue de la Touche-Issoire, Paris-14<sup>e</sup>, le mercredi 6 juillet, à 10 h 30, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Pressins (Lebré), M. Pierre Hippolyte Bertrand, ingénieur E.C.P., son épouse, M. et M<sup>me</sup> Yves Bertrand, M. et M<sup>me</sup> Jean-François Gauthier, M. et M<sup>me</sup> Claude Bertrand, M. et M<sup>me</sup> Hugues Bertrand, M. Olivier Bertrand, M. Denis Bertrand, M. et M<sup>me</sup> Jacques Bertrand, ses enfants, ses vingt-deux petits-enfants, M<sup>me</sup> Adrienne Dubois, M<sup>me</sup> Elisabeth Bouchard, M. et M<sup>me</sup> Roger Bouchard, M. et M<sup>me</sup> Roger Bertrand, ses frères et sœurs, Tous ses parents, amis et alliés, M<sup>me</sup> Roger Morel, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre BERTRAND, pleureusement décédé le 2 juillet 1983, à Lyon, à l'âge de soixante-dix ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 5 juillet 1983, à 15 heures, en l'église de Pressins.

— M. et M<sup>me</sup> René Botnec et leurs enfants Martine Botnec, ont le chagrin de faire part de la disparition de

Jean-Marie BOÛNNEC, décédé accidentellement à son domicile de Luyens le 27 juin 1983, 25, rue de la Paix, 37000 Tours.

— M. Michel Caze, son épouse, M<sup>me</sup> Béatrice Caze, son grand-oncle, M. et M<sup>me</sup> Jean Roby, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Randal Lemoine, ses beaux-frères et belles-sœurs, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Michel CAZE, née Hélène Crépin, survenu le 3 juillet 1983.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 6 juillet, à 16 heures, en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 bis, avenue Foch, Paris-16<sup>e</sup>, où l'on se réunira.

70, boulevard Flandrin, 75116 Paris, 219, rue de l'Université, 75007 Paris.

14, avenue de Robins, 92290 Châtigny-Malabry, Les Danois, route d'Igny, 91570 Bléville.

— Pierre Duflo, Séverine et Gérard Allais, Joëlle, Claire, Mireille et Pierre, Marie Duflo et Claude Mutaftan, Daniel Kaplan, Bernard et Brigitte Duflo, Simon, Claudine et Jean-Pierre Chabrol, Marie et Fanny, Germaine Degremont, Jeanine Degremont, Gisette Duflo, Denise Pittet, leurs enfants,

font part avec tristesse du décès, le 2 juillet 1983, de leur très chère

Suzette DUFLO.

En mémoire d'elle, un service d'action de grâce sera célébré le vendredi 8 juillet, à 10 h 30, au temple protestant, 58, rue Madame, Paris-6<sup>e</sup>.

5, place du Panthéon, 75003 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> J. Messier, Le docteur et M<sup>me</sup> J.-F. Guilbaud, M. et M<sup>me</sup> B. Jandin, leurs enfants, petits-enfants, Parents, alliés et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Charles JANDIN, née Paule Daurellan, survenu le 3 juillet, dans sa quatre-vingt-septième année.

Un office sera célébré le 6 juillet, à 16 heures, en l'église d'Ablon. Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, rue Henri-Laire, 94480 Ablon.

— Batna, Melun, M. et M<sup>me</sup> Jean Malpel, M. et M<sup>me</sup> René Cadix, ses enfants,

M<sup>me</sup> Marie Malpel, El M<sup>me</sup> Simonne Malpel, ses belles-sœurs et tantes, François et Claire Malpel, Alain et Christine Cadix, Jean-François et Claire Hainez, Agnès Malpel, Denis et François Raff, Philippe et Geneviève Godin, Gilles et Elisabeth Dupouey, Pierre Malpel, ses petits-enfants, Agathe et Vincent Malpel, Guillaume, Armand et Olivier Cadix, Thomas, Emilie, Marion et Lucie Hainez, Bruno et Nicolas Raff, ses arrière-petits-enfants, M<sup>me</sup> Pécantet, sa filleule, Toute sa famille et ses nombreux amis, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Alfred MALPEL, ancien maire et président du conseil général de Batna, ancien délégué à l'Assemblée algérienne, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918,

survenu le 3 juillet 1983, à l'âge de quatre-vingt-sept ans, aux Sablès-d'Olonne (Vendée).

Les obsèques religieuses auront lieu le jeudi 7 juillet 1983, à 14 h 15, en l'église Immaculée-Conception, sa paroisse, rue Edmond-Michel, Melun (Seine-et-Marne).

77000 Melun, hôtel de ville, 36, avenue des Boquettes, 95100 Les Sablès-d'Olonne.

— Le président Et le conseil de direction de l'Institut d'études slaves, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre PASCAL, chevalier de la Légion d'honneur, professeur honoraire de la Sorbonne, vice-président d'honneur de l'Institut d'études slaves,

survenu à Neuilly, le 1<sup>er</sup> juillet 1983, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La messe de requiem sera célébrée en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, mercredi 6 juillet, à 11 heures.

Institut d'études slaves, 9, rue Michelet, 75006 Paris. (Lire page 11.)

— M. Léopold Sédar Senghor, son père, M<sup>me</sup> Gisette Fontaine-Ehann, sa mère, M. Francis Arphang Senghor, son frère, M. Alain Fontaine, son ami, M. Roger Toli, son grand-oncle, M<sup>me</sup> Robert et Charles Ehann, ses oncles, Les familles Senghor, Eboué, Teli, Courbin, Guitien, Achille et Fontaine, leurs alliés et tous ses amis, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Guy Waly SENGHOR, survenu à Paris le 3 juillet dans sa trentième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le jeudi 7 juillet 1983, à 10 h 30, en l'église Saint-François-Xavier à

Paris-7<sup>e</sup>, et seront suivies de l'inhumation au cimetière parisien de Pantin, 1, square de Tocqueville, 75017 Paris, 135, avenue de Suffren, 75007 Paris, Saint-Lager-Bressac, 07210 Chomérac.

— M<sup>me</sup> Pierre Sourin, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Philippe-Pierre Sourin, ses enfants, Jean-François, Marie-Hélène et Pascal Théron, ses petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Jacques Sourin, ses frères et belles-sœurs, Les familles parentes et alliées, M<sup>me</sup> André Rives, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre SEURIN, docteur en E.P. de l'université de Liège, président de la F.I.E.P., président d'honneur de la F.F.E.P.G.V., Les obsèques ont eu lieu, à Arreau (65), le 25 juin.

Dans l'impossibilité de répondre individuellement à chacun, ils assurent tous ceux qui leur ont témoigné de la sympathie de leur profonde reconnaissance.

— Le docteur et M<sup>me</sup> Jean Lo, M. et M<sup>me</sup> Yvan Tchong, M. et M<sup>me</sup> Tran See-Young, M. et M<sup>me</sup> K. T. Lieu, M. et M<sup>me</sup> T. Y. Tao, Et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Dien de leur mère et grand-mère, Marie TCHENG, décédée le 1<sup>er</sup> juillet 1983 dans sa quatre-vingt-neufième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 6 juillet 1983, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame de la Salette, rue de Crémant, Paris-15<sup>e</sup>.

Ni fleurs ni couronnes. Une pensée pieuse est demandée.

7, rue Franquet, 75015 Paris.

**M<sup>me</sup> Eveline TUDURY.** Ses obsèques religieuses ont eu lieu le 25 juin 1983 à Gennevilliers. Cet avis tient lieu de faire-part. Le Saint-Charles 2, 12, rue Ranquet, 13001 Marseille.

« Je sais que mon Rédempteur est vivant et qu'il me ressuscitera au dernier jour. »

— M<sup>me</sup> Jean-Marie Veyssi, son épouse, Eric, Marc, Anne Veyssi, ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Charles Blanchard, M. et M<sup>me</sup> Georges Veyssi, ses parents, beaux-parents, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Marie VEYSSI, survenu le samedi 2 juillet 1983, dans sa cinquante-cinquième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 6 juillet, à 11 heures, en l'église de Saint-Jean 06640. Elle sera suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part. La Quinquard, Route de Venec, 06490 Tourrette-sur-Loup.

— Les collaborateurs du groupe D. P. Industries ont la douleur de faire part du décès de leur président-directeur général,

M. Jean-Marie VEYSSI, survenu le samedi 2 juillet 1983, dans sa cinquante-cinquième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 6 juillet, à 11 heures, en l'église de Saint-Jean 06640. Elle sera suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part. La Quinquard, Route de Venec, 06490 Tourrette-sur-Loup.

— M<sup>me</sup> Pierre Vintemberger, M. et M<sup>me</sup> Hubert Lutz, M. et M<sup>me</sup> Stefan de Jaeger, et leur fils, M<sup>me</sup> Karin Lutz, Les familles parentes et alliées, ont l'immense douleur de faire part du décès de

docteur Pierre VINTEMBERGER, professeur honoraire de la faculté de médecine de Strasbourg, membre correspondant de l'Académie nationale de médecine, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, officier des Palmes académiques, survenu le 1<sup>er</sup> juillet 1983.

Selon la volonté du défunt, les obsèques ont eu lieu à Strasbourg, le mardi 5 juillet, dans la plus stricte intimité de la famille.

8, allée Carl, 67120 Molsheim, Dueseldorf, Bruxelles.

— On nous prie d'annoncer le décès de M<sup>me</sup> Gergette WICHENÉ, professeur honoraire, officier des Palmes académiques, survenu le 29 juin 1983, à l'âge de soixante ans.

## Messes anniversaires

— Samedi 9 juillet 1983, à Versailles, pour le vingt et unième anniversaire de la mort du lieutenant ROGER DEQUELDRE, fusillé le 6 juillet 1962, du

sergent ALBERT DOVECAR, et de Roger PIGETS, fusillé le 7 juin 1962.

Une messe sera célébrée, à 10 heures, en la chapelle Notre-Dame-des-Armées (Impasse des Gendarmes), 11 heures, dépôt de gerbes au cimetière des Gonards.

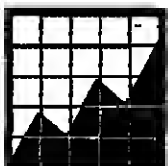


	La 1ère	La 2ème
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	157,80	180,03

## ANNONCES CLASSEES

	La 1ère	La 2ème
ANNONCES ENCADRÉES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

\* Dégressif selon surface ou nombre de parutions.



## DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

### Un manager bon négociateur CHEF DE PRODUIT « MIDEM »

240.000 F +

H.E.C. - E.S.S.E.C.

Les dimensions atteintes par les congrès et marchés internationaux que nous organisons depuis près de vingt ans, en liaison avec les sociétés qui nous représentent à Londres et à New-York, nous amènent aujourd'hui à renforcer notre équipe en l'élargissant à un responsable de haut niveau pour le « Midem », seul marché international du disque et de l'édition musicale, manifestation de renommée mondiale nécessitant la pratique des contacts internationaux.

En prise directe avec le président, l'homme que nous recherchons doit être à la fois un manager, un organisateur, un créatif, un homme de marketing et de communication, mais aussi un homme de terrain.

Il devra participer à la définition de la politique commerciale, définir les cibles et les moyens à mettre en œuvre en fonction de l'évolution technologique de son marché, animer une équipe et mener à bien l'ensemble des opérations qui assureront la réussite de ce salon.

Ce poste de haut niveau peut entraîner éventuellement des déplacements à l'étranger (notamment Europe et U.S.A.).

Il implique de maîtriser parfaitement l'anglais et si possible l'allemand.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé, photo et rémunération souhaitée à :  
**SERVICE RECRUTEMENT, MIDEM ORGANISATION,**  
179, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris.

MAGAZINE  
MENSUEL

à dominante Socio-Économique

### Secrétaire Général (e) de Rédaction

SA MISSION

• Il (elle) participera à la conception du magazine et sera chargé(e) d'assurer le suivi de sa réalisation.

Le (la) candidat(e) devra posséder :  
• Une bonne formation professionnelle de base associée à une excellente culture générale.  
• Une expérience professionnelle d'au moins une année acquise dans la presse quotidienne ou d'agence.  
• Une bonne maîtrise de l'anglais.

Si vos principales qualités sont l'humour, le brillant, le talent et une bonne aptitude à la communication.  
Si en plus l'informatique ne vous fait pas peur.  
Votre candidature nous intéresse.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal 75001 Paris sous référence 33195.

HAVAS CONTACT

### directeur des opérations

VENTES/APRÈS-VENTES PARIS

Nous sommes un Groupe International spécialisé dans les BIENS D'EQUIPEMENT destinés à l'industrie PHOTOGRAPHIQUE.

Nous recherchons le responsable de notre Filiale Française qui, en relation avec le Directeur Marketing aux Etats-Unis, devra en assurer le SUCCES COMMERCIAL. Pour cela, il prendra en charge les aspects Marketing, Ventes, Après-Ventes de notre filiale. Nous lui demandons d'avoir une formation supérieure (Ecole de Commerce), d'être ouvert aux problèmes techniques (il supervise l'Après-Vente) et d'avoir une expérience réussie à un poste de responsabilité, où il aura fait la preuve de ses qualités d'animateur. La connaissance du milieu photo serait appréciée. L'Anglais courant est impératif.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence PC 05 au Conseil à qui nous avons confié cette recherche

**COCEPLAN**  
Tour de Lyon  
185, rue de Bercy  
75012 PARIS

### GTM INTERNATIONAL

### UN INGENIEUR MATERIEL

en vue de lui confier dans un premier temps le DÉPARTEMENT MATÉRIEL/MÉCANIQUE sur un chantier de terrassement à l'étranger.  
Formation ENSAM, ECAM, ICAM ou équivalent.  
Expérience d'au moins 4 ans dans département matériel chantier TP.  
Expérience étrangère souhaitée.  
Anglais indispensable.  
Départ immédiat EST-AFRICAIN.

Adresser C.V., prétentions, photo à M. BOCCARD - GTM INTERNATIONAL, BP 325 - 92003 NANTERRE CEDEX.

HAVAS CONTACT

### Groupe Agro-Alimentaire

CA 400 M - en expansion de 25% en 1982  
recherche pour couvrir les Régions Nord, III et V O  
Piaardie - Lorraine - Alsace - Normandie  
Bretagne - Maine - Poitou - Aquitaine

### DIRECTEURS DE RÉGIONS

- Les candidats :  
- devront avoir au minimum 28 ans, et habiter de préférence Paris, Angers, Toulouse (ou Bordeaux);  
- connaître à fond la distribution de la Région concernée :  
• tant au niveau de l'Hypermarché,  
• que de l'Entreprise de gros;  
- se prévaloir d'une expérience Concessions Alimentaires (légumes, poissons, fruits, plats cuisinés ou salaisons).
- Les postes :  
- concerneront des hommes, jeunes et de tempérament dynamique et solides; maturité et réflexion sont nécessaires pour agir souvent seuls dans un cadre d'autonomie reposant sur délégation et confiance;  
- qualités de contact; goût de l'effort soutenu; méthode; recherche d'un épanouissement sont indispensables.
- La préférence :  
sera donnée à des candidats susceptibles de mettre en avant des résultats durables obtenus personnellement :  
- au niveau de l'implantation d'une Gamme et d'une Marque chez des distributeurs d'avenir;  
- à l'occasion d'Expériences dans des entreprises ayant à construire leur Notoriété.

LETTRE MANUSCRITE + PHOTO ET CV ACCOMPAGNÉS DE RÉFÉRENCES PROFESSIONNELLES ET MORALES A :  
MADAME PETIT  
16 avenue de Paris - 94300 Vincennes

PMI 130 PERSONNES  
FABRICANT DE MATÉRIEL AGRICOLE  
situé dans le Massif Central  
environs 120 km de Paris

### 1 DIRECTEUR ADJOINT

Il participera à la préparation et à la mise en œuvre de la politique financière et comptable.  
Assurera l'organisation et le bon fonctionnement des services administratifs.  
Prendra en charge la gestion courante du personnel.  
Mettre en place les outils informatiques devant permettre de mieux définir les prix de revient.  
Pour réussir dans ces fonctions, le candidat idéal d'au moins 35 ans aura une formation supérieure en gestion, doublée d'une expérience similaire de plusieurs années en milieu industriel.  
Connaissance de l'informatique.  
Qualités de contacts et d'organisation indispensables.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé avec prétentions et photo à : R. GILBERT-FIDAL  
28, rue du Maréchal-Joffre, B. P. 421, 27400 EVREUX.

### Directeur commercial

### Le Crédit Mutuel de Maine-et-Loire

Notre Fédération en fort développement recherche un directeur et renforce son équipe de direction.  
Membre du comité directeur, vous participerez aux réflexions sur les orientations de notre Fédération. Vous négociez à haut niveau avec nos partenaires (banquiers, administrations...).

Vous reconstruirez nos administrations éparpillées, pour répondre à leurs attentes, faciliter leur action et expliquer les décisions.  
Admission du réseau (125 communes) vous mettra en contact avec le service marketing et d'une équipe de cadres, de définir et mettre en place une politique commerciale offensive (développement, structure, risques, communications publicitaires).

De formation supérieure, 35 ans minimum, vous posséderez une bonne connaissance bancaire. Homme de contact et de terrain plus que d'étude, vous êtes un commercial de poids avec en plus, l'ambition et l'esprit de synthèse nécessaires à ce poste.  
Notre Conseil d'Administration vous remercie de lui faire sous la référence 680 - CAPFOR - 9, rue Césaire Port - 49000 ANGERS.

**CAPFOR**  
PARIS - MONTPELLIER - LYON - NANTES - BREST - MONTAUBAN

### STUNZI FRANCE S.A.

GRUPE DE SOCIÉTÉS TEXTILES  
INTERNATIONALES  
PARIS, LONDRES, ZÜRICH, NEW-YORK

recherche

### DIRECTEUR MARKETING FRANCE + EXPORT

Le candidat qui occupe une position similaire devra prouver son expérience et sa réussite.  
Il dépendra du Président du Groupe.  
Anglais + allemand exigés.  
Autres langues appréciées.

Poste à pourvoir rapidement à Paris.  
Nombreux déplacements France, Étranger.  
Salaire en fonction expérience et valeur.

Adresser curriculum vitae complet avec photo à :  
M. LEVENES, STUNZI,  
101, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

### emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

### UN MANAGER D'ENVERGURE INTERNATIONALE

pour assumer le poste de  
**DIRECTEUR COMMERCIAL  
FRANCE & EXPORT**

est recherché par une Société Stéphanoise à dimension européenne développant des techniques d'injection de conception américaine et française.  
C'est un homme ayant impérativement une formation technique (ingénieur ou technicien) « très à l'aise » en technique ayant de préférence une expérience dans la fabrication industrielle plastique. Il considère la vente dont il a une expérience appuyée tant en homme de terrain qu'en tant que leader d'une équipe, comme un jeu où il réussit.  
Il maîtrise aisément l'anglais (indispensable pour les U.S.A.) et parle couramment allemand.  
Il sera basé à Bagnole d'où il animerait une équipe de dix personnes composant les réseaux France-Nord, France-Sud et Export.  
Il déterminera avec le dirigeant la politique commerciale France et Export.  
Enfin, il sera à pied d'œuvre, opérationnel dès le 1<sup>er</sup> Octobre pour l'exposition de Düsseldorf.

ÉCRIRE avec C.V. + lettre d'accompagnement + photo à  
Cabinet 8 C - 37, rue de Lille 75007 PARIS - Tél. : 260.97.55  
CONSEIL - Recrutement.

du service de l'Homme et de l'Entreprise

### emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

### jeune ingénieur débutant AGRO - ENSIA, ENSAIA

AFRIQUE NOIRE

Un important groupe Brassicole implanté en Afrique Noire recherche jeune ingénieur débutant pour compléter son équipe systèmes, Méthodes et Procédés.

Après formation en France, il se verra confier la mise en place et le développement dans des unités, de l'ensemble des plans de gestion et des procédés.

Les rendez-vous auront lieu à Paris à partir du 26 juillet.

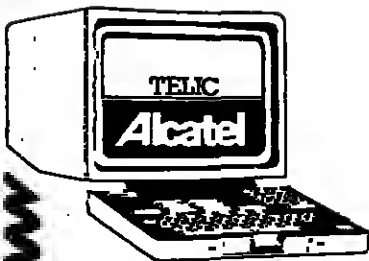
Envoyer C.V. sous référence 9169-M à Mamrègies qui transmettra.

**Mamrègies**  
3 RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

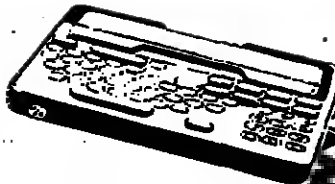


### TELIC-ALCATEL

Nous sommes les premiers en France et l'un des premiers dans le monde sur le marché du téléphone et de la communication privés (télématique, bureautique, électronique grand public). Une croissance rapide nous permet d'atteindre aujourd'hui le milliard de Francs de chiffre d'affaires.

La qualité des hommes de TELIC est le moteur de son développement.

Vous avez la même activité et le même goût d'entreprendre, venez nous rejoindre à Strasbourg au sein de notre



### DIRECTION TECHNIQUE

Nos 250 Ingénieurs et Techniciens peuvent se prévaloir d'avoir réalisé la première gamme de PABX électroniques en Europe, le premier intercom-électronique, le terminal télématique Minitel, le premier poste électronique nouvelle génération homologué par les PTT.

Ils développent actuellement une gamme d'autocommutateurs de nouvelle génération et un ensemble de terminaux téléphoniques et bureautiques.

A cette fin, ils mettent en œuvre des techniques avancées telles que : commutation et transmission numériques, traitement de la parole, vidéo, micro-informatique, systèmes à architecture répartie, logiciel temps réel, logiciel de base, langages de haut niveau, environnement de génie logiciel.

Pour cela, ils disposent d'outils et de moyens d'aide à la conception très performants tels un centre de CAO, plus de 50 machines de développement, un centre de calcul puissant.

L'entreprise s'est dotée de sa propre équipe de conception de VLSI et intègre dans ses produits, en 1983, plus de 450 000 microprocesseurs 4, 8, et 16 bits.

Si vous êtes intéressés par le développement de nos projets (autocommutateurs de nouvelle génération, applications télématiques et bureautiques), venez renforcer nos équipes actuelles et construire, avec elles, l'avenir de Télec-Alcatel.

### RESPONSABLES DE PROJET

Vous avez une première expérience dans la conception matériel ou/et logiciel de systèmes ou produits électroniques et vous avez déjà animé une équipe d'ingénieurs et de techniciens.

Nous vous proposons de devenir l'un de nos responsables de projet.

A la tête d'une équipe pluridisciplinaire (matériel/logiciel) d'environ 10 personnes, vous aurez pour mission d'animer l'étude et le développement d'un de nos futurs produits.

### INGENIEURS ELECTRONICIENS-PHYSICIENS

DEBUTANTS OU AYANT UNE PREMIERE EXPERIENCE

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole ou titulaire d'un doctorat de 3ème cycle de Physique. Vous êtes particulièrement intéressé par les technologies LSI et des VLSI.

Nous vous proposons :

- de réaliser des études de prospective technique et des expertises dans nos équipes de technologie
- ou bien d'animer l'une de ces équipes.

Technologie de pointe. Economie de conquête. Contexte socio-culturel très évolutif, font de TELIC-ALCATEL une entreprise ouverte et éboulante.

Notre principal capital est la « matière grise » et notre expansion se fait principalement par elle.

C'est la meilleure garantie pour un Ingénieur de rester « up to date » et de se voir proposer d'intéressantes et rapides évolutions de carrière.

A 25 km de la forêt des Vosges et à 200 km des Alpes Suisses, Strasbourg, carrefour de l'Europe, vous offrira le reste, c'est à dire une vie culturelle intense dans une région de tradition et d'équilibre : L'Alsace.

Vous vous reconnaissez dans l'un des postes proposés, et vous pensez avoir le profil TELIC, adressez, en prélude à notre rencontre, votre curriculum vitae, en indiquant le poste choisi à Bernard CAMMAS, Directeur du Personnel, qui vous assure une totale confidentialité.



TELIC ALCATEL  
206, route de Colmar, BP 57  
67023 STRASBOURG CEDEX.

## Chef de projet à Angers

Votre expérience en mécanique vous a conduit, une fois acquise une formation d'ingénieur type A & M, à maîtriser parfaitement les problèmes que l'on rencontre, tant à la planche que lors des essais, lorsque l'on conçoit des engins nouveaux.

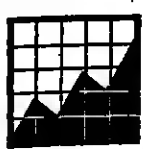
Les techniques auxquelles il est fait appel, asservissements, mécano-soudure, mécanique, hydraulique et transmissions, n'ont pas de secret pour vous. Tout ceci bien assimilé, vous souhaitez accéder aux responsabilités plus globales de véritable chef de projet. Votre esprit d'initiative, votre goût des contacts en plus de votre qualification technique trouveraient à s'y exercer plus largement.

C'est la responsabilité complète de la conception et l'amélioration de produits nouveaux que vous confiera à Angers cette PMI, leader dans sa branche, promise à un fort développement tant en France que sur les marchés internationaux. Vous rejoindrez une équipe très motivée et fière de ses réalisations passées mais qui compte sur votre acquis technologique.

Les consultants du cabinet de recrutement CLEAS étudieront avec discrétion votre adéquation à ce poste. Ecrivez leur rapidement sous référence 8328 LM.

### CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS



### DIRECTIONS

IMPORTANT GROUPE DE CONSTRUCTION METALLIQUE recherche pour une de ses unités de production (C.A. 40 millions de F. - 120 personnes)

### UN DIRECTEUR

Ingénieur diplômé grande école : CENTRALE, A.M., I.N.S.A. ou équivalent.

Il prendra en charge :

- la gestion complète et l'animation de cette unité,
- le commandement, l'organisation technique et commerciale.

Ce poste est à pourvoir dans la région

LYON-ALPES.

Adresser C.V. s/réf. 8351 à

PIERRE LICHAD S.A. - BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

### REGION PROVENCE - COTE D'AZUR

Société « Leaders » pour la fabrication de composants en béton précontraint et béton armé pour le BATIMENT, filiale d'un groupe industriel français important

recherche son

### RESPONSABLE DE PRODUCTION

Vous êtes Ingénieur diplômé grande école (INSA Génie Civil, E.S.I.M., ENSAIS, etc...) vous avez une expérience bâtiment ou chantier. Nous vous proposons d'être le responsable de production de cette usine (une quarantaine de personnes). Vous gèrerez les tableaux de bord Production et assurerez le bon fonctionnement du service entretien et ordonnancement. Connaissance de l'arabe appréciée.

Adresser CV, prétentions et photographie sous N° 8912 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS - qui transmettra

190.000 et +

REGION DE NICE

## INGENIEUR

FORMATION GRANDES ECOLES

(Centrale, Mines, Sup. Elec., HEC, I.S.A. etc...)

Nous sommes l'un des premiers groupes français privés de prévoyance. Nos domaines sont largement diversifiés :

DE L'ASSURANCE COLLECTIVE AU TOURISME SOCIAL

Grâce à des techniques avancées de traitement de l'information, nous avons acquis une position prééminente en matière de résultats de gestion et de qualité de service.

Nous recherchons 1 INGENIEUR (même débutant) intéressé par un poste de responsabilités en organisation, pour le pilotage de projets de développement.

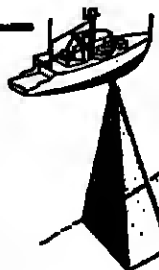
Connaisseur ou capable d'acquies rapidement la maîtrise des techniques d'organisation utilisant l'informatique et la bureautique.

Pour les débutants, la rémunération annuelle ne sera pas inférieure à 160.000 Fns, pour les autres, elle sera fonction de leur expérience.

Importantes possibilités d'évolution tant en responsabilités qu'en rémunération.

Les candidats de la région parisienne seront reçus à Paris.

Envoyer lettre manuscrite C.V. et photo en précisant la référence 9992 à VALENS CONSEIL, BP 359 - 75064 PARIS Cedex 02



### THOMSON-CSF

La DIVISION des ACTIVITÉS

SOUS-MARINES à BREST,

recherche un

INGENIEUR

COMMERCIAL EXPORT

VOUS : - êtes Ingénieur Grandes Ecoles

- avez entre 30 et 35 ans

- orientez votre carrière vers les activités commerciales

- parlez et écrivez couramment l'anglais

- préparez efficacement vos déplacements, exposés, et documents.

NOUS : - offrons un poste d'Ingénieur Commercial Export dans un

secteur de pointe qui exige de bonnes connaissances en électronique

et en acoustique pour matériels militaires.

Ce poste implique :

- la préparation et la réalisation d'exposés et de propositions

complets ;

- des déplacements à l'étranger pour prospection et soutien de

vos propositions.

Envoyer CV, photo et prétentions à THOMSON-CSF - Division des Activités

Sous-Marines, Route du Conquet, 29283 BREST CEDEX.



LES LABORATOIRES

MERCK SHARP & DOHME CHIBRET

recherchent

### UN JEUNE DIPLOME ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE

OU DE L'UNIVERSITE DES SCIENCES ECONOMIQUES, OPTION GESTION ou EQUIVALENT

Une première expérience professionnelle est souhaitable.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Il sera chargé de la mise en place de l'ensemble des procédures

comptables et de leur application.

Le poste est à pourvoir à CLERMONT-FERRAND et devrait

permettre à un élément de valeur d'évoluer dans l'entreprise.

MSD

MERCK

SHARP

DOHME

CHIBRET

Merci de bien vouloir adresser un curriculum vitae manuscrit et une photographie d'identité à la Direction du Personnel 200, Bld Etienne Clémentel 63018 Clermont-Ferrand Cedex.



1ER FABRICANT FRANCAIS D'EQUIPEMENTS POUR L'AUTOMOBILE PARTENAIRE RECONNU DES CONSTRUCTEURS MONDIAUX

28500 PERSONNES - C.A. 8 MILLIARDS DE FRANCS

recherche

### INGENIEUR SERVICE ACHATS

Matériaux de Friction France - VALEO (CONDE SUR NOIREAU - 14)

Diplômé Grande Ecole Ingénieur Généraliste ou mécanicien. Vous prendrez en

charge les négociations importantes (prix, qualité, délai) et les achats de

matières premières et de matériels techniques pour les trois usines de cette

Division. Ce poste implique de fréquents déplacements en France auprès des

fournisseurs. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser lettre, CV, prétentions et photographie

en indiquant la référence 50869 à VALEO Service Recrutement I. & C.

43, rue Bayen - 75017 PARIS - en n'oubliant pas la référence du poste

مكازم العمل



REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## SPOT IMAGE

Société chargée de commercialiser des images fournies par des satellites d'observation de la terre, recherche pour son établissement de TOULOUSE

### INGENIEUR INFORMATICIEN

Ayant une formation supérieure et une expérience d'au moins cinq ans dans la conception de systèmes de traitement d'images ou de données multidimensionnelles.

Il participera à la définition d'un système informatique de traitement numérique des images à base de minicalculateurs, suivra sa réalisation et sa mise en service, puis son exploitation en assurant le contact avec les utilisateurs pour définir et réaliser les traitements dont ils auront besoin.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est nécessaire.

Envoyer lettre manuscrite + CV + prétentions à : SPOT IMAGE, 18, avenue Edouard Belin, 31055 TOULOUSE Cedex.

## le Marketing de Produits Industriels

Les produits de BSN-EMBALLAGE - 4,1 Md de F de CA, 10.000 personnes - sont principalement des bouteilles et des pots en verre.

Les marchés de ses clients sont ceux de la grande consommation alimentaire, notamment les boissons (bières, vins, boissons gazeuses...) et autres produits nécessitant un emballage en verre (confitures, moutardes, aliments pour bébés...).

La fonction Marketing doit donc élaborer une stratégie tenant compte à la fois du caractère industriel du produit et des besoins des marchés de la grande consommation auxquels ce produit est destiné.

Le Chef de Produits que nous recherchons se verra confier la mission d'élaborer, proposer et suivre la stratégie marketing des produits destinés aux marchés des liquides alimentaires autres que le vin : bières, boissons gazeuses, jus de fruits, sirops, liqueurs...

Il aura de plus la responsabilité d'étudier l'opportunité du lancement d'un produit nouveau, représentant une innovation importante dans le domaine de l'emballage en verre.

Ce poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement commercial supérieur, ou d'école d'ingénieur avec formation complémentaire type CESMA, IAE, possédant une expérience de 3 à 5 ans acquise dans le marketing et/ou la vente de biens industriels.

Une réussite significative dans ce poste peut ouvrir à son titulaire des perspectives d'évolution motivantes dans la fonction Marketing/Vente et dans le GROUPE BSN.

Le poste est basé à Lyon.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. E 35 M en précisant rémunération actuelle à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Théran - 75381 Paris Cedex 08.

## Centrale, Mines, A.M. Débutant

La Société GERVAIS DANONE FRANCE - 3,1 Md de F de CA, 4400 personnes, 7 usines - offre un poste formateur et évolutif à un jeune Ingénieur Généraliste désireux de commencer sa carrière en usine.

Il se verra confier au départ des responsabilités d'entretien au sein de l'usine de Ferrières-en-Bray en Haute-Normandie. C'est un établissement de 470 personnes, en fort développement, pour lequel est défini un plan important d'extension.

Rattaché au Responsable Entretien et Travaux Neufs, il animera une équipe chargée de l'entretien d'un secteur de production assez fortement automatisé (fabrication de fromages frais). Parallèlement, il recevra une solide formation aux techniques et technologies mises en œuvre ainsi qu'à l'encadrement de personnel.

Il évoluera ensuite au sein de la société en fonction de son potentiel, de ses goûts et aptitudes.

Ce poste s'adresse donc à un jeune ingénieur généraliste désireux d'intégrer une société leader sur son marché, à la pointe du progrès technique et technologique dans son domaine d'activité.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. R1M à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Théran - 75381 Paris Cedex 08.

GROUPE INTERNATIONAL LEADER SUR SON MARCHÉ recherche pour son centre de production situé dans le Nord 59

## UN CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

dépendant hiérarchiquement du Directeur Informatique France

**MISSION :** - Il étudiera, dirigera, et coordonnera la mise en place de nouveaux systèmes informatiques en relation avec les utilisateurs. - Il s'assurera que ceux-ci s'intègrent dans la politique de l'ensemble des systèmes existant dans le groupe. - Il apportera son concours aux utilisateurs.

**PROFIL :** - Nous souhaitons intégrer un candidat ayant au minimum 3 ans d'expérience professionnelle en tant qu'analyste confirmé ou sein d'une importante société industrielle. - De formation supérieure (ingénieur ou équivalent), le candidat aura l'expérience de la négociation à haut niveau et la maîtrise de la langue anglaise. - Des perspectives d'évolution sont envisagées pour un candidat de valeur.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature complet (C.V. + photo) sous la référence 2720 M à :

PUBLICSCOPE JUNIOR, 13 rue Royale 75008 PARIS (qui tr.) 742.44.10

Importante Société d'engineering recherche pour sa filiale située dans le VAL DE LOIRE

## RESPONSABLE ADMINISTRATIF

Ce collaborateur, de 30 ans environ, aura pour mission essentielle de contrôler la bonne marche administrative de la filiale. Il établira et contrôlera les conditions administratives et financières des commandes de matériels techniques, il suivra les règlements des retenues de garantie et aura la responsabilité du contentieux et des assurances. La candidate recherchée peut venir d'une école de commerce ou posséder une formation universitaire axée sur la gestion. Une première expérience d'au moins 3 ans dans un domaine identique est souhaitée. Cet établissement offre un excellent climat de travail et d'importantes perspectives d'évolution pour un candidat dynamique, bon négociateur, ayant le souci de la rigueur et doté d'un solide bon sens.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo + rémunération actuelle ou demandée à :



140 rue de la Croix Nivert 75015 Paris



Pour son unité de production de matériel de connexion et de raccordement située à VRIGNE AU BOIS (Ardennes) recrute

## un adjoint au responsable de la production

Il sera responsable des différents aspects de la gestion de la production (organisation d'atelier, programmation de fabrication, gestion des stocks, etc...) d'un atelier de découpe fine, de moulage plastique de tôlerie et de peinture.

Nous recherchons un INGENIEUR diplômé Grande Ecole ayant une expérience de 3 à 4 ans en atelier de fabrication.

Adresser CV, photo et prétentions à CIT ALCATEL Service Recrutement et Orientation - 10, rue Latéopère 78140 VILLIERS VILLACOUBLAY, sous réf. DG

Sté d'ingénierie bâtiment T.C.E. France et exportation

recherche

## INGENIEUR D'ETUDES

POUR LA REGION RHONE-ALPES

- Minimum 3 ans d'expérience.
- Génie Civil avec si possible connaissances informatiques.
- Bonne connaissance de l'anglais.
- Possibilités de déplacements courts et moyenne durée.

Ecrire sous n° T 041.304 M REGIE-PRESSE, 95 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Filiale d'un des premiers Groupes industriels français leader dans sa branche automatise programmables recrute

## chef d'agence

Résidence LILLE

Il aura la responsabilité d'un secteur géographique en ce qui concerne la prospection, le vente et les études de marché. De formation ingénieur en électronique ou électrotechnique, il aura une expérience dans la vente de Biens d'équipement d'au moins 5 ans.

Ecrire avec CV, photo et prétentions s/réf. 74393C.A. à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

Grande distribution

## Les comptes d'un hyper entre vos mains

Région Lyonnaise

Voilà un job intéressant pour un excellent technicien de la comptabilité qui a une solide formation de base, souhaite développer sa carrière et apprendre son métier.

Les opportunités de carrière existent et sont vivement encouragées par l'entreprise. Mais attention, il faut du courage pour travailler le samedi et des qualités de commandement pour commander avec soi une équipe.

Si vous êtes un de ceux-là, écrivez sous réf. 587-06 à notre Conseil :

ONOMA - Tour Cédex Lyonnaise 69-631 Lyon Cedex 03 (confidentialité, réponse assurée)



## Ingénieur

Arts et Métiers ou Equivalent

Notre Imprimerie (300 personnes), située dans une ville agréable du Centre Ouest, dans le cadre de sa restructuration, recherche son RESPONSABLE PREPARATION France Imprimerie. Homme chef du développement de l'imprimerie vers des techniques nouvelles, responsable des services photo-composition, photogravure, il encadre 100 personnes.

Il lui faut de bonnes connaissances en informatique, ou électronique, une expérience de quelques années où il a su montrer qu'il savait organiser, apporter des idées nouvelles en restant proche du terrain. Ce challenge, dans une imprimerie qui a su donner les moyens de sa compétitivité, doit vous intéresser.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., sous référence 83729 M à Madame Claude FAVEZEAU



13 bis, rue Henri Monnier 75008 PARIS



recherche pour son département commercial COLOMIERS (HAUTE GARONNE)

## SPECIALISTE PRODUITS

Il aura pour mission d'assurer la promotion technique et commerciale des connecteurs importés.

Il assistera techniquement les ingénieurs de vente et assurera les liaisons avec les sociétés CANNON à l'étranger. Ce poste nécessite une formation technique BTS ou IUT, une expérience de quelques années en bureau d'études ou commercial, une bonne pratique de la langue anglaise.

Poste à pourvoir immédiatement.

Envoyer CV et prétentions à CONNECTEURS CANNON BP 320 - 31773 COLOMIERS CEDEX.



## BULL-SEMS Grenoble

Nouveau pôle de la mini-informatique française, nous bâtissons les super-minis de demain pour les applications industrielles (robotique, process, FAO...), scientifiques (calculs, DAO, CAO...) et de gestion.

Notre direction technique (300 ingénieurs et techniciens) a donc besoin de se renforcer en matière grise.

## Ingénieurs électroniciens et/ou informaticiens,

vous avez acquis une solide compétence informatique soit côté matériel en faisant du développement sur mini-micros, soit côté réseaux sur les protocoles des couches hautes, soit côté logiciels de base, sur UNIX par exemple, soit côté langages avec LISP ou PROLOG.

Nous donnons à des fonceurs-réalisateur les moyens de faire fructifier leur imagination.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire sous référence 881/LM à « Carrières de l'informatique ».



ALEXANDRE TIC SA 7, RUE SERVIENT - 69003 LYON PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

## créer la fonction industrialisation : un challenge pour un jeune ingénieur...

RÉGION D'ORLÉANS 150 à 170 000 F

UN DES LEADERS FRANÇAIS DE LA BATTERIE AUTOMOBILE ET INDUSTRIELLE (1 500 PERSONNES, 450 M<sup>2</sup> DE CA) RECHERCHE :

### un ingénieur industrialisation

Sous l'autorité du Directeur Technique Batteries, il a pour missions de : concevoir et étudier les produits nouveaux (dessin des éléments, analyse de la valeur, amélioration des processus de fabrication, etc.) ; superviser la réalisation des prototypes et les essais ; élaborer des nomenclatures.

Travaillant d'abord seul, il devient progressivement le véritable "patron" de l'industrialisation. Il anime alors un Bureau d'Études (cinq personnes) et privilégie les relations techniques de haut niveau avec les constructeurs.

Ce poste est destiné à un jeune ingénieur génie chimique ou électrochimie, ayant travaillé pendant au moins trois ans dans un service études et méthodes ou industrialisation de l'industrie chimique. Il a une personnalité affirmée et des qualités relationnelles qui lui permettent de bien communiquer avec le Marketing, le Contrôle-Qualité, la Production...

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre candidature à Jeanne FAIVRE d'ARCIER sous la réf. 313 LM.

Jacques fixier s.a.  
7 rue de logelbach, 75017 paris



membre de syntec

## ERGONOMIE AMENAGEMENT INDUSTRIEL

En collaboration avec divers corps de métiers (Architectes : Décorateurs...), il sera « Maître-d'Œuvre » pour la construction de nos futurs bâtiments et responsable de la conception, de la réalisation des espaces intérieurs (existants et à venir) ce qui implique la prise en compte des données techniques et psychosociologiques spécifiques à chaque situation ou problème.

HEWLETT PACKARD, c'est une très forte croissance, un secteur technologique de pointe et d'avenir (l'Informatique), des unités à taille humaine, un cadre social vivant, le souci d'investir sur les hommes.

Si vous souhaitez travailler en conciliant l'autonomie, les responsabilités et la qualité de la vie, si vous avez une bonne expérience dans ces domaines soit en entreprise soit en conseil, écrivez sous référence EC/026 à Claire BACHELARD, Département du Personnel, 5 avenue Raymond Chanot, 38320 EYBENS.



HEWLETT  
PACKARD

GRENOBLE

### SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

CHARGÉ DE LA COORDINATION  
DE L'ENSEMBLE DES SERVICES  
DE L'ASSOCIATION :

- accueil, hébergement ;
- formation permanente ;
- information sur la formation ;
- documentation et appui pédagogique.

Et des relations avec la structure associative et les organismes extérieurs.

Niveau universitaire de Maîtrise (Bac. + 4) ou solide expérience professionnelle et une formation permanente.

Le salaire annuel  
ne sera pas inférieur à 145.000 F.  
Logement de fonction.

Envoyer curriculum vitae, photo, lettre manuscrite  
AVANT LE 20 JUILLET 1983 à :

M. le Président de l'A.D.P.S.,  
176, rue Sainte-Rose, 73000 CHAMBERY.

Un profil de poste détaillé sera adressé sur demande aux candidats.

### BERTIN & Cie

recherche pour sa  
DIVISION AUTOMATIQUE,  
INFORMATIQUE ET OPTIQUE  
installée à AIX LES MILLES  
(Z.I. d'AX EN PROVENCE)

### UN JEUNE CADRE ADMINISTRATIF (1<sup>ère</sup> EXPERIENCE APPRECIÉE)

chargé d'assister le Responsable du Contrôle de  
Gestion, en particulier dans les domaines suivants :  
• contrôle budgétaire (suivi des contrats, analyse  
des résultats),  
• supervision de la facturation Clients,  
• organisation de la fonction Achats.

Envoyer C.V. et rémunération souhaitée s/réf. 888  
à M<sup>me</sup> DUFOURMANTILLE  
BERTIN & CIE  
BP 3 - 78373 Plaisir Cédex.

### SOCIÉTÉ CHIMIQUE (60 PERSONNES) RÉGION SUD-EST

recherche pour son  
Service Fabrication

### INGÉNIEUR CHIMISTE DIPLOMÉ

Expérience minimum 10 ans fabrication, ou mise au point  
industriel en chimie organique fine,  
Méthodique, sens du contact.

Env. lettre man., C.V. détaillé et photo s/réf. T 041.353 M.  
Régie Presse, 85 bis, rue Riquart, 75002 PARIS.  
Discrétion assurée.

PMI DE MOSELLE  
(250 personnes)  
filiale d'un grand  
groupe national  
recherche

### CHEF DE SERVICE ENTRETIEN TRAVAUX NEUFS

Ingénieur électromécanicien,  
6 ans d'expérience au moins.  
Possibilité d'évolution  
de carrière dans la Société  
et dans le Groupe.

Adresser curriculum vitae  
manuscrit et prétentions  
à Monsieur JANSSEN  
110, rue de la République  
52800 Puteaux.

AGENCE D'URBANISME  
FRANCHE-COMTE  
recrute au 1<sup>er</sup> septembre  
**ARCHITECTE  
URBANISTE**

(5-8 ans d'expérience)  
milieu urbain et péri-urbain.  
Etude préalable  
et prix opérationnels.  
Adresser demande manuscrite,  
photo, C.V. à A.U.U.B.,  
Café administrative Vauban  
80000 Belfort.

Ecole nationale supérieure  
d'arts et métiers d'Angers  
recherche

**INGÉNIEUR**  
pour enseignement de la fon-  
dation aux élèves ingénieurs, théo-  
rie et pratique. Situation de  
fonctionnaire de l'éducation na-  
tionale. 11.000 F/an av. av. av.  
plus selon ancienneté. C.V.,  
photo et 100 F. à Monsieur ELL-  
SAM, BP 3525, 49035 Angers.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

### INFORMATIQUE DE LA RESPONSABILITÉ DE PROJETS... ... A L'AUDIT

Notre division Audit Informatique de  
l'Inspection Générale propose à un Chef  
de Projet Informatique, confirmé dans le domaine  
bancaire, d'évoluer vers de nouvelles responsabilités

### AUDITEUR EN INFORMATIQUE

Au sein d'une équipe dynamique, vous serez chargé  
de participer activement à des missions auprès des  
Centres Informatiques du Groupe, visant à évaluer la  
sécurité, la fiabilité et l'efficacité des systèmes mis en place.

Vous possédez une formation supérieure et  
une expérience de 5 années au minimum.

Ce poste basé à Paris nécessite des déplacements  
de moyenne durée en Province (1/3 de temps).

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (CV+ lettre manuscrite+ photo)  
sous Réf. 401 M à D.R.H.-C.N.C.M. 88 rue Cardinet 75017 PARIS

Crédit Mutuel

ASEA Groupe suédois de construction  
électronique recherche pour sa  
filiale CARRIER - KHEOPS BAC  
spécialisée dans les connecteurs  
électroniques industriels un

### RESPONSABLE COMMERCIAL 200.000 +

pour lui confier la responsabilité du lancement en  
France d'un produit de réputation internationale  
auprès de grossistes en électricité.  
Par la suite, il assurera la promotion et la direction  
des ventes de ce produit.

Il sera appuyé dans son action par l'équipe tech-  
nico-commerciale et une campagne publicitaire.

Ce poste s'adresse à un diplômé d'école de com-  
merce (HEC, ESSEC...) ayant acquis une première  
expérience de quelques années de vente auprès de  
grossistes de préférence dans le même domaine.

Anglais indispensable.

Pour un premier contact, écrire avec C.V. et  
rémunération actuelle, sous réf. 392 M à  
Catherine ROZES

plein emploi  
10, rue du Mail - 75002 PARIS  
Conseils en Ressources Humaines

### Banque La Hénin La Banque-orchestre de l'immobilier recherche

### JEUNES DIPLOMÉS HEC - ESSEC - ÉCOLES SUPÉRIEURES DE COMMERCE pour constituer sa "pépinière" de cadres commerciaux

Après une formation d'un an minimum comportant un stage de plu-  
sieurs mois en Province, ils seront intégrés dans le réseau commercial  
Province et Région Parisienne où ils exerceront une activité commer-  
ciale "sur le terrain".  
Les candidats seront sélectionnés en fonction de leur dynamisme et de  
leur motivation pour une vie active axée sur les résultats commerciaux.  
Une carrière très ouverte leur est offerte, liée à une mobilité géographi-  
que périodique indispensable à leur promotion au sein de la Société.

Date du début de la formation : mi-Septembre 1983

Adresser curriculum-vitae et photo au  
SERVICE RECRUTEMENT - B.L.H.  
16, r. de la Ville l'Évêque 75008 Paris



L.E.R.S. LABORATOIRES D'ÉTUDES ET  
DE RECHERCHES SYNTHÉLABO  
recherche pour son Groupe DOCUMENTATION

### Documentaliste scientifique HF

Le candidat devra avoir une formation universitaire (PHARMACIEN,  
MAÎTRISE EN BIOLOGIE OU EN CHIMIE) et justifier d'une expérience  
d'un an ou moins dans l'interrogation de bases de données externes  
et de la fonction de documentaliste.

De bonnes connaissances de l'anglais scientifique écrit sont égale-  
ment indispensables.

Les candidatures, qui seront examinées confidentiellement,  
sont à adresser à : L.E.R.S. Département Administratif et  
Technique 58-60, rue de la Glacière 75013 Paris.



Centre Scientifique et  
Technique du Bâtiment  
recherche pour Paris :

### UN INGÉNIEUR ÉCONOMISTE GRANDE ÉCOLE

(Paris, A.M., T.P., Mines...)  
+ 2<sup>ème</sup> ou 3<sup>ème</sup> cycle en économie,  
gestion ou marketing (Réf. 83-84)

- Diplômé(e) ou 2-3 années d'expérience.
- Anglais nécessaire. Connaissances en génie clima-  
tique appréciées.
- Sens du contact et aptitude à l'expression écrite.

Au sein d'une équipe dynamique, il aura la responsa-  
bilité d'études dans le domaine de l'Economie de  
l'Énergie.

### UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

(Centrale, Mines, A.M.,...) (réf. 83-85)

- Quelques années d'expérience.
- Anglais indispensable, 2<sup>ème</sup> langue appréciée.
- Formation complémentaire ou expérience appor-  
tée en marketing ou organisation.
- Bonne aptitude à la communication.

Intéressé par la veille et la prospective technologique  
dans le domaine du bâtiment et des industries  
concernées, il aura la responsabilité, au sein d'une  
petite équipe, d'analyser diversifiées dans tous les  
domaines touchant le bâtiment.

Adresser lettre manuscrite, C.V. avec photo  
et prétentions à : Monsieur URIEN C.S.T.B.  
4, avenue du Recteur Poincaré 75782 PARIS Cédex 10

SOCIÉTÉ DE FABRICATION D'INSTRUMENTS  
DE MESURE (91) MASSY

recherche pour ses services « études »

### INGÉNIEUR- ELECTRONICIEN- AUTOMATICIEN

- débutant ou première expérience.
- diplômé SUPELEC, ENSI etc...

Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence 8321  
Direction des Affaires Sociales, B.P. 74 - 91301 Massy Cedex

مكتبة النخيل



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## Commercialiser des appareils scientifiques de haute technologie

### Opportunités pour 4 ingénieurs technico-commerciaux

LKB, filiale française d'une société suédoise, est spécialisée dans l'appareillage scientifique. Nous commercialisons nos produits de haute technologie auprès des laboratoires de recherche des sciences de la vie. Pour faire face à notre développement rapide, nous recherchons 4 ingénieurs technico-commerciaux :

#### • 2 responsables régionaux.

Vous prendrez en charge la gestion commerciale de votre secteur. Votre mission comportera ainsi les aspects suivants : prospection, commercialisation de l'ensemble de notre gamme, formation et assistance à notre clientèle.

Des connaissances en chromatographie liquide, en techniques électrophorétiques ou en comptage nucléaire et bioluminescence sont indispensables pour mener à bien votre mission.

(réf. M/1)

#### • 2 responsables d'une des lignes de produits suivantes :

- techniques électrophorétiques et luminescence,
  - chromatographie liquide HPLC, analyse d'acides aminés.
- Intégré à l'équipe de vente, vous serez chargé de promouvoir votre ligne de produits sur l'ensemble de la France. De plus, vous assurerez des séminaires, démonstrations et formation auprès de notre clientèle. De solides connaissances dans la discipline concernée sont nécessaires pour développer votre ligne de produits (réf. M/2).

Vous êtes éventuellement débutant et fortement motivé par la vente. Vous parlez si possible, l'anglais. Le dynamisme, le sens des responsabilités ainsi qu'une grande disponibilité constituent vos atouts majeurs. Nous sommes prêts à vous confier 4 postes qui, basés à Orsay, s'étendent chacun sur Paris et la province. Votre rémunération sera fonction de votre expérience et de votre potentiel. Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence choisie à

**LKB Instruments S.A.**  
69, rue de Paris - B.P. 29  
91404 ORSAY CEDEX.

## Direction financière

Nous sommes la filiale française d'une multinationale dont les activités couvrent deux secteurs différents : les biens d'équipement de bureau et les systèmes de marquage. Nos effectifs en France regroupent 120 personnes et notre chiffre d'affaires est de 70 millions de francs.

Notre directeur général souhaite s'adjoindre un directeur financier : il aura donc pour mission de structurer et d'organiser la fonction financière en développant les procédures actions et études nécessaires. Ses responsabilités s'étendront sur les services comptabilité, informatique et administration des ventes ; il dirigera une équipe d'environ 30 personnes.

La poste est à pourvoir rapidement à notre siège situé dans la banlieue Est de Paris ; il s'adresse à un cadre bilingue anglais qui aura démontré au cours d'une première expérience les compétences et qualités inhérentes à la fonction.

Nous avons chargé les consultants du Cabinet INFRAPLAN d'étudier avec attention et confidentialité les candidatures qui seront adressées sous référence DS/18.

**INFRAPLAN** Conseil en Recrutement  
Paris Nantes  
83, bd Raspail - 75006 PARIS  
MEMBRE DE SYNTec

## « Une » analyste-programmeur

Nous sommes une P.M.E. parisienne créée voici une trentaine d'années et leader sur notre marché : prestation de service dans le domaine du contrôle et de la régulation des nuisibles.

Rattachée à la direction générale et bénéficiant d'une large autonomie, les responsabilités de l'analyste-programmeur que nous recherchons couvriront :

- la mise en place de nouvelles applications de gestion auprès des utilisateurs ;
- la conception et la réalisation de traitements informatiques ;
- l'exploitation du système (mini-système supportant un réseau de terminaux locaux et à distance).

Nous pouvons envisager pour cette fonction une collaboratrice même peu expérimentée.

Poste à pourvoir immédiatement. Merci d'adresser C.V. + prétentions sous référence NC/29 à notre Conseil qui traitera chaque candidature avec attention.

**INFRAPLAN** Conseil en Recrutement  
Paris Nantes  
83, bd Raspail - 75006 PARIS  
MEMBRE DE SYNTec

## Degrémont

LEADER MONDIAL DU TRAITEMENT DE L'EAU.

L'activité essentielle de notre société est la conception, la réalisation et la mise en route de stations de traitement d'eau. Nous réalisons un chiffre d'affaire de plus d'un milliard de francs, dont près des deux tiers à l'export.

Afin de poursuivre notre développement, nous recherchons des

### JEUNES INGENIEURS DE PROJETS

Chargés d'élaborer, à partir d'un cahier des charges, une proposition répondant à un ensemble de contraintes techniques, commerciales et de rentabilité.

Dans une première période, qui durera au moins trois ans, ils auront à acquérir la connaissance de notre société et des techniques fondamentales qui leur permettront de prendre progressivement la responsabilité de projets de plus en plus importants.

Ensuite, ils pourront se tourner vers d'autres types de projets ou s'orienter, soit vers une fonction commerciale, soit vers une fonction d'exécution de projets.

Ces postes basés à RUEIL concernent des jeunes ingénieurs Grande Ecole (X, MINES, PONTS...).

Le développement international de notre société implique la maîtrise de l'anglais (et si possible de l'espagnol) ainsi qu'une réelle mobilité.

Adresser C.V., photo et prétentions à Laurence MALCORPI  
Relations du Travail - 183, avenue du 16 juin 1940  
92500 RUEIL-MALMAISON.

Société d'ingénierie informatique de 50 pers. recherche



Nous venons de lancer sur le marché le 1<sup>er</sup> Atelier logiciel intégré Français (SOFTPEN). Nos clients sont de grands groupes industriels. Nous recherchons des ingénieurs qui auront la charge de projets dans les domaines de l'avionique, la téléphonie, le génie logiciel et autres contrôles de process.

Dès votre entrée dans notre société, avant d'être affecté sur votre projet, vous recevrez un complément de formation à nos techniques. Méthode OPAL de conception de systèmes temps réel, de spécification, de programmation structurée par objets, avec utilisation de l'atelier logiciel SOFTPEN.

• Langage Pascal.  
• Introduction au langage ADA.  
Cette formation dispensée par nos ingénieurs aura lieu du 12 au 23 septembre 83 et du 3 au 14 octobre 83.  
Adresser votre candidature avec C.V. sous Réf. : M27 à  
LPI 26, rue du Renard 75004 PARIS.

### Les Parfums Jacomo

créent la poste de

### CHEF DE PRODUITS

Cette fonction nécessite à la fois des connaissances en marketing et techniques.

Il (elle) aura pour mission :

- de faire les études de marché qui détermineront les axes de développement "produits" ;
- d'améliorer qualitativement les produits existants ;
- de développer en étroite collaboration avec notre centre de production les nouveaux produits répondant à la stratégie d'entreprise.

Le poste reportera à la Direction Générale et pourra être évolutif en fonction de la valeur du candidat.

Une expérience à un poste équivalent d'au moins 5 années est nécessaire.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et salaire actuel à :  
Direction des Relations Sociales  
44, rue François-1<sup>er</sup> - 75008 PARIS

**LES FROMAGERIES BEL**  
recrutent

### JEUNE INGENIEUR A.M. ou ASSIMILE

Débutant accepté - dégage des obligations militaires.

Chargé de la gestion et de l'organisation des fluides (consommation, interventions sur facturation...).

Il aura un rôle de Conseil auprès des services généraux des Usines (10).

Le poste est basé à Paris avec de fréquents déplacements en France.

Adresser CV et rémunération souhaitée

Service du Recrutement  
Fromageries BEL  
4 rue d'Anjou 75008 Paris

## Jeune INGÉNIEUR RECHERCHE ENSIC + docteur ingénieur

### Lafarge Coppee

L.C. Rech. (Lafarge Coppee Recherche) a pour vocation avec plus de 200 personnes de mener des recherches de base et appliquées pour les différentes divisions du groupe.

Afin de constituer une nouvelle équipe, le Centre de Trappes propose un poste de jeune Ingénieur de Recherche, étude et développement des diagnostics de procédés industriels.

Il participera à la définition des études et moyens d'essais pour répondre à la demande en procédés de fabrication (ciments, bétons, plâtres...).

Les techniques mises en œuvre concernent surtout le transport de chaleur, de masse et de quantité de mouvement et les diagnostics physiques associés à la mesure de ces grandeurs.

Ce poste intéresse un Docteur-Ingénieur, de formation de base génie chimique (Nancy, Toulouse, Rouen ou équivalent) ayant abordé les principales techniques citées pendant la préparation de sa thèse.

La gestion de carrière pratiquée dans le groupe Lafarge-Coppee permettra une évolution vers d'autres fonctions (procédés, production, ingénierie).

Lieu de travail : Trappes (Yvelines)

Ecrire sous référence IU 575 AM

4, rue Massenet 75016 Paris

## RESPONSABLE AUDIT + évolution rapide vers poste opérationnel

PUISSANT GROUPE FRANÇAIS PRODUITS MONDIALEMENT CONNUS nombreuses filiales France et étranger, recherche un jeune Audit pour intervenir dans les filiales du Groupe.

Le titulaire du poste contribuera par ses interventions à établir et harmoniser les procédures internes du groupe.

Son évolution de carrière pourra se faire vers des fonctions opérationnelles au sein de la société Mère ou dans une filiale.

HEC, ESSEC, ESCP (DECS apprécié), ce jeune cadre financier devra disposer d'une première expérience réussie de 2 ans environ acquise de préférence en cabinet d'audit anglo-saxon ou au sein d'un groupe important.

Bonne connaissance de l'anglais.

Poste à Paris.

Ecrire sous référence VO 627 AM

4, rue Massenet 75016 Paris

## CHEF DES VENTES France et exportation

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE BIENS D'ÉQUIPEMENT recherche Chef des Ventes France et exportation.

Sous la responsabilité du Directeur de l'activité, il prendra en charge la vente et l'animation commerciale d'une ligne de produits (CA environ 80 millions dont + de 50 % à l'export).

Une expérience réussie d'ingénieur commercial de produits industriels d'au moins 5 ans ainsi qu'une formation supérieure (École de Commerce ou d'ingénieur) sont indispensables. Pratique courante de la langue anglaise nécessaire, allemand apprécié.

Poste basé à Paris 200.000 F + selon expérience

Ecrire sous réf. YR 629 CM.

4, rue Massenet 75016 Paris

## Constructeur de véhicules spéciaux à Paris

recherche

### INGENIEUR DE BANC D'ESSAIS

Chargé de concevoir, réaliser et mettre en œuvre des bancs d'essais pour transmissions de puissance de type hydraulique, mécanique et pneumatique. Diplômé d'une Grande Ecole, une expérience de mesures sur bancs d'essais, une aptitude à organiser et diriger une petite équipe, sont les bases indispensables pour faire acte de candidature.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous N° 8907 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS qui transmettra

BAŒQUE DE DEPOTS PARIS 8e

recherche

### EXPLOITANT CADRE

33 ans minimum - Etudes supérieures

Pour gérer et principalement développer une clientèle d'entreprises industrielles et commerciales.

Expérience minimum de 8 ans en tant qu'exploitant requise.

Adresser C.V., prétentions et photo à No. 27266 COFAP  
40, rue de Chabrol 75010 PARIS, qui transmettra.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

*Bringing technology to individuals through personal computers is, we believe, the extraordinary business of this decade.*



## Vous nous connaissez comme le Leader de l'Ordinateur Personnel

avec un CA en 1983 qui va atteindre le milliard de dollars et qui nous a fait entrer en 5 ans d'existence dans le rang des 500 premières sociétés américaines. Venez maintenant participer au développement de notre réseau commercial.

Apple IIe, Apple III, Lisa et sa souris, vous attendent pour se faire découvrir par des milliers de futurs passionnés. Pour cela nous cherchons :

### • Des Ingénieurs Commerciaux Consultants,

chargés de la vente et de l'animation auprès d'une clientèle de OEM, SSI et Promotion dans les grandes sociétés. Nous les souhaitons diplômés de l'enseignement supérieur, commercial ou scientifique, et ayant 5 ans d'expérience dans la vente d'ordinateurs chez un grand constructeur auprès d'une clientèle de type grands comptes.

### • Des Ingénieurs Technico-Commerciaux,

chargés du support technico-commercial auprès de nos clients Concessionnaires : logiciels d'application, démonstration, formation, actions de vente. Ils auront une formation technique ou scientifique, avec quelques années d'expérience dans un métier similaire.

Écrivez à SEEDRIN, filiale d'APPLE COMPUTER, INC., ZA de Courmoulin, BP 131, 91944 LES ULIS, à l'attention du Service du Personnel avec la Référence 3/AMM.

## abeille paix : un ingénieur débutant en informatique, pour le former au système

Nous sommes un grand de l'assurance, connu aussi comme le GROUPE VICTOIRE; notre informatique vient de faire peau neuve et nous disposons (Paris 8<sup>e</sup>) d'un 3032 et bientôt d'un 308X sortant d'une migration vers MVS, et d'un réseau en forte croissance.

Vous rejoignez le groupe système et, tout en complétant votre formation aux techniques, vous participez à l'extension du réseau en raccordant la bureautique, les micros et VIDÉOTEX.

Ingénieur Grande École, vous avez opté pour l'informatique et voulez débiter votre carrière dans la fonction système pour y avoir pris goût à la faveur d'une première expérience professionnelle ou en stage.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 4345 LM) à "Carrières de l'Informatique".



**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

IMPORTANT ORGANISME SOCIAL  
A DIMENSION NATIONALE  
(ASSURANCES, RETRAITES)  
recherche

## ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Niveau bac + 2 souhaité.

Expérience minimum : 3 ans sur gros ou moyen système mettant en œuvre les techniques, bases de données et temps réel.

Connaissance d'une méthode d'analyse type PROTEE très appréciée.

Adresser CV détaillé, photo (retournée) et prétentions sous réf. 74594 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

## INGENIEURS DEBUTANTS

SORTANT AUJOURD'HUI D'UNE GRANDE ECOLE APRES UNE SPECIALISATION EN ELECTRONIQUE, MECANIQUE OU THERMIQUE : VOTRE PREMIER POSTE A RUEIL MALMAISON DANS LA RECHERCHE APPLIQUEE AU SEIN D'UNE PETITE EQUIPE RATTACHEE A UN DES PLUS PRESTIGIEUX GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS.

Prenez contact immédiatement avec le cabinet de recrutement CLEAS sous référence 8345 LM.

**CLEAS**

6 Place de la République Dominicaine 75017 PARIS  
Tél. 267.35.11.

IMPORTANTE BANQUE FRANÇAISE  
recrute pour sa  
DIRECTION du CONTENTIEUX  
à Paris

## plusieurs chargés de recouvrement

de formation supérieure

Les candidats retenus devront posséder quelques années d'expérience dans la Banque, un Cabinet d'Avocats ou chez un Syndic.

Les lettres de candidatures accompagnées d'un curriculum vitae, d'une photo et du niveau de rémunération souhaité, seront adressées à Projets Publicité 12 rue des Pyramides 75001 Paris, qui transmettra en rappelant la référence 44590.

## Chef de projet

Diplômé d'une école d'ingénieurs (INSA, HEI, ESSEL) ou de l'enseignement supérieur. Il aura acquis une première expérience de 3 à 5 ans en informatique de gestion et sera familiarisé avec les systèmes et matériels suivants : COBOL, FORTRAN, BASIC, C, PASCAL, etc.

En tant qu'adjoint ou responsable informatique, il participera à l'étude, à la mise en place et au suivi de nouvelles applications (temps réel).

Poste à pourvoir en proche banlieue ouest de Paris. Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 5465 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

## VÉRIFICATEUR INTERNATIONAL

(Perspective : Contrôleur en deux ans)

Basé à Paris ou R.-U.

170.000 +.

Voici une excellente occasion d'entrer dans un groupe orienté vers les technologies de pointe, un groupe qui, depuis de nombreuses années, obtient les meilleurs résultats de croissance et de rentabilité. Ce groupe a de multiples centres d'activités qui constituent autant d'opportunités de carrière pour tous les comptables d'entreprises désireux d'accéder rapidement au statut de contrôleur.

Ce nouveau poste a été créé récemment au sein d'une division regroupant 10 sociétés tant au R.-U., en Europe qu'aux U.S.A. et totalisant un C.A. de 250 M\$. Placé directement sous la tutelle du Contrôleur divisionnaire, il apportera son soutien aux Contrôleurs internes en recherchant et en recommandant des améliorations pour les secteurs présentant des risques potentiels ou des éventualités de développement. Cela pourra consister la gestion des stocks, l'analyse des performances de programmes et des projets d'investissement. Il devra par conséquent faire preuve de grandes capacités d'analyse ainsi que d'entraînement et d'animation. Il sera par ailleurs amené à faire de nombreux déplacements sur le terrain.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste un candidat de moins de 30 ans ayant l'expérience d'un environnement industriel, capable de travailler indifféremment en français ou en anglais et présentant de réelles aptitudes pour devenir Contrôleur en l'espace de 18 à 24 mois.

Référence 1.571/LM. Il suffit de demander, par écrit ou par téléphone.

Le dossier de candidature et de la recherche complète à :  
R.A. Phillips, ACIS, FCIL, 2/5 Old Road Street, London W1X 3TB, Angleterre.  
Téléphone : 01-493-01-56 (24 heures sur 24).

**Phillips & Carpenter**

Selection Consultants

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INFORMATIQUE, l'une des toutes premières sociétés de conseil et ingénierie informatique par son développement et ses résultats recrutée, afin de renforcer les équipes opérationnelles des

## INGÉNIEURS et UNIVERSITAIRES

(minimum BAC + 2)

toute formation — débutants ou 1 à 2 ans d'expérience.

Les candidats retenus recevront une formation de plusieurs mois aux méthodes de la société (MERISE — PAC...) et aux techniques avancées de l'informatique.

A l'issue de cette formation, ils s'intégreront aux équipes opérationnelles.

Lieu de travail :

QUEST ATLANTIQUE - SAINT-NAZAIRE

Adresser CV et photo s/réf. JLB/CB à Catherine BARBIER

CGI QUEST ATLANTIQUE 3, rue Marcel Sembat - 44100 NANTES.

**nt** northern  
telecom

Spécialiste incontesté de l'informatique de réseau et des télécommunications, NORTHERN TELECOM, déjà présent dans 9 pays européens, renforce son implantation.

NORTHERN TELECOM DATA SYSTEMS, filiale française, participe étroitement au développement du groupe. Notre expansion est rapide et nous devons aujourd'hui répondre à une nouvelle demande de terminaux lourds, qui présentent l'avantage de pouvoir être connectés sous SNA.

Nous recherchons un

## ingénieur technico-commercial PARIS

expérimenté en télécommunications et transmissions (protocole IBM, UNIVAC).

Analyser, conseiller, assister en avant et après vente, telle sera votre mission auprès de nos clients. Vous avez 28 ans minimum, une formation de type MIAGE ou DUT informatique et possédez 4 années d'expérience dans un domaine similaire ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais.

Ce poste présente toute possibilité d'évolution vers nos gammes de systèmes de gestion. Nous attendons votre candidature (lettre manuscrite C.V., photo et prétentions) adressée sous référence ITCTL au Service du Personnel - NORTHERN TELECOM DATA SYSTEMS - FN 186 - La Boursière 92037 LE PLESSIS ROBINSON CEDEX.

## TECHNICO-COMMERCIAL INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Filiale Française de Société Internationale recherche technico-commercial

- 25/30 ans.  
- Avoir 3 à 5 ans d'expérience dans la vente de matières premières à l'industrie alimentaire.  
- Anglais courant.  
- Formation technique aux industries alimentaires souhaitée.  
- Formé ou susceptible de l'être rapidement à une approche marketing industrielle.

Pour :

- Assurer le commercialisation de notre gamme en constante évolution de produits importés destinés à l'industrie alimentaire.  
- Prévoir 50 à 60% du temps en déplacement.  
- Poste basé à Colombes.  
- Rémunération compétitive.

Ce poste est assorti d'une large autonomie sous la responsabilité du Directeur du Département.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel sous réf. 63195 M à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

**LCT**

Laboratoire Central de Télécommunications  
recherche pour son service Brevets

## ingénieur électronicien

2 à 5 ans d'expérience dans la propriété industrielle, de préférence diplômé du CEIPI. Bonnes connaissances de l'anglais.

Nationalité française exigée.

Adresser CV (en précisant les domaines techniques où l'expérience a été acquise) et prétentions à LCT - BP 40 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex.

مكتبة النخيل



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## le N° 2 du personnel

Une importante SOCIÉTÉ D'ENGINEERING comptant 3500 personnes (en majorité Ingénieurs et Techniciens supérieurs), en progression constante, recherche le N° 2 de la FONCTION PERSONNEL comptant une soixantaine de personnes.

Il participera à la mise en œuvre d'une politique sociale dynamique - l'un des objectifs majeurs de la Direction Générale - Son action portera notamment sur l'administration et la gestion du Personnel. Cela le conduira à être en relation étroite avec la Direction Générale et l'ensemble de l'encadrement.

Homme de contact, possédant de l'autorité naturelle, le candidat sera un professionnel de la fonction "personnel", âgé d'au moins 35/38 ans, DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES (DROIT, SCIENCES PO...), bon juriste, capable de s'identifier à une entreprise de haut niveau technique et très performante, et d'y jouer un rôle actif avec beaucoup de disponibilité. Le problème de la rémunération ne se posera pas pour un candidat de valeur.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2698 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

## directeur administratif

Filiale en pleine expansion chargée de la commercialisation de matériels et de réactifs de laboratoires d'analyses (C.A. 85 MF; effectif 100 personnes) d'un important LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE - recherche son RESPONSABLE des SERVICES ADMINISTRATIFS.

Rattaché au Directeur de la Filiale, il sera chargé, en liaison étroite avec les directions fonctionnelles de la Société Mère, de l'animation et du suivi de l'Administration, du Contrôle de Gestion, de l'Informatique et du Personnel. Il sera responsable du bon fonctionnement des Services Généraux de l'Établissement.

Ce poste de confiance conviendrait à un candidat DIPLÔME D'ÉTUDES SUPÉRIEURES (type DROIT, IEP, ÉCOLE DE GESTION...), âgé d'au moins 35 ans, parlant si possible ALLEMAND et/ou ANGLAIS et ayant déjà eu une expérience dans des fonctions similaires ou sein d'une entité à taille humaine faisant partie d'un Groupe fonctionnant avec un système général de reporting.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2699 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.



IMPORTANT GROUPE PRODUITS CHIMIQUES

recrute pour son

CENTRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT  
situé à proximité de COMPIÈGNE

**JEUNES INGÉNIEURS  
CHIMISTES**

Formation Grande École Chimie ou Doctorat

Sous l'autorité du Directeur du Laboratoire, ils animeront des équipes de recherche dans le domaine des résines, polymères ou colles synthétiques.

Bonnes connaissances de l'anglais nécessaire.  
Débutants acceptés.

Env. curriculum vitae, référence CRD, ROUSSELOT S.A.,  
8, rue Christophe-Colomb, 75360 PARIS CEDEX 08.



Orfèvre à Paris

recherche

**chef de section  
trésorerie**

Chargé de la mise en forme de la trésorerie  
annuelle et du suivi de la trésorerie quotidienne.

Une formation DUT finances - comptabilité et  
une expérience de 2 à 3 ans de trésorerie gérée en  
informatique sont exigées.

Lieu de travail : SAINT-DENIS (Métro Porte de  
Paris).

Statut assimilé cadre - appointements selon  
expérience 110000 à 120000/an.

Avantages sociaux complémentaires.

Catherine LORSON vous remercie de lui adresser  
C.V., CHRISTOFFE, 112, rue Ambroise Croizat  
93206 SAINT-DENIS CEDEX 01.

## FIU Distribution dans le secteur des loisirs

La maîtrise du créneau des loisirs nous amène à une diversification  
de nos activités dans cet univers. La réussite de ce développement  
passe par une gestion moderne et efficace.  
Nous recherchons un

**Responsable de gestion**

PARIS

Après de notre Directeur, il assurera et coordonnera la gestion  
informatisée, comptable, financière et budgétaire. Il montera des  
plans d'action, de trésorerie et de financement, suivra les tableaux  
de bord et mènera des audits de budgets.

En généraliste de l'entreprise, il conseillera et assistera notre  
directeur en matière sociale (salaires, contrats de travail...).

Nous souhaitons rencontrer des éléments jeunes, de formation ESC,  
Dauphine... avec une expérience de même type d'au moins 4/5 ans.

Nous parlerons ensemble de la rémunération.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier

(lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci de nous écrire sous  
référence 198/1M, 55 avenue Bugeaud - 75116 Paris.



**Bernard Julhiet  
Psycom**

Membre de Syntec

## ingénieur méthodes

ELECTRONIQUE

BANLIEUE SUD

Dans notre usine de création récente, nous fabriquons des produits de haute technolo-  
gie dans le domaine des ENREGISTREURS. Nous appartenons à un Groupe Multina-  
tional de premier plan spécialisé dans l'ELECTRONIQUE. Nous connaissons un  
rythme de croissance impressionnant. Nos points forts : une politique innovatrice,  
un secteur de pointe et surtout, un potentiel humain de haute compétence technique et  
dynamique.

En relation étroite avec notre Directeur de Production, l'ingénieur que nous recher-  
chons devra mettre en place la fonction Méthodes et sera responsable :

- de la mise en place et du développement des méthodes de fabrication et d'outillage  
au sein de l'unité de production,
- de la gestion technique des procédés de fabrication, de l'étude des améliorations  
possibles et de la réduction des coûts,
- du suivi de la mise en production de nouveaux produits.

Nous souhaitons rencontrer un candidat de formation Ingénieur (AM, ENSI, INSA ou  
équivalent) avec une expérience de production et/ou méthodes. La fonction  
que nous lui confions est promise à un bel avenir s'il fait preuve  
d'imagination et d'efficacité. La maîtrise de l'Anglais est nécessaire.  
Merci d'adresser C.V. et prêt sous réf. MG 24 à notre Conseil



**COCEPLAN**

Tour de Lyon - 185, rue de Bercy  
75012 PARIS

## THOMSON-CSF LE RESPONSABLE DES LABORATOIRES D'AUTOMATISMES

Pour la branche équipements médicaux spécialisée en matériel de radiologie  
(7000 personnes - 3.500 MF de C.A.).

Il sera responsable des Laboratoires d'automatismes et servomécanismes en  
Europe (40 personnes France, Italie, Belgique).

Basé en proche banlieue parisienne, il sera placé sous l'autorité du directeur  
du groupe des moyens électromécaniques et aura pour mission :

- la coordination des laboratoires,
- le suivi et le contrôle des coûts des projets,
- la mise en place d'une standardisation au niveau de la branche,
- la définition des grands choix techniques,
- la mise en place d'un système CAO.

Ce poste s'adresse à un candidat de 30 ans min. diplômé d'une grande école  
ESE, AM + ESE, TELECOMM, ayant une expérience réussie d'au moins 6 ans  
dans la conduite d'un laboratoire d'automatismes et de servomécanismes.

La fonction implique de fréquents déplacements à l'étranger.

La rémunération sera fonction de l'expérience et de la personnalité du candidat.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à HAVAS CONTACT - 1, place du  
Palais-Royal - 75001 PARIS sous réf. 33169 M

**THOMSON**

BRANCHE EQUIPEMENTS MEDICAUX

Notre société, filiale du Groupe CRESOT-LOIRE, conçoit et réalise des équi-  
pements pour l'industrie métallurgique (transformation de l'acier et de l'aluminium).  
Nous réalisons avec les plus grands constructeurs mondiaux et développons  
depuis plus de 10 ans des systèmes de contrôle et régulation et des automa-  
tismes pour ces équipements.

Des commandes récentes acquises notamment aux USA nous conduisent à élargir  
les équipes de projets et réalisations de ce type de matériels.

Pour cela, nous souhaitons rencontrer et recruter des :

**INGÉNIEURS GÉNÉRALISTES** ayant choisi une option

"AUTOMATISMES" et accompli une première expérience professionnelle.

En fonction de l'expérience acquise, de larges responsabilités pourront être con-  
fiées. Une bonne pratique de l'anglais est indispensable. Les déplacements en  
France et à l'étranger sont fréquents.

Postes basés à Courbevoie (92).



**CLECIM**

Merci d'adresser dossier de candidature sous  
réf. C3/M à Catherine VINCENT - GESTION DES  
CADRES CLECIM - 107, bd de la Mission  
Marchand, 92400 COURBEVOIE.

## SFENA

Division informatique  
Constructeur français de mini-ordinateurs,  
spécialiste de l'informatique distribuée  
recherche pour son Service Marketing

**Chef de Produit  
«Logiciels  
de Télécommunications»**

Il aura :

- à proposer les orientations en matière de produits de télécommunications,
- à formaliser et à faire connaître la politique de Sfena-Informatique dans ce  
domaine,
- à coordonner le lancement des produits nouveaux.

Ce poste s'adresse à un ingénieur de formation supérieure et ayant acquis une  
expérience dans les télécommunications informatiques.

Veillez adresser votre dossier de candidature, sous réf. 1169, à Sfena.  
Gestion des Cadres, BP 59, 78141 Vélizy-Villacoublay Cédex.

Nous sommes une Grande Banque Privée d'Affaires Internationales.  
Nous recherchons un CADRE DE BANQUE CLASSE V  
pour notre département des

**affaires financières  
internationales**

qui sera intégré à l'une des équipes (5 à 6 personnes) en charge du MONTAGE,  
de la SYNDICATION et du SUIVI de ces opérations.

Nous souhaitons rencontrer un candidat ayant une expérience de quelques années dans le  
montage d'opérations financières internationales, de formation supérieure économique,  
commerciale ou bancaire (SCIENCES ECO, ESSEC, ITB ou équivalent) ;

il maîtrisera la langue anglaise.

Le passé professionnel, les qualités techniques et le sens commercial de notre nouveau  
collaborateur doivent lui permettre d'évoluer vers de plus larges responsabilités.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (C.V., lettre manuscrite)  
sous référence 6969 à :

**Organisation et Publicité**

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT ORGANISME SOCIAL  
A DIMENSION NATIONALE  
(ASSURANCES, RETRAITES)  
recherche

**ANALYSTES**

Formation DUT - MIAGE ou équivalent  
Expérience indispensable minimum 4 ans sur gros ou moyen système -  
temps réel - bases de données - méthode MERISE.

Notions de bureautique appréciables.  
Formation complémentaire assurée.

Adresser CV détaillé, photo (retournée) et prétentions sous  
réf. 74588 à Contesse Publicité 20, av. Opéra  
75040 Paris Cedex 01 qui transmettra



**MERCEDES-BENZ  
FRANCE**

recherche son

**responsable  
études de marchés  
et prévisions**

Formation supérieure statistique et économique  
Expérience des études de marchés en secteur  
automobile ou industriel appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétentions à  
MERCEDES BENZ FRANCE  
Direction Centrale du Personnel  
BP 100 - 78153 LE CHESNAY Cedex

REPRODUCTION INTERDITE

D'EMPLOIS

ONAL

170.000 +

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres

de la production d'un groupe qui, depuis de  
longs ans, a su développer de multiples secteurs  
d'activités et a su attirer de nombreux cadres



## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

annonce parlée\*

RECHERCHE DÉVELOPPEMENT EN ULTRASONS  
RESPONSABLE DE LABORATOIRE

Concepteur et réalisateur des éléments technologiques les plus avancés d'unités industrielles en France et à l'étranger, nous sommes aujourd'hui la première entreprise française (5000 personnes) dans notre secteur.

Ces résultats dus, pour une grande part, à la réussite de nos équipes de Recherche Appliquée dans de nombreux domaines (mécanique, métallurgie, informatique et automatisme...) nous conduisent à renforcer notre potentiel d'innovation technique et à rechercher le Responsable du Laboratoire ULTRASONS.

Ingénieur diplômé ou universitaire de haut niveau, votre expérience de chercheur dans le domaine des ultrasons vous permet de bien connaître les activités d'un laboratoire de Recherche-Développement, y compris dans ses aspects de gestion humaine et financière, d'animation technique et d'encadrement.

Les fonctions proposées, qui doivent déboucher sur la mise au point d'un produit "industriel", vous assureront de réelles perspectives d'évolution professionnelle.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 80186 M à notre conseil.

**MILO M.R.H.** 43 bis, Bd Victor-Hugo 92200 Neuilly-sur-Seine

Jeunes Diplômés ESC Sciences Po...  
**La diplomatie musclée?**

Ses résultats nous obligent à y croire. Notre équipe réunit des jeunes de formation supérieure : du diplomate ils ont la finesse et le sens de l'objectif, de l'athlète ils ont la puissance, la gloire et l'argent.

Leader incontesté au plan mondial de notre marché - secteur bureautique - nos produits nous permettent de parler haut et

d'y faire la décision. Nous recherchons pour démarrer en région quelques jeunes de tête et de tempérament pour une fonction tremplin.

\* toutes informations complémentaires et rendez-vous éventuel vous seront donnés en appelant le 763.11.15, de 9 h à 18 h réf. 1363.

**SVP Information Carrière**  
7, rue de Logelbach 75017 Paris



**COMPAGNIE GENERALE  
DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES**

Usine de MASSY (91)  
fabrication de pièces détachées et sous ensembles électroniques  
pour matériel téléphonique  
recherche

**AGENTS TECHNIQUES  
ELECTRONICIENS**

pour test, mise au point de prototypes logiques et analogiques.  
Elaboration de spécifications et programmes.

Nous vous remercions d'adresser CV et souhaits de rémunération à  
CGCT, Chef du Personnel, 19, avenue Carnot 91300 MASSY



**SOCIÉTÉ ANONYME  
DE TELECOMMUNICATIONS**

recherche  
pour ses  
**LABORATOIRES D'ETUDES**  
dans le cadre du développement  
de ses activités en commutation

**programmeurs  
et analystes**

Formation souhaitée : DUT INFORMATIQUE ou études universitaires en informatique, débutants ou ayant quelques années d'expérience pour participation à la réalisation de PROJETS LOGICIELS temps réel.

Lieu de travail : DOURDAN ou MASSY (Essonne).

Adresser C.V. à SAT  
Chemin de Vauboussard  
91410 DOURDAN

**Conseil  
en recrutement**

Nous sommes spécialisés dans le recrutement d'informaticiens. Notre équipe évolue, nous souhaitons accueillir un(e) nouveau(elle) consultant(e).

• Vous êtes diplômé(e) d'une Grande Ecole ou de Formation Supérieure (ingénieur, gestion, sciences humaines...).

• Vous avez :  
- Une première expérience dans l'entreprise de 1 à 5 ans.  
- Une expérience dans le secteur informatique sera un atout.

**NOTRE PROPOSITION :**  
• Après une formation à nos méthodes, vous aurez à intervenir en spécialiste auprès d'une clientèle variée.

• Agissant avec une large autonomie, vos missions vous conduiront à entretenir des rapports suivis et personnalisés.

**CAP SOGETI SELECTION**

83-85, boulevard Vincent Auriol - 75013 Paris.

Adresser votre CV+photo+prétentions à Any Bouclade, sous la réf CR 007.

**THOMSON-CSF**

**DIVISION DES  
TRAVAUX EXTERIEURS ET SERVICES**

**TECHNICIENS  
ELECTRONICIENS  
NIVEAU V**

• Les uns seront intégrés à une équipe chargée de l'étude et de la mise au point de matériel de Télécommunications. Une première expérience serait souhaitable.

• Les autres rejoindront des équipes assurant la mise en service et l'assistance technique de matériels Radars et Systèmes Associés. Ces postes impliquent des déplacements en France et à l'étranger. Les candidats retenus auront quelques années d'expérience dans ces domaines ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais.

La dimension du Groupe permet des possibilités d'évolution pour des candidats de valeur.

Merci d'adresser C.V. + prétentions à M. CORDAVALLE - THOMSON CSF DTEX 34, boulevard Ornano, 92300 SAINT-DENIS.

**THOMSON**  
BRANCHE SYSTEMES ET DETECTION

Importante entreprise tertiaire Paris  
recherche

**L'ADJOINT DE SON  
DIRECTEUR TECHNIQUE**

Chargé de superviser plusieurs services il devra participer à la définition du système d'information, à la conception et à la mise en place aussi bien de méthodes et procédures classiques que d'applications informatiques complexes.

Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 35 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur.

Une expérience de 5 ans minimum dans la direction de services administratifs importants, du dynamisme et le sens des relations humaines lui permettront de mener à bien sa mission.

Nombreux avantages sociaux, congés d'été assurés.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à/réf. 6804 à  
**PIERRE LICHOU S.A.**, BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02  
qui transmettra.

Filiale d'un des premiers Groupes  
industriels français leader dans sa branche  
automates programmables offre à

**JEUNES INGENIEURS DEBUTANTS**

Formation électronique ou électrotechnique.

**UNE CARRIERE  
DANS LA VENTE**

Notre progression rapide et votre réussite  
vous permettront d'atteindre rapidement  
des responsabilités de Chef d'Agence.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions  
sous réf. 74710 ID à Contesse Publicité  
20, av. de l'Opéra 75040 Paris cedex 01 q.r.

**LE CHEF DE SON  
SERVICE CENTRAL  
ELECTRIQUE**

pour prendre en charge :  
- les études et la réalisation des investissements  
en matière d'électricité et d'électronique de  
l'ensemble des usines françaises ;  
- l'entretien d'électricité de l'usine principale.

Il s'agit d'un domaine de responsabilités dont le développement sera très important, du fait de l'évolution extrêmement rapide vers l'utilisation de technologies de pointe.

Le poste - de haut niveau - exige un ingénieur diplômé, ayant une bonne connaissance des processus de fabrication automatisés à base d'électronique, apte à s'intégrer dans une équipe dirigeante et capable de mener les hommes.

Le lieu de résidence est une agréable petite ville de la Seine-et-Marne.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions  
sous référence 74752 Contesse Publicité  
20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex, qui transmettra.

**BANQUE INTERNATIONALE  
PARIS 8e**

recherche pour compléter son équipe

**ORGANISATION  
INFORMATIQUE  
ORGANISATEUR H.F.**

disposant d'une expérience bancaire de 2/3 ans.

Il sera chargé en particulier :  
- de la rédaction des procédures  
- de la mise en place et du suivi de la bureautique  
et participera aux études informatiques.

La connaissance de la langue allemande serait très appréciée.

Adresser lettre de candidature sous réf. 476/M à  
M. A. Dannenberg qui vous garantira la discrétion.  
CEPIAD - 136, avenue de Wagram 75017 PARIS.

LA VILLE  
DE COLOMBES (92)  
recrute d'urgence  
à compter du 1<sup>er</sup> août 1983  
**2 ASSISTANTES  
SOCIALES D.E.**  
polyvalentes de secteur  
Adresser candidature  
et C.V. détaillé à  
M. LE MAIRE DE COLOMBES.

MADAME, MADEMOISELLE,  
Vous avez 25 ans minimum  
**ENCYCLOPEDIA  
UNIVERSALIS**  
recherche  
COLLABORATRICES  
pour diffusion vente  
travail uniquement à/réf.  
- formation assurée  
- rémunération importante.  
Tél. pour rendez-vous  
538-86-25 de 9 h à 12 h 30  
et de 14 h 30 à 17 h 30.

Ets public recherche  
**EMPLOYE (E)  
DE BUREAU**  
avec DELG ou DUT.  
Disponible rapidement.  
Centrales, avantages sociaux.  
Se prés. 143, r. de Grenelle,  
PARIS-7<sup>e</sup>.

Entreprise SO assurée  
réale groupe  
recherche  
**COMPTABLE  
EXPERIMENTEE**  
pour gestion comptable  
de Société (compréhension  
générale, pays,  
déclarations fiscales  
et sociales, trésorerie,  
statistiques groupées).  
Lieu de travail GENTILLY (94)  
Rendez-vous C.V. à :  
MARZET-AUBRY  
13, rue de la Lanette  
75012 PARIS.

Nous sommes une société de distribution de produits pétroliers, filiale d'un important groupe français. Notre implantation est nationale et notre clientèle importante (100 000 comptes clients). Dans le cadre de notre diversification et du lancement de nouveaux produits, nous recherchons un

**INGENIEUR  
DEVELOPPEMENT  
produits nouveaux**

Vous êtes ingénieur diplômé (ESE - IEG...) et vous avez acquis une solide expérience dans le domaine de la régulation de machines thermiques ou électriques. Vous aurez pour mission, au sein de notre direction recherche et développement et en liaison avec notre direction commerciale, d'étudier les systèmes d'alimentation en bi-énergie (gaz - électricité) de machines type pompe à chaleur et les complémentarités gaz - énergies nouvelles. Au-delà de vos compétences techniques, vos qualités relationnelles sont indispensables compte tenu des implications commerciales de ce poste. Un candidat de valeur trouvera, dans ce contexte dynamique et novateur, une réelle possibilité de développement de carrière.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Jean-Loup Parichon sous réf. 6713 M ; il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.

**SERIFO** CONSEILS DE  
DIRECTION  
47 bis, AVENUE BOISQUET - 75007 PARIS  
TELEPHONE : 555.11.11

MEMBRE DE SYNTEC

**VILLE D'ORLY**  
recrute d'urgence  
**REDACTEUR(ICE)**  
ou ayant vocation  
pour service financier.  
- Connaissance M 12 exigée.  
- Connaissance administrative  
comptable souhaitée.  
Adr. C.V. à M. le Maire.

Secrétaire adjoint administratif (homme ou femme)  
pour ensemble musical  
(anglais parlé et écrit)  
Travail proche banlieue Paris.  
Plaisir temps.  
Adresser candidature à :  
M. PAUL MÉFAND,  
Centre Oliver-Messner,  
4, rue Proudhon,  
94000 CHAMPIGNY.

Si possible vous devez être  
pour travaux pédagogiques, administratifs professionnels. Prêt  
à quitter la région. Préf. C.V. à  
E.P.T.P.  
3, rue Interarmes,  
94-SAINT-MAUR.

مكذمان النظم







DÉCENTRALISATION : LA LOI ET L'EXPÉRIENCE

UN COLLOQUE AU SÉNAT

Libre arbitre local et cohésion nationale

Le colloque organisé par le Centre d'études politiques et parlementaires, le 30 juin au Sénat, sur le thème « Un an de décentralisation vécue » a permis à des élus et aussi à des responsables économiques, situés tous les jours au contact des hommes politiques et des hauts fonctionnaires, de donner leur appréciation sur la façon dont se traduisent dans les faits les lois votées depuis deux ans.

Comme tous les membres de cette association appartiennent à l'opposition, la réforme de M. Defferre a été l'objet, naturellement, de vives critiques, et M. Grateloup, par exemple, président de l'Association des maires de l'Isère et maire d'une commune rurale, a dénoncé « la complexité de la réforme qui oblige les maires à tout connaître, à tout savoir ». Quant à M. René Monory, président du conseil général de la Vienne, il estime que « le gouvernement est en train de reprendre d'une main ce qu'il donne de l'autre parce qu'il sent que le pouvoir local lui échappe ». Ce n'est d'ailleurs pas un mince paradoxe d'entendre aujourd'hui un ancien ministre de M. Giscard d'Estaing (on sait combien ce dernier était rebelle à la régionalisation) demander aux élus de l'opposition de « tenir tête à ceux qui voudraient saboter la décentralisation ». Et M. Bernard Stasi, président du conseil régional de Champagne-Ardenne, de renchérir : « La décentralisation est mal partie, surtout pour des raisons financières et aussi à cause des résistances qui se manifestent dans les administrations centrales. Le pouvoir freine le processus. En tout cas, nous ne voulons pas être les bœufs enchaînés et nous n'acceptons pas que le gouvernement fasse porter la responsabilité, voire la culpabilité, des difficultés des entreprises dans nos régions ».

L'harmonisation des politiques, nationale et régionale, pose des problèmes délicats, surtout lorsqu'il s'agit de planification et d'aménagement du territoire, voire d'action et de relations avec des pays étrangers. « La loi de décentralisation a été bâclée... Comment, aujourd'hui, concilier le libre arbitre des collectivités locales qui ont le pouvoir exécutif et la cohésion et les priorités nationales ? », s'est interrogé

M. Lucien Lanier, ancien préfet de la région Ile-de-France.

An-delà des points de vue exprimés par des élus et des fonctionnaires, ce colloque a en l'intérêt de permettre aux « partenaires économiques » de dire comment ils ressentent, dans la « vie des affaires », la décentralisation (1).

M. Michel Souplet, président de la chambre régionale d'agriculture de Picardie, se dit un peu « découragé en voyant que le travail fait par le Comité économique et social n'est pas toujours pris en compte par le conseil régional ». Il faudrait aussi que les contrats de plan qui seront signés entre l'Etat et les régions « prennent plus systématiquement en compte les problèmes agricoles et la formation aux métiers de l'agriculture ».

M. Jean Delmas, président de la Chambre des métiers de la Haute-Garonne, craint, pour sa part, que « la décentralisation ne s'accommodent d'une sorte de division du travail entre l'Etat et les régions, l'Etat gardant le privilège du dialogue avec les grandes entreprises nationales, et les problèmes de sous-traitance se réglant donc toujours à Paris ».

La décentralisation a fait beaucoup de chemin législatif, réglementaire institutionnel. Il reste maintenant à savoir si elle peut constituer un levier et une réforme efficace pour sortir de la crise économique.

F. GR.

(1) On aurait aimé entendre aussi le point de vue d'un « partenaire social », par exemple un syndicaliste.

La création récente du Centre d'études politiques et parlementaires (C.E.P.P.) est due à l'initiative d'un groupe de personnalités appartenant aux milieux économiques, universitaires, politiques et de la fonction publique. Régi par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1981, présidé par M. Bernard Stasi, ancien premier président du Conseil des comptes, le C.E.P.P. se propose de procéder à l'analyse des expériences locales et politiques en cours afin de présenter des propositions susceptibles de donner lieu « à des initiatives parlementaires », ou destinées « à alimenter la discussion parlementaire ». Les travaux du C.E.P.P. dont plusieurs membres appartiennent à la mouvance centriste, s'effectuent en premier lieu en liaison avec le Sénat, considéré comme étant « aujourd'hui l'institution la plus apte à dialoguer avec le gouvernement et à présenter démocratiquement d'autres solutions que celles qu'il retient ».

\* C.E.P.P., 55, rue de l'Assemblée, 75016 Paris. Tél.: (1) 234-29-88.

Un rapport du Conseil économique et social

Pour redonner vie au monde rural

Un nouvel équilibre ville-campagne se dessine actuellement en France. Le dernier recensement a montré une tendance à l'exode rural, à partir des agglomérations urbaines, au profit des zones rurales périphériques des banlieues. Constatant ce phénomène, le Conseil économique et social a adopté mercredi 29 juin (1) un rapport présenté par M. André Laurent sur l'amélioration des conditions de vie en milieu rural et la protection de la nature. Il regroupe une série de recommandations, certaines déjà anciennes, d'autres plus « modernes », dont l'observation serait nécessaire au Conseil pour réussir l'intégration des nouveaux ruraux.

Estimant que le problème foncier ne sera maîtrisé que sur une très longue période, le rapport préconise une politique foncière communale dans laquelle les inégalités nées du zonage seraient atténuées par des mécanismes de péréquation à rechercher. Les lois de décentralisation ouvrent d'ailleurs de nouvelles perspectives aux communes en matière foncière. En matière d'équipements, il est fait remarquer que la faible densité démographique de l'espace rural interdit la mise en œuvre des mêmes conceptions techniques que pour l'équipement urbain, et que surtout la polyvalence des équipements et des services doit être recherchée, tout comme la coopération intercommunale. Le renforcement des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone est prioritaire. Pour l'assainissement et la dépollution, « des progrès sont urgents dans la conception des programmes pour les adapter aux zones rurales », note le rapporteur.

Généraliser la collecte sélective des ordures ménagères, assurer un service minimum de transports collectifs, favoriser dans les zones peu denses les expériences de minibus, d'appel-bus, de bus à la carte, de taxis-bus, taxis collectifs, ouvrir les réseaux de transports scolaires ou d'entreprise aux diverses catégories d'usagers, sont autant d'idées avancées par le Conseil pour améliorer les conditions de vie. Il souhaite encore que les expériences de polyvalence des services qui peuvent être rendus par les bureaux de poste soient encouragées, mais note que « les actions en ce sens se heurtent

souvent au cloisonnement des administrations ».

Sur le plan scolaire, l'effort doit porter principalement, afin de réduire les inégalités, sur les écoles maternelles. Dans ce domaine aussi, le rapport plaide pour une utilisation plus rationnelle des locaux scolaires, qui devraient être ouverts aux activités à caractère culturel, sportif ou socio-éducatif. Le Conseil économique et social recommande encore d'accroître le nombre des bibliothèques, de développer le cinéma itinérant et de faire réapparaître des « commerces multiples », adaptés à la demande actuelle.

Deux orientations d'avenir doivent être dès maintenant maîtrisées : le travail à distance (par la télématique, les vidéoconférences, etc.), « qui aura des conséquences considérables sur le plan de l'habitat et des transports », et les expérimentations sur les sources d'énergie renouvelable.

En matière de logement, il faut réhabiliter l'habitat rural ancien, favoriser le secteur locatif trop restreint, regrouper les constructions neuves en lotissements, afin d'éviter le « mitage » de la campagne et faire preuve d'imaginaire pour banaliser la banalité stérilisante et répétitive.

La partie du rapport consacrée à l'environnement est faite aussi de nombreuses recommandations : contrôle du défrichement pour la protection des sols, contrôle de la toxicité des pesticides et des engrais, augmentation de la zone parafiscale pour les granulats pour le réaménagement des carrières, réajustement en faveur des feuillus, dans les programmes de reboisement, installation d'agriculteurs sur des « espaces coupe-feu », définition nécessaire d'une politique des zones humides.

Une dernière partie intitulée « Former, informer, concilier » préconise surtout une augmentation des crédits pour l'enseignement agricole et le développement des classes vertes et des activités rurales concernées pour les citadins telles que pèlerinages de rivière, reboisement, ramassage des déchets, réservation de l'habitat.

JACQUES GRALL.

(1) Par 122 voix pour et 20 abstentions (C.G.T. et C.G.T.-F.O.).

Point de vue

Pire qu'avant

par ADRIEN ZELLER (\*)

DANS le combat qu'il avait mené en juillet et septembre 1981 pour faire adopter la loi « Droits et libertés des communes, départements et régions » et pour faire accepter la décentralisation, M. Defferre avait souvent pu convaincre par la sincérité de ses propos et avoir, sur ce point, l'estime de beaucoup.

Mais la lecture de l'interview qu'il a accordée au Monde (1) enlève l'essentiel de cet acquis. Sans vouloir faire ici le procès de la « décentralisation socialiste », deux passages où le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation n'a vraiment pas dit la vérité méritent d'être relevés.

En effet, lorsqu'il dit que les dossiers départementaux et locaux n'ont plus besoin de remonter vers Paris, nous lui demandons s'il est au courant de ce qui se passe réellement aujourd'hui dans l'administration au-delà des affirmations, des circulaires et des décrets. La réalité est qu'on n'a jamais vu autant d'aggrégats de l'Etat, responsables départementaux de l'équipement, de l'urbanisme, de l'action sociale, de l'éducation, de l'industrie, en poste dans les chefs-lieux de départements obligés de se rendre régulièrement dans les ministères pour... par delà l'autorité du préfet... solliciter les ordres, demander des arbitrages, plaider les dossiers, obtenir de faibles dérogations. C'est la continuité, voire l'aggravation d'un centralisme de fait. C'est ça la vérité !

D'autre part, lorsque M. Defferre dit qu'il n'y a pas urgence du tout pour les élections régionales et qu'il y a trop d'élus dans la France », on croit entendre la responsabilité électorale du P.S. : un responsable qui n'aurait pas entendu s'exprimer le ministre de l'Intérieur qui, en juillet 1981 affirmait qu'en matière de décentralisation et de régionalisation « tout ce qui n'était pas fait tout de suite ne se fera jamais ».

Le ministre de l'Intérieur de 1981 a donc d'avance jugé l'attitude prise par lui en juin 1983 !

Mais il faut poser, à l'inverse de M. Defferre, le problème de la foudre. Il concerne l'efficacité de l'institution régionale face à ses nouvelles responsabilités et la démocratie. Com-

ment des conseils régionaux en situation incertaine, composés d'élus tous chargés d'un ou de plusieurs mandats principaux, désignés au second degré ou comme d'office, comment une assemblée chargée de la responsabilité d'un territoire peut-elle avoir un rôle utile ? A l'évidence, une réforme institutionnelle fondée sur le suffrage universel, le renforcement de l'institution régionale, s'imposent.

Mais comme depuis 1981 le nombre et le rythme des élections ne sont pas accrus et comme M. Defferre ne peut ignorer la situation de fragilité politique et institutionnelle du conseil régional, force est de constater que tout se passe comme si, pour le socialisme au pouvoir, le recours au scrutin populaire n'était plus le fondement naturel de la décentralisation.

Alors, de deux choses l'une : ou bien la décentralisation, notamment régionale n'est pas la « grande affaire » annoncée et elle peut effectivement se passer du sous-bassement du suffrage populaire, ou bien la décentralisation régionale est aussi significative que ce qui était prévu, mais elle est désormais entreprise dans l'ignorance des contraintes des lois et des enjeux de la démocratie institutionnelle, parce que soumise aux intérêts électoraux d'un parti et d'une majorité qui doutent d'eux-mêmes.

A M. Defferre de nous dire laquelle des deux analyses correspond à la réalité.

Quant à nous, il nous reste à relever une fois de plus que les promesses et les engagements des socialistes ne sont trop souvent que parole et apparence.

Puisse-t-ils apprendre — serait-ce de M. Defferre — que tous ses engagements ne sont pas forcément une valeur dépassée.

(1) Le Monde du 10 juin.  
(\*) Député (C.D.S.) du Bas-Rhin.

Ile-de-France

Une rétrospective au Musée des arts décoratifs

« L'Expo des expos », qui ouvre le jeudi 7 juillet au Musée des arts décoratifs, n'apporte pas d'élément technique au combat mené par le maire de Paris contre le projet — qu'il avait d'abord accepté avec entrain — d'organiser une Exposition universelle à Paris en 1989. On avait renoncé à y montrer les études et les projets dont le président de la République a pris connaissance ces jours-ci.

En retournant à l'expo...

Rétrospective des vingt-sept manifestations qui se sont déroulées depuis 1851 (Londres), en Europe, en Amérique du Nord et, en 1970, à Osaka (Japon), elle témoigne, dans un foisonnement d'images, du climat d'enthousiasme et de fête que les expositions ont créé, au-delà des divisions et des passions politiques et culturelles.

Qu'on se rassure ! La polémique s'est adossée à des expositions universelles. Bataille de pinces entre Ingres et Delacroix à Paris en 1855 ; exclusion en 1867 de Manet, de Courbet qui peint pour s'occuper... L'Expo. Les impressionnistes qui attendent 1900 pour être montrés... Le désespoir de Sullivan et des architectes de l'école de Chicago qui voient, en 1893, s'édifier une cité néo-classique et éclectique, alors qu'ils viennent d'inventer, dans leur ville, l'architecture de verre et de métal. L'exil du pavillon de l'Esprit nouveau (en 1925), puis de celui des Temps nouveaux (en 1937) de Le Corbusier... Bagarres culturelles.

Les affrontements politiques ne sont pas moindres : on n'oublie pas le terrible face-à-face de l'aigle allemand, au sommet du pavillon d'Albert Speer, futur ministre de l'Armement de Hitler, et du pavillon soviétique, avec son couple décadent de jeunes paysans dans les jardins du Trocadéro, en 1937. Tandis que l'Espagne montre le Guernica de Picasso.

Si les expositions du dix-neuvième siècle, véritables « comices industriels », selon le mot de Renan, glorifient le progrès technique et expriment une vigoureuse foi dans l'avenir, il ne faut pas croire qu'elles ont toutes été organisées dans l'euphorie des moments de prospérité, ni qu'elles ont toutes rapporté de l'argent aux pays organisateurs.

Souvenirs en vrac

Avec cinquante millions de visiteurs, un faste et une fièvre jamais égalés (Paul Morand entend le « rire étrange, condensé, crépitant de l'électricité »), l'Expo de 1900 reste la championne... jusqu'à Osaka (soixante-quatre millions de visiteurs) où joueront les monstres froids et les sculptures abstraites de l'ère de la communication.

Toutes ont laissé, sur le terrain ou dans les mémoires, un souvenir tenace. On a vu à Paris en 1867, la grosse Bertha de Krupp, au repos. Puis le martean-pilon du Creusot, reconstruit dans les jardins des Champs-Élysées. On a essayé le téléphone et le phonographe, admiré le câble transatlantique « qui donne à la pensée la vitesse de la foudre » (1855). On a visité, à Vincennes, en 1931, le temple d'Angkor et observé des zoulous et des barbares de tous les pays. On s'est baladé, en 1889, dans une rue du Caire plus vraie que nature. On a touché la torche de la statue de la liberté à Philadelphie, en 1876. Puis, en 1878, à Paris, la tête monumentale, avant qu'elle parte en pièces détachées de Montmartre à New-York.

On a remarqué à Philadelphie, en 1876, le premier « pavillon des femmes » et celui de la presse. C'est la première fois que huit millions de visiteurs ont vu la presse. Il a fallu attendre 1904 pour manger des ice creams à Saint-Louis (Missouri), et 1939, à New-York, pour saluer l'ère du trois-caisse, statufié par une firme américaine qui avait carrément donné cette forme à son pavillon.

Les États d'âme, la générosité envers le tiers-monde, les craintes à l'égard du mercantilisme trinitaire, ce sera plus tard : le clon de l'Expo de Montréal, en 1967, est l'ensemble d'habitat collectif « à taille humaine » de Moshe Safdie, qui fera école. Il était temps...

L'exposition présentée par Yvonne Brunhammer aux Arts déco parle de tout un peu, en vrac. C'est la première fois qu'on fouille dans les greniers et les organisateurs ont volontairement renoncé aux thèmes, aux thèses. C'est une visite active : du matériel des « expos » ou pourrait tirer mille expositions. Celle-ci est « universelle », comme son sujet. Elle met en scène, au rez-de-château, le goût pompeux et pompier du dix-neuvième siècle (la

TOURISME

QUELLE PLAGE CHOISIR ?

Comme chaque année, la revue mensuelle de l'Union fédérale des consommateurs Que choisir ? publie un palmarès de la qualité de l'eau des plages en France, de Dunkerque à Menton. Peu de surprises dans le catalogue des plages polluées proches des villes comme Marseille, Saint-Nazaire, La Rochelle ou Boulogne. On ne s'étonnera pas non plus que les plages corse, varoises ou bretonnes figurent en bonne place dans le palmarès. Plus intéressantes sont les indications de tendance qui montrent, par exemple, une remontée de la qualité dans les Alpes-Maritimes (Roquebrune, Théoule, Menton, Cannes, et même Antibes et Saint-Laurent-du-Var, naguère classées « points noirs »). On notera aussi la baisse de qualité dans le Calvados, la Charente-Maritime, la Gironde et les Pyrénées-Orientales.

Certains classements par département ont une signification moindre, lorsqu'on juge le littoral de la Somme (40 kilomètres) ou surtout celui du Gard (une dizaine de kilomètres).

Quant à la qualité de l'eau, outre qu'elle se dégrade très vite avec l'afflux des vacanciers présumés, elle ne constitue pas le seul critère de choix. Que les eaux de Fos-sur-Mer soient classées en catégorie A ne préjuge pas de la qualité de... l'air ambiant.

Rappelons enfin que le ministère de la santé, qui procède aux prélèvements d'eau de mer et les analyse, ne rendra son verdict que vers la mi-juillet. Un verdict éminemment « ponctuel » — le temps du prélèvement — qui ne peut prendre en compte tous les changements de vent, de courants... ni les accidents écologiques.

PUBLICATION JUDICIAIRE

La Chambre Syndicale des Maîtres-Coffres de l'Ile-de-France, 37, rue Lucien Sampaix, à Paris-10<sup>e</sup>, communique :

« Le Conseil d'Etat avait été saisi par M. Marcel Haggo, Président de cette Chambre Syndicale, d'une demande en annulation de l'élection du Président de la Chambre des métiers de Paris, M. Conrad Iborra ».

« Dans un arrêt du 6 juin 1983, le Conseil d'Etat a fait droit à cette requête et a annulé le jugement du Tribunal administratif de Paris, qui avait proclamé élu M. Conrad Iborra ».

ÉQUIPEMENT

LES SKIERS FINANCERONT LA ROUTE DE LA TARENTAISE

(De notre correspondant.)

Chambery. — Le département de la Savoie a décidé, lundi 27 juin, de faire participer les skieurs à l'amélioration de la voie qui permet d'accéder aux vingt stations de la vallée de la Tarentaise et à ses deux cent mille lits touristiques. Chaque hiver, des embouteillages parfois gigantesques, comme en février 1983, paralysent cette vallée. Compte tenu de l'effort économique que représente pour la Savoie l'industrie des sports d'hiver, une accélération du programme de rectification de la RN 90 s'avère nécessaire.

L'Etat doit participer pour 25 millions de francs par an et jusqu'en 1988 au financement des travaux. Le département de la Savoie, l'établissement public régional Rhône-Alpes et les skieurs financent les 40 millions de francs restants. La contribution des skieurs prendra la forme d'un forfait des remontées mécaniques sur une période de cinq ans. La somme ainsi décaissée sera directement affectée aux travaux de la RN 90, qui pourrait, selon le ministre des transports, être portée à terme à deux fois deux voies. — C. F.

DEUX OUVRAGES

D'EXPLICATION ET DE DOCUMENTATION

La Documentation française vient de publier le premier volume d'une nouvelle collection « Décentralisation ». Cet ouvrage, intitulé Les Collectivités locales et la loi, est destiné à expliquer les rouages des lois de décentralisation aux agents des préfectures et aux responsables des collectivités locales. Un second ouvrage devrait être publié à la fin de 1983 dans la même collection, consacré, lui, aux nouvelles règles de contrôle budgétaire dans le cadre de la décentralisation.

La Documentation française a également publié le rapport adressé au ministre de l'Intérieur et de la décentralisation sur la tarification des services publics locaux, rédigé par MM. Claude Gruson et José Cohen, qui contiennent lui aussi un certain nombre de recommandations utiles à l'application de la loi de décentralisation par les collectivités locales.

\* Les Collectivités locales et la loi, 147 pages, 70 F, publié par la Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75007 Paris.

\* Tarification des services publics locaux, 148 p., 70 F.

(Publicité)

Aux anciens élèves de l'école lemania lausanne

A l'occasion du 75<sup>e</sup> anniversaire de l'école, vous êtes priés de nous communiquer votre adresse actuelle.

ÉCOLE LEMANIA, ch. de Prévilly 3  
CH-1001 LAUSANNE (Suisse)  
Tél. 19 41 21 / 20 15 01 Telex 26 600 el ch



LES AIDES DE L'ÉTAT AU LOGEMENT

Le rapport Bonin préconise d'adapter les mécanismes actuels à la conjoncture

Trouver les moyens d'améliorer l'efficacité des aides de l'Etat au logement, de les adapter à la crise et de redonner aux particuliers le goût d'investir dans la pierre. Telle était la demande faite en janvier par M. Pierre Mauroy à un groupe de travail du IX<sup>e</sup> Plan présidé par M. Georges Bonin, gouverneur du Crédit foncier de France. Ce dernier avait ramassé son rapport à M. La Garrec dans les jours qui viennent.

L'ensemble des propositions est regroupé autour de trois grands axes prioritaires : la modification du régime de l'épargne-logement, la création de prêts à taux et à annuités variables, l'unification des aides à la personne. S'y ajoutent quelques propositions concernant la fiscalité et des incitations à l'investissement des particuliers dans le logement locatif neuf.

● L'épargne-logement

Le but poursuivi est de freiner la régression de la collecte tout en allongeant la durée moyenne des dépôts, d'atténuer les effets de l'encadrement du crédit et de faire de ce système une aide à l'épargne et à la constitution de l'apport personnel au lieu d'une aide à l'endettement, ce qu'il est actuellement. Ajoutons que 50 % des emprunteurs de prêts conventionnés (octroyés sans conditions de ressources) l'utilisent, contre seulement 23 % de ceux qui obtiennent un prêt à l'accession à la propriété (PAP). Pour ce faire, la commission propose de procéder par petites touches, afin de réaliser « un équilibre difficile entre des objectifs peu conciliables » (élévation des taux de rémunération de l'épargne, sans que les taux des prêts deviennent trop onéreux) : maintien d'une prime de l'ordre de 1,5 à 2 points d'intérêt, proportionnée aux intérêts acquis, mais plafonnée ; modulation de cette prime, considérée comme une aide à la constitution de l'apport personnel, en fonction des ressources des bénéficiaires d'un PAP ; rémunération complémentaire (de la charge des banques) de la fraction des dépôts effectivement immobilisés au-delà de cinq ans ; actualisation périodique des plafonds de dépôts et des plafonds de prêts, qui

viennent d'être portés respectivement à 300 000 F et à 400 000 F. Enfin, pour éliminer « les déséquilibres à court-prêt » (quand les taux sont notablement au-dessous du marché, la collecte se tarit, alors que les droits à prêts sont beaucoup plus largement utilisés), le rapport suggère que la possibilité soit offerte aux établissements qui le souhaitent de proposer des « prêts d'épargne-logement à taux variable ». En revanche, des pénalisations sont prévues en cas de résiliation.

Quant au compte d'épargne-logement, qui serait maintenant, sa durée minimale d'épargne pourrait passer de dix-huit à vingt-quatre mois, il ne serait plus possible d'y domicilier revenus et dépenses. L'objet du prêt auquel il donne droit serait limité aux travaux d'amélioration de l'habitat et aucune prime ne serait versée aux emprunteurs.

Enfin, malgré l'opposition de la Banque de France, la commission a souhaité un désencadrement partiel du crédit pour les plans d'épargne-logement.

● Le régime des prêts

Il s'agit essentiellement d'adapter les mécanismes actuels à une conjoncture où la baisse de l'inflation s'accompagne d'une réduction du pouvoir d'achat et d'un maintien à un niveau trop élevé des taux d'intérêt. Là encore, aucune solution miracle n'est avancée. Refusant l'indexation pure et simple, mais restant attaché à la progressivité des remboursements, le rapport propose dans l'immédiat d'inciter les établissements de crédit collecteurs d'épargne liquide « à diffuser plus largement les prêts à taux variables, notamment en prêt conventionné ».

Pour ce qui concerne la création de nouveaux prêts, plusieurs possibilités ont été envisagées : prêts à taux variable et à annuités progressives, prêts à annuités révisibles, prêts à durée réduite. L'objectif reste d'offrir aux candidats à l'accession à la propriété des possibilités plus attractives de remboursement de leur emprunt en cas de baisse ultérieure des taux d'intérêt, sans que cependant, si l'évolution conjoncturelle s'inverse, le taux d'effort (part du revenu consacrée au logement) devienne trop lourd pour les ménages et sans que la progression de l'aide personnalisée au logement devienne trop importante pour les

finances publiques. Équilibre difficile à trouver, les banques, pas plus que le ministère des finances ne se sentant prêt à combler le « trou » éventuel. C'est pourquoi la commission se borne à recommander, à titre expérimental, la création de PAP à annuités variables (où la variation du taux d'intérêt serait pour les deux tiers fonction de l'inflation pour un tiers fixe) ; ces prêts seraient proposés en option aux candidats à l'accession à la propriété. Une fraction de la dotation budgétaire des PAP pourrait être consacrée à l'expérimentation de ce système, à condition toutefois que des garanties soient apportées aux emprunteurs pris individuellement.

D'autre part, pour que les PAP (qui comprennent une aide à la pierre) soient accessibles aux moins fortunés, découragés par le taux d'intérêt des prêts complémentaires, la commission se prononce pour une augmentation du montant du prêt (actuellement en moyenne de 60 % à 65 % du prix du logement) plutôt que pour l'extension ou le maintien du nombre des prêts inscrits au budget.

Pour améliorer les conditions d'accession à la propriété de logements anciens, la commission suggère, outre la réforme de l'épargne-logement, l'assouplissement de la réglementation des prêts conventionnés destinés à l'acquisition immobilière (en ramenant de 35 % à 20 % la part des travaux à effectuer obligatoirement) et l'ouverture du 1 % logement versé par les employeurs à l'acquisition de logements anciens.

Enfin, les formules intermédiaires entre la location et l'accession à la propriété pourraient faire l'objet d'expérimentations.

● L'unification des aides à la personne

A la fin de 1982, plus de sept cent mille ménages touchaient l'aide personnalisée au logement (A.P.L.) (pour un total de 5 milliards de francs environ) et trois millions deux cent mille autres l'allocation logement (19 milliards de francs) dans l'ensemble du parc locatif, public et privé, ainsi qu'en accession à la propriété.

Tout ce restant « dans le principe (...) un objectif primordial », l'extension à l'ensemble du parc locatif privé d'une aide personnelle unique est remise à plus tard.

En revanche, cette possibilité ne serait plus offerte que pendant cinq ans (au lieu de dix).

— **Taxe foncière.** — Le régime actuel de l'exonération pécuniaire de quinze ans (reconstitué chaque année par la loi de finances) deviendrait définitif pour les prêts locatifs aidés (PLA). La période d'exonération qui accompagne les PAP serait ramenée de quinze ans à sept ans. Enfin la période d'exonération des immeubles construits avant le 1<sup>er</sup> janvier 1973 (à l'exception du parc locatif social) serait ramenée de vingt-cinq ans à quinze ans.

— **Revenu foncier.** — La déduction forfaitaire que les propriétaires bailleurs pratiquent passerait de 15 % à 25 %, mais seulement pour les loyers perçus pendant les dix années suivant l'achat d'un logement neuf.

— **Taxe d'habitation.** — Pour la rendre plus juste, le rapport se borne à esquisser une révision générale et périodique des évaluations foncières, d'autres projets de réforme étant actuellement à l'étude.

Outre l'incitation fiscale qui concerne directement les propriétaires bailleurs, plusieurs mesures sont envisagées pour encourager les particuliers à investir dans le logement locatif neuf. Notamment, il s'agit de donner plus de capacité d'intervention à l'investissement immobilier collectif (Sociétés civiles de placement immobilier), en aménageant leur statut, et en dotant leurs dividendes d'avantages fiscaux comparables à ceux qui seraient donnés aux propriétaires bailleurs (déduction forfaitaire de 25 %).

En matière de loyers, la commission ne va pas jusqu'à remettre en cause complètement les dispositions de la loi Quilès (délai de vacance de dix-huit mois avant que le propriétaire puisse fixer librement le loyer), mais suggère que la Commission nationale des rapports locatifs parvienne à un accord sur les loyers sous-évalués des logements vides.

(1) Ce rapport sur la réforme des aides personnelles au logement avait été préparé par un groupe de travail présidé par M. Jacques Badier, président de la Fédération nationale des offices publics d'H.L.M. (Le Monde du 12 juin 1982).

AFFAIRES

M. Jean-Pierre Willot pourrait retrouver un poste dans Boussac-Saint Frères

Un compromis vient d'intervenir entre les quatre frères Willot et les responsables de la Compagnie Boussac-Saint Frères (C.B.S.F.). Celle-ci avait reçu, il y a un an, en location-gérance Boussac-Saint Frères et la Société foncière et financière Agache-Willot (S.F.F.A.W.) — hormis les filiales Dior, Cooramas, Belle-Jardinière et Bon Marché. Le tribunal de commerce de Lille devait se prononcer dans la requête faite par MM. Willot qui mettaient en cause le bien-fondé de cette location-gérance.

Cet accord doit encore être approuvé par les pouvoirs publics ; il est intervenu au terme d'une longue discussion dans la nuit du dimanche 3 au lundi 4 juillet à Lille, au siège de la société. En fait, il y a eu quatre accords différents, quoique identiques, avec chacun des quatre frères Willot.

Il s'agit immédiatement applicables, une fois écoulés les quelques jours pour habilitation technique. Ils confient tout le pouvoir du groupe, enfin réformé, au conseil et à la direction de C.B.S.F., la firme reprenant ainsi son unité, les frères Willot ayant accepté de céder leurs actions. En contrepartie, MM. Willot recevront l'usufruit de 80 % des titres qu'ils détiennent ; les 20 % restants, ils en feront don à la société qui au sein de la C.B.S.F. est chargée, dans la mesure du possible, de compenser, par la création de nouveaux emplois ceux qui ont été ou devront être encore supprimés. C'est là la « contribution » des anciens responsables du groupe à la « sauvegarde de l'emploi ».

En contrepartie de ce qu'ils cèdent, les frères Willot ont obtenu que la C.B.S.F. se désiste — devant les tribunaux civil et commercial — des actions qu'elle — et elle seule — avait engagées contre eux. Sont exclues de ce *modus vivendi*, les actions publiques ou pénales à l'encontre des frères Willot. En contrepartie de leurs actions, ces derniers recevront, quand ce sera possible, des actions à dividende préférentiel (sans droit de vote). Plusieurs années s'écouleront avant que cela ne devienne possible, notamment en raison de la fusion à laquelle il faudra probablement procéder entre la C.B.S.F. et la Société foncière et financière Agache-Willot (S.F.F.A.W.).

Dans toutes les hypothèses, les anciens propriétaires du groupe seront minoritaires. Ils possèdent actuellement 42 % de la S.F.F.A.W., desquels il faut sous-

traire le cinquième qu'ils donnent pour la sauvegarde de l'emploi (il reste donc 34 %).

Enfin, dernière concession, M. Jean-Pierre Willot devrait retrouver un poste dans l'entreprise, hors hiérarchie : conseiller technique aux problèmes de distribution.

On conçoit très aisément tous les avantages de l'accord global auquel sont parvenus les responsables de la C.B.S.F., et les frères Willot devraient très rapidement trouver un environnement financier et industriel plus sain ; ainsi serait-il fait appel aux banques créancières pour qu'elles transfèrent tout ou partie de leurs créances en capital. Reste à savoir comment se déroulera l'opération — passionnée — sera accueillie par les syndicats. Comme par le parti socialiste, voire par le conseil d'administration de C.B.S.F.

● **Le CRI a traité 108 dossiers** depuis sa création. — Le comité interministériel de reconstruction industrielle (CRI), spécialisé dans le sauvetage des entreprises en difficulté, a traité 108 dossiers touchant 52 400 salariés entre sa date de création, le 6 juillet 1982, et mai 1983. Dans 89 % des cas, le traitement a permis de trouver une solution ce qui a aidé à sauvegarder 37 750 emplois.

LA REMONTÉE DU DOLLAR S'ACCELÈRE : 7,70 F

La remontée du dollar sur les marchés des changes, amorcée lundi 4 juillet 1983, s'est accélérée mardi 5 juillet, le cours de la monnaie américaine passant de 7,66 F à plus de 7,70 F à Paris, et de 2,55 DM à 2,566 DM à Francfort. Comme la veille, cette fermeté du « billet vert » est due à la crainte d'une hausse des taxes aux États-Unis, à l'initiative des autorités fédérales, désireuses de freiner l'accroissement de la masse monétaire.

TOURISME

QUELLE PLACE CHOISIR ?

Il y a déjà bien des mois que l'on parle de la réforme du financement du logement. Est-ce la question de jeter à bas la précédente, qui n'a pas encore sept ans ? Pas à proprement parler, mais il s'agit d'adapter à une période de crise des mécanismes conçus dans une période d'expansion. La commission Bonin propose donc, sous réserve, une réforme par petites touches, qu'il s'agisse de l'amélioration de l'épargne-logement, de l'offre de prêts à taux et à annuités variables ou de modification de la fiscalité.

Rien de révolutionnaire, donc, mais des mesures qui devront être testées avant d'être généralisées. Le gouvernement, s'il les adopte, n'en courra pas le reproche, fait à son prédécesseur de 1977, d'avoir brutalement changé les règles du jeu sans avoir suffisamment éprouvé la qualité des outils financiers nouvellement forgés. Il risque plutôt le reproche inverse de ne pas aller assez vite pour rendre efficaces les aides de l'Etat, dont personne ne conteste qu'elles ont atteint un plafond difficile à dépasser.

La fusion des aides personnelles (allocation-logement et aide personnalisée au logement - A.P.L.) va plus loin. Limitée au parc de logements sociaux, elle est rendue urgente à la fois par la dérive (prévisible et prévue) qu'a prise l'A.P.L., dont la mort en régime devient insupportable pour les finances publiques, par l'équilibre financier précaire de trop d'organismes d'H.L.M., et par un légitime souci de mieux adapter les loyers à la prestation fournie : elle suppose donc remise en ordre des loyers et négociation. Là encore, cela prendra du temps, beaucoup de temps.

Puisqu'on ne peut préjuger l'efficacité de telles mesures, il faut donc les mettre en place très vite, le secteur de la construction étant lent à réagir. Quant à la portée des incitations fiscales suggérées sur la reprise des investissements privés, on ne peut être que très réservé. Le « déficit » de soixante mille logements enregistrés en 1982 (on n'a mis en chantier que trois cent quarante trois mille logements au lieu de quatre cent dix


Par petites touches

mille) sera sans doute rééquilibré en 1983. Il est dit, on le sait, à l'effacement du secteur privé. Le manque de confiance, qui n'est qu'un euphémisme cachant une hostilité politique, est présent chez la plupart de ceux qui investissent dans le privé. Ne le retrouve-t-on pas aussi dans beaucoup de conseils d'administration de sociétés anonymes d'H.L.M. ? Comme ce manque de confiance se double de réelles raisons économiques de placer son argent ailleurs que dans la construction de logements locatifs, il y a peu de chances pour que la construction privée redémarre.

On peut alors se demander pourquoi le groupe de travail s'est borné à constater que le secteur des investisseurs institutionnels (banques, compagnies d'assurances, établissements publics) construit peu de logements (3 % des mises en chantier les bonnes années). La nécessité orthodexe financière et structurelle de ces groupes, nationaux ou non, pas plus que leur recherche du meilleur investissement possible pour les fonds qui leur sont confiés n'ont à être remis en cause. Si la relance de la construction et du bâtiment (dont tous les experts s'accordent à dire qu'elle n'est pas infatigable et qu'elle est créatrice d'emplois) demeure pour le gouvernement une voie privilégiée pour sortir du marasme, cela vaut peut-être la peine d'essayer de convaincre ces investisseurs institutionnels que la pierre reste à terme un placement intéressant. Un premier effort a été fait dans ce sens par le ministre de l'Urbanisme et du logement en associant les compagnies d'assurances au projet de construction dans Paris de logements à loyers modérés. Il faudrait incontestablement aller plus loin. Est-il vraiment impensable de demander à ces groupes de prendre momentanément, au moins en partie, le relais des investisseurs particuliers défaits ? Obtenir d'eux qu'ils construisent des logements à loyers libres plutôt que d'acheter des bureaux au cœur de Paris ne devrait pas être impossible.

JOSÉE DOYÈRE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



# Les atouts de la croissance

**Une diversification d'avenir : la biochimie**

**Part du chiffre d'affaires réalisé à l'étranger :**

1980 : 48 %  
1981 : 57 %  
1982 : 61 %

**Une capacité d'innovation technologique**

**Une présence solide dans ses métiers de base**

**Lafarge Coppée, 1<sup>er</sup> cimentier d'Amérique du Nord**

**BAC-SCIENCES PO**  
Donnez-vous les meilleurs atouts !  
de la seconde aux terminales.  
Institut Privé APOLLINAIRE  
45, rue du Fbg Montmartre  
75009 PARIS - Tél. 770 63 12

**OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudication**  
Et de M<sup>re</sup> ANGEAULT, not. à CHEFFES (M.-et-L.), Tél. (01-41) 42-61-14  
**A VENDRE à CHEFFES**  
29 ans nord d'ANGERS  
**TERRAINS A BATIR**  
85 F le m<sup>2</sup>. Proximité rivière.

**Lafarge Coppée**  
Siège social : 23, rue Emile-Mémer 75116 Paris Tél. : (1) 502.11.10 Téléc. : 620.804 F

■ BIOCHIMIE ■  
■ INGENIERIE ■  
■ REFRACTAIRES ■  
■ CERAMIQUES SANITAIRES ■  
■ PLATRES ■  
■ ALUMINEUX ET DIVERS ■  
■ CEMENTS, BETONS, MATERIAUX DE CONSTRUCTION ■



## LE MANAGEMENT...

c'est désormais :  
**L'INFORMATIQUE** dans la mise en œuvre d'outils d'aide à la décision de gestion  
**L'INFORMATIQUE** dans la conception de systèmes d'information en planification & contrôle de gestion

# CESSIAG

LE CYCLE D'ETUDES SUPERIEURES EN SYSTEMES D'INFORMATION AUTOMATISES DE GESTION s'adresse aux Diplômés d'Ecoles d'Ingénieurs, de Gestion, de l'Université (BAC+4).

Une formation à plein temps associant les méthodes de management, les techniques scientifiques de décision & l'informatique.  
 Des moyens matériels & logiciels importants (Hewlett Packard 3000/44)  
 Un corps professoral spécialisé (Entreprises, Grandes Ecoles et Université)

**LA CERTITUDE d'un SAVOIR-FAIRE et d'une CARRIERE DE SPECIALISTE DES SYSTEMES D'INFORMATION DE GESTION, de CONCEPTEUR, de CONSULTANT**  
 Possibilités de bourses d'études & de prêts d'honneur

Avec la collaboration,  
 De la Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises  
 De l'Université des Sciences & Techniques du Languedoc, à MONTPELLIER  
 Des Grandes Entreprises du domaine (constructeurs, sociétés de services et de conseil)

**JURY D'ADMISSION** : 12 juillet et 16 septembre  
 Pour tous renseignements, s'adresser à :  
 Mme CHEVRELOT - Secrétaire du Programme CESSIAG

**ESF**  
**TOULOUSE**  
 GROUPE ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE  
 32, rue de la Dalbade - 31000 Toulouse - (061) 25.03.25

## RÉPUBLIQUE DU ZAIRE

OFFICE DES ROUTES - DIRECTION GÉNÉRALE

- Appel d'offres public international pour la fourniture de deux grues, d'équipements divers et de matériel pour la construction navale.

- Appel d'offres n° OR/SGMTP/BACS/001/CA/83.

1. **Objet** :  
 La fourniture comprend : deux grues, des équipements divers et du matériel pour la construction navale, et ce en 14 lots séparés.

2. **Source de financement** :  
 Cinquième accord de crédit de Banque mondiale, partie A (3) du projet.

3. **Achat du dossier** :  
 Le dossier complet d'appel d'offres peut être obtenu à l'Office des routes, B.P. 10 899, Kinshasa, Zaïre. Secrétaire du conseil des adjudications, contre la somme de Z. 1 000 ou auprès de l'Union mondiale ORT, 1-3, rue de Varembe, 1211 Genève 20 (Suisse) ou auprès de l'Union mondiale ORT, 817, Broadway à New-York, NY 10003, U.S.A., contre versement de la somme de 125 dollars U.S.

4. **Remise et ouverture des offres** :  
 Les offres doivent parvenir sous pli fermé au Secrétaire permanent du conseil des adjudications de l'Office des routes, B.P. 10 899 à Kinshasa, Zaïre, avant la 8 août 1983 à 10 heures, date et heure auxquelles il sera procédé à l'ouverture des offres.

5. **Présentation des offres** :  
 Les offres seront remises, sous double enveloppe, sans marque de firme.  
 L'enveloppe extérieure ne portera que l'adresse de l'Office des routes, avec la mention : « Soumission pour fourniture de deux grues, d'équipements divers et de matériel pour la construction navale ».

6. **Lieu et délais de livraison** :  
 Le matériel est livré franco au SGMTP/BACS de l'Office des routes, avenue de Poide-Lours, à Kinshasa-Kinshasa, Zaïre, en parfait état dans son emballage d'origine, nuvert pour les besoins de l'inspection.

(Publicité)

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

SERVICE DES MARCHÉS

RABAT

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT NON PUBLIC

N° 140/83

Le Ministère de la Santé Publique à RABAT (Maroc) recevra jusqu'au 10 août 1983, avant 12 heures les offres de prix concernant la fourniture du matériel de laboratoire et des produits chimiques destinés à la division de l'épidémiologie, Ministère de la Santé Publique, RABAT (Maroc).

Les soumissionnaires doivent déposer les échantillons ou éventuellement les documents techniques (avec une note de présentation pour chaque lot proposé) au laboratoire national de contrôle des médicaments à RABAT, avant le 9 août 1983, à 12 heures.

**PIECES A PRODUIRE DANS UNE PREMIERE ENVELOPPE**

A. - **DOSSIER ADMINISTRATIF**

1) Une déclaration sur l'honneur en double exemplaire prescrite par l'article 6 paragraphe 5 et complétée conformément aux indications de l'article 11 A du décret N° 2.76.479 du 14.10.76 relatif aux marchés de travaux, fournitures ou services au compte de l'Etat.

2) Attestation délivrée depuis moins d'un an par le percepteur certifiant que le soumissionnaire est en situation fiscale régulière et mentionnant l'activité exercée au titre de laquelle le soumissionnaire a été imposé. Sans dispenses de produire cette attestation les sociétés non installées au Maroc.

B. - **DOSSIER TECHNIQUE**

Notre indiquant les moyens humains et techniques du candidat, le lieu, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a concouru, l'emploi qu'il occupait dans chacune des entreprises auxquelles il a collaboré.

**DANS UNE DEUXIEME ENVELOPPE**

La soumission timbrée accompagnée du détail estimatif et du bordereau des prix.

L'ensemble est à mettre dans une enveloppe extérieure qui doit porter le nom et l'adresse du soumissionnaire, la nature des fournitures ainsi que la mention suivante : « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT NON PUBLIC N° 140/83 ».

Les plis seront soit envoyés par la poste, soit déposés contre récépissé au Secrétaire de Monsieur le Secrétaire Général du Ministère de la Santé Publique à RABAT.

Les documents sont à retirer au Service des Marchés du Ministère de la Santé Publique à RABAT, ou dans les ambassades du Royaume du Maroc à l'étranger.

## ÉTRANGER

### Fiat ou l'art de se refaire une santé

De notre envoyé spécial

Turin. - La Fiat se porte mieux. Dans un monde en récession et avec une activité hautement concurrentielle, elle a réussi à dégager en 1982 un bénéfice de 111 milliards de lires (560 millions de francs). Un résultat non négligeable quand on voit les pertes de Peugeot, Renault et Volkswagen.

Le chiffre était connu, mais M. Giovanni Agnelli s'est efforcé le 4 juillet devant une assemblée générale d'adonnaires d'expliquer ce redressement.

« Justesse des choix stratégiques », « initiatives incessantes pour accroître productivité, efficacité et flexibilité » tel est le credo de M. Agnelli. Quelques chiffres viennent à l'appui de la démonstration. Alors que le chiffre d'affaires de Fiat a augmenté l'an passé, déduction faite des échanges inter-groupes, de 2,15 %, les effectifs ont diminué de 14,4 % (principalement il est vrai par des cessions). Encore cette réduction ne tient-elle pas compte des ouvriers en chômage technique depuis 1981. Ils étaient alors 24 000 et ne sont plus que 17 500, dont 2 500 pourraient être réembauchés dans les mois qui viennent. Mais, dit M. Agnelli, pour les 15 000 autres « nous ne les reprendrons que si la production le permet. Pas un seul poste de travail ne sera créé pour des raisons syndicales ».

Les gains de productivité résultent aussi d'une robotisation croissante et d'investissements importants. Dans l'automobile (qui représente 50 % des activités du groupe), ceux-ci ont atteint 880 milliards de lires soit près de 9 % du chiffre d'affaires. Conséquence : le seuil de rentabilité de cette branche en a été abaissé.

Fiat, qui devait vendre 1,5 million d'automobiles en 1979 pour faire des bénéfices, dégage désormais des profits avec 1,14 million. Et il ne faudra plus qu'un million de véhicules en 1985. Le coût des retraits d'Argentine et d'Espagne épongé - qui explique la légère perte du secteur automobile en 1982, - cette branche devrait être rentable dès 1983. Car, si les ventes se stabilisent en Europe, elles progressent sur un marché italien pourtant médiocre.

Président heureux de la Fiat, M. Giovanni Agnelli est aussi un homme public italien de fièvre (le 15 juin) et un des grands industriels de l'Europe. A ce titre, il dit son espoir d'un « pouvoir exécutif plus fort », se crainte d'une coalition gouvernementale plus difficile à gouverner depuis les dernières élections. « La caractéristique de la mesure d'assainissement de l'économie », « la que l'on appelle cela Thatcherisme, Reaganisme ou de l'Europe », « même en France, « un gouvernement avec un Parlement à majorité socialiste n'a pu l'empêcher ». Favorable à la coopération européenne, notamment en matière de composants et de recherche, M. Agnelli n'attend pas pour autant substituer « un protectionnisme européen à des protectionnismes nationaux ». La coopération doit donc s'élargir. Au Japon notamment.

Et si certains - il cite M. Chevènement - persistent à faire adopter des mesures protectionnistes et à briser l'Europe : « On verra alors comment cela finira ». Une manière de dire « nous en mourrons ».

BRUNO DETHOMAS.

### Au Japon

## Hitachi est impliqué dans une affaire d'espionnage industriel au profit de l'U.R.S.S.

De notre correspondant

Tokyo. - Impliqué l'an dernier dans une affaire d'espionnage industriel au détriment de la firme américaine I.B.M., le numéro un japonais de l'appareillage électrique, Hitachi, se trouve aujourd'hui indirectement impliqué dans une tentative similaire au profit de l'Union soviétique.

Le président de Hitachi Software Engineering Co, filiale de Hitachi, a reconnu ces jours-ci, après l'avoir initialement démenti, que l'un des responsables de la firme spécialisée dans les programmes pour ordinateurs était depuis plusieurs années en relation « privée » avec deux diplomates soviétiques, virtuellement expulsés au début du mois de juin par les autorités japonaises. Les deux hommes, MM. Vinogradov (premier secrétaire) et Kakorin (ingénieur), étaient soupçonnés d'espionnage industriel.

Selon Hitachi, aucun secret concernant les systèmes d'ordinateurs n'aurait été fourni aux Soviétiques. On indique cependant que ces

derniers, qui étaient en rapport avec l'employé japonais impliqué dans cette affaire depuis 1978, lui avaient proposé, après sa mise à la retraite prochaine, de constituer une firme spécialisée dans la collecte d'informations scientifiques et techniques.

L'affaire est présentée comme un « cas privé », sans réelle portée de fabrication. Elle n'en est pas moins fort embarrassante. Elle survient un an après la découverte des activités d'espionnage de la firme nipponne (qui a finalement plaidé coupable) dans la Silicon Valley californienne (le Monde du 25 juin 1982).

Elle tend également à confirmer l'impression, fort répandue, d'un Japon très ouvert aux activités d'espionnage industriel des Soviétiques, alors que l'administration Reagan s'efforce par divers moyens d'empêcher les fuites de technologies occidentales vers Moscou.

R.-P. PARINGAUX.

### LA BALANCE COMMERCIALE A ÉTÉ EXCÉDENTAIRE

La balance commerciale du Japon a été excédentaire de 2,7 milliards de dollars en mai en données brutes. Les exportations se sont élevées à 11,5 milliards de dollars (- 4,8 % par rapport à avril) + 0,6 % en un an) et les importations à 8,8 milliards de dollars (- 5,7 % en un mois, - 13,2 % par rapport à mai 1982).

Depuis le début de l'année, c'est-à-dire en cinq mois, la balance commerciale du Japon a dégagé un excédent de 9,8 milliards de dollars, nettement supérieur à celui de la même période de 1982 (+ 5,2 milliards) et ce malgré la stagnation des exportations.

La balance des paiements courants (commerce extérieur et services) a dégagé un excédent de 1,6 milliard de dollars en mai et de 5,4 milliards de dollars pendant les cinq premiers mois de l'année (- 203 millions de dollars pendant les cinq premiers mois de 1982). Sur l'ensemble de l'année dernière, la balance des paiements courants du Japon avait été excédentaire de 9,8 milliards de dollars.

### BRÉSIL

Le Brésil a obtenu un nouveau délai de deux semaines pour le remboursement d'un crédit-relais de 400 millions de dollars à la Banque des règlements internationaux (B.R.I.), déjà repoussé de fin mai 1983 à fin juin. Ce pays, pour rembourser la B.R.I., attend que le Fonds monétaire international lui verse la deuxième tranche (411 millions de dollars) de son prêt global de 4,9 milliards de dollars, versement prévu pour fin mai 1983 et repoussé au 15 juillet prochain.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DU COMMERCE

SONACAT

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

N° 07/83/DEI-0

Un avis d'Appel d'Offres International est lancé pour la fourniture de :

**MATÉRIEL DE BUANDERIE**

Le présent Appel d'Offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78.02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le Commerce extérieur.

A cet effet, les soumissionnaires étrangers doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par la Chambre de Commerce et d'Industrie du lieu de leur résidence, attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricants ou de producteurs.

En outre, conformément à la circulaire n° 21 DGC-IMP du 4 mai 1981 du Ministère du Commerce, les Offres doivent être accompagnées des pièces et documents suivants :

- Le statut de l'Entreprise ainsi que la liste des principaux actionnaires ;  
 - La situation fiscale en Algérie et dans le pays de leur siège social ;  
 - La liste des principaux gestionnaires de l'Entreprise ;  
 - Les bilans des deux dernières années ;  
 - L'attestation de non-recours à des intermédiaires conformément à l'article 12 de la loi 78.02 du 11/02/1978, portant monopole de l'Etat sur le Commerce Extérieur ;  
 - La répartition du capital social lorsque le soumissionnaire est une Société Anonyme.

Les firmes intéressées pourront retirer le cahier des charges en s'adressant à SONACAT - DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS, 11, route de Sidi-Moussa, DAR-EL-BEIDA. Contre la somme de 100 DA. le lot.

Les Offres établies conformément aux exigences du cahier des charges doivent parvenir obligatoirement par voie postale sous double pli anonyme cacheté et recommandé, au plus tard le 31 juillet 1983 à l'adresse indiquée ci-dessus.

Toute offre qui parviendra après cette date sera considérée comme nulle. L'enveloppe extérieure devra comporter obligatoirement la mention d'Avis d'Appel d'Offres International n° 007/83/DEI/0 - A NE PAS OUVRIR -.

Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une période de 90 jours.

### La baisse de la natalité semble s'accroître en France.

Selon une enquête de l'I.N.S.E.E. auprès d'un échantillon de populations urbaines pour les quatre premiers mois de 1983, le nombre des naissances s'est élevé à 71 833, contre 76 931 pour la même période en 1982. Si cette tendance se confirme pour l'ensemble de la France et se prolonge jusqu'à la fin de l'année, le nombre des naissances en 1983 sera inférieur de 50 000 à ce qu'il fut en 1982 (798 000). Il aura manqué dès lors, en 1983, 120 000 naissances pour assurer le simple remplacement de la population.

### Un prêt de 200 millions de francs pour Charbonnages de France.

La Commission des Communautés européennes et la Banque européenne d'investissement (B.E.I.) ont accordé à Charbonnages de France un prêt de 200 millions de francs pour le développement de l'exploitation d'une mine de lignite à Gardanne, près d'Aix-en-Provence, et la construction à proximité d'une nouvelle unité de 600 mégawatts.

## SCIENCES

### AUX ÉTATS-UNIS

## Energie record pour l'accélérateur de particules du Fermi National Laboratory

L'accélérateur « supraconducteur » du Fermi National Laboratory, construit dans la banlieue de Chicago, a accéléré, dimanche 3 juillet, son premier faisceau de protons à lui a communiqué l'énergie record de 512 milliards d'électron-volts (512 GeV), vient d'annoncer son directeur, M. Leon Lederman.

Surtout, il s'agissait du premier fonctionnement d'un accélérateur supraconducteur en vraie grandeur. Le synchrotron du laboratoire Fermi est installé dans un tunnel annulaire long de 6,4 kilomètres. Les protons sont maintenus sur leur orbite par plus de mille aimants, chacun long de 7 mètres, refroidis à quelques degrés au-dessus du zéro absolu (moins 273,15 degrés Celsius) par de l'hélium liquide.

A cette basse température, le métal qui constitue le bobinage des aimants devient supraconducteur, c'est-à-dire qu'il n'oppose aucune résistance au passage d'un courant électrique. On peut donc faire passer des courants beaucoup plus intenses que dans un conducteur normal et créer ainsi des champs magnétiques plus forts permettant finalement de donner aux particules des énergies plus élevées. La capacité de liquéfaction d'hélium installée dans ce but au « Fermilab » est supérieure à la capacité mondiale de liquéfaction d'hélium existant auparavant.

A l'automne, quand les ingénieurs mettront bien le conduit du faisceau, les protons seront extraits de l'accélérateur et utilisés pour des expériences de physique des particules. Mais l'objectif principal est de faire tourner en sens inverse dans l'accélérateur des antiprotons accélérés à la même énergie. L'accélérateur sera alors transformé en un collisionneur de protons et d'antiprotons, analogue à celui qui fonctionne à Genève dans les installations du Centre européen de recherches nucléaires (CERN), et qui a récemment permis la découverte de nouvelles particules : les bosons W et Z.

Cette transformation devrait être achevée en 1986. L'énergie disponible dans les collisions sera alors supérieure à celle dont on dispose au CERN. Pour le moment, les Européens, premiers à explorer le terrain vierge des collisions à haute énergie, ont déjà mis à leur profit d'importantes découvertes.

## Quatre nouveaux contrats de lancement de satellites pour Ariane

Quatre nouveaux satellites seront lancés par la fusée européenne Ariane. L'Agence spatiale européenne (ESA) a signé à cette fin, samedi 2 juillet, deux contrats avec les sociétés Arianeespace. Le premier concerne le lancement, par un lanceur Ariane-3, au second semestre de 1986, du grand satellite expérimental de télécommunications L-Sat, récemment baptisé Olympus, que l'ESA fait actuellement construire.

L'autre contrat, conséquence directe de la création récente de l'organisation européenne de météorologie spatiale Eumetsat, prévoit le lancement de trois versions améliorées des satellites Météosat en 1987, 1988 et 1990.

C'est le lanceur Ariane-4 qui devrait être utilisé pour ces mises en orbite. Cet important contrat, le premier qui prévoit le recours à cette future version du lanceur, est conclu entre des partenaires qui entretiennent, il est vrai, des relations privilégiées.

مكتبة الأنجلو



# CONJONCTURE

## AU CONSEIL ÉCONOMIQUE

### Le succès de la lutte contre l'inflation dépendra en grande partie de la politique salariale estime M. Tessier

« La solidarité européenne [est] nécessaire à la sortie de la crise » et tout repli protectionniste ne serait qu'une fausse alternative, a affirmé, lundi 4 juillet, M. Jacques Tessier, président d'honneur de la C.F.T.C. lors de la présentation à la presse du rapport du Conseil économique et social (CES) sur la conjoncture économique du premier semestre 1983. Se prononçant clairement pour le maintien du franc dans le S.M.E., le rapport fait de la maîtrise de l'inflation un impératif absolu prioritaire. Dans cette perspective, on ne peut que souhaiter la réussite du plan Delors, a déclaré le rapporteur, qui insiste sur la nécessité d'obtenir l'adhésion du plus grand nombre et de « surmonter la crise de confiance actuelle », obstacle au redressement.

L'analyse conjoncturelle du Conseil économique aboutit à la quasi-certitude d'un léger recul du

PIB (produit intérieur brut) en 1983. Ainsi ces perspectives sont-elles plus sombres que la croissance zéro inscrite dans les comptes de la nation pour cette année. Il faut s'attendre à une nouvelle baisse de pouvoir d'achat global des Français, amorcée dès le deuxième semestre 1982. D'ici à la fin de l'année, le nombre des chômeurs s'accroîtra de 150 000. Le taux de chômage atteindrait alors 9,5 % de la population active.

L'investissement industriel, qui continue de baisser, est en 1983, en volume, inférieur de 22 % à son niveau de 1973, ayant décliné de 2 % par an en moyenne depuis le premier choc pétrolier.

La situation internationale de la France se caractérise par un déficit commercial élevé mais qui tend à s'atténuer, et il a fallu recourir à un endettement extérieur que le Conseil économique situe entre 350 et 400 milliards de francs. D'autre part, l'écart des taux d'inflation avec les principaux pays industrialisés s'est aggravé au cours des cinq premiers mois de l'année.

Pour réussir le redressement, qui ne pourra bénéficier que d'un soutien limité de l'environnement international, le Conseil économique fait un certain nombre de recommandations. Les résultats de la lutte prioritaire contre l'inflation dépendent en grande partie de la politique salariale. A ce sujet, M. Tessier propose de « maintenir au minimum le pouvoir d'achat du S.M.E. et des prestations familiales », mais estime qu'un effort des partenaires sociaux est indispensable. « Une concertation annuelle devrait être organisée (...) entre les pouvoirs publics et les partenaires sociaux », écrit M. Tessier dans son rapport.

L'auteur suggère l'intervention plus fréquente de médiateurs pour régler les conflits collectifs qui naissent à la suite d'échec des négociations salariales.

« L'emploi des ressources de l'économie doit être plus favorable

à l'investissement et à l'exportation », note le rapport. Le nécessaire relèvement des taux d'autofinancement des entreprises pourrait se traduire par une affectation des gains de productivité aux investissements pour les trois quarts ou les quatre cinquièmes. Dans la même optique, la politique économique devrait « tendre à retrouver un régime de liberté des prix, assorti d'une surveillance attentive des secteurs peu concurrentiels et d'un examen approfondi des circuits de distribution ». En outre, « l'effort de maîtrise des déficits publics doit être poursuivi, afin de limiter la pression que leur financement exerce sur le marché financier et sur les taux d'intérêt dont le niveau est dissuasif pour l'investissement ».

Les mesures prises par les pouvoirs publics dans le domaine de l'emploi (créations d'emplois publics, préretraites...) atteignent les limites de ce qui est financièrement supportable, estime M. Tessier. Aujourd'hui, il faut « prolonger et amplifier les actions de formation professionnelle des jeunes, rechercher par voie constructive l'aménagement et la réduction du temps de travail » et développer le travail à temps partiel.

### INFORMER : SOUS-INFORMÉS, SURINFORMÉS

Les médias et l'information en débat ; l'information demain ; la place du social ; la presse locale ; dans l'entreprise.

AVEC DES CONTRIBUTIONS DE : Roland Cayrol, Noël Copin, Guy Lorant, Anita Bensaid, Jean-Marie Dupont, Michel Rey, Dominique Wolton...

**AUJOURD'HUI**  
revue du changement social  
N° 62 - JUILLET-AOÛT 1983  
Le numéro : 30 F. En vente chez votre marchand de journaux ou à commander 26, rue de Montbail, 75439 PARIS CEDEX 09

# SOCIAL

### M. Bergeron confirme l'annulation du conseil d'administration de l'UNEDIC du 6 juillet

La réunion du conseil d'administration de l'UNEDIC (assurance-chômage) prévue pour le 6 juillet a été annulée, le quorum n'étant pas atteint dans le collège employeurs. Le C.N.P.F. refuse provisoirement de siéger, pour protester contre la décision du gouvernement, annoncée le 29 juin, de relever d'un point le taux des cotisations. La C.G.P.M.E. a par contre confirmé qu'elle continuerait à siéger.

Après avoir annoncé à la presse, le 4 juillet, cette annulation, M. André Bergeron, président de l'UNEDIC, a précisé que le C.N.P.F. continuerait de participer aux réunions du bureau de l'UNEDIC (la prochaine à lieu le 6 juillet) et aux commissions paritaires des ASSEDIC. Cela garantit à court terme les droits des chômeurs. Mais, selon M. Oswald Calvet, responsable du secteur employeurs de la C.G.T., la décision du C.N.P.F. pourrait empêcher la revalorisation semestrielle des allocations de chômage au 1<sup>er</sup> octobre.

Au cours de sa conférence de presse, M. André Bergeron a par ailleurs répondu aux critiques formulées par la Cour des comptes sur le système actuel d'assurance-chômage (Le Monde des 16 et 30 juin).

« Quelles que soient les critiques, nous sommes un régime social au plein sens du terme et nous refusons de nous enfermer dans des règles trop rigides », a souligné M. Bergeron. En réponse au reproche de « laxisme », il fallait « faire preuve de bon sens ». Sur la « faible incitation à la reprise de l'emploi », l'UNEDIC a rappelé M. Bergeron, a toujours émis le vœu que la responsabilité du placement « incombe à la puissance publique ». Enfin les « contrats de complaisance » sont à ramener à « de justes proportions ».

L'UNEDIC a, de toute façon, depuis sa création en 1958, écarté tout « comportement policier » envers les chômeurs et ceux qui contribuent financièrement à l'UNEDIC. « Nous ne changerons pas de comportement et souhaitons pouvoir continuer une expérience qui a rendu de grands services », a-t-il conclu.

L'éventuelle modification du système actuel fait l'objet de nombreux commentaires. Dans une interview publiée dans Le Monde du 2 juillet, M. Jack Ralite, ministre chargé de l'emploi, avait affirmé qu'« actuellement la cotisation lutte contre le salaire et l'emploi, alors qu'il faudrait l'asseoir sur la richesse réelle produite par l'entreprise ». Pour le ministre, on pourrait aboutir « à ce que les salariés soient moins, que les entreprises industrielles et commerciales soient traitées différemment, et que les établissements financiers soient plus concernés ».

Une nouvelle académie internationale. - L'Association mondiale de prospective sociale (A.M.P.S.), créée en 1976 à Genève et dont le secrétaire général est M. Albert Tévoédjrè, directeur général adjoint du Bureau international du travail, vient de lancer de nouvelles initiatives dans trois directions : 1) création d'une académie internationale de prospective sociale, dont le but est de poursuivre des recherches interdisciplinaires sur la solidarité internationale ; 2) organisation de séminaires internationaux de prospective sociale, à Genève, chaque année, durant la dernière semaine de mai. En 1984, cette semaine aura pour thème : « L'explosion urbaine : chaos ou maîtrise ? » ; 3) formation

d'associations nationales et régionales de prospective sociale. L'adresse de l'A.M.P.S. est la suivante : B.P. n° 6, CH-1211, Genève 22 (Suisse).

L'U.G.T.T. suspend son appartenance à la C.I.S.L. - L'Union générale des travailleurs tunisiens (U.G.T.T.) a décidé de suspendre son appartenance à la Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.), en raison des positions « partiales » prises en faveur d'Israël lors du congrès d'Oco, a annoncé le 4 juillet à Tunis M. Habib Achour (Le Monde daté 3-4 juillet).

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
\$E-U.....	7,7890 7,7120	+ 150 + 200	+ 300 + 380	+ 870 + 1020
\$Can.....	6,2570 6,2610	+ 140 + 190	+ 280 + 350	+ 770 + 910
Yen (100).....	3,2080 3,2030	+ 150 + 180	+ 380 + 350	+ 940 + 1020
DM.....	3,0815 3,0840	+ 180 + 210	+ 360 + 390	+ 1050 + 1120
Florin.....	2,5810 2,6040	+ 150 + 180	+ 380 + 340	+ 860 + 930
F.R. (100).....	14,9980 15,0090	+ 420 + 480	+ 870 + 930	+ 2330 + 2420
F.S. (100).....	3,6230 3,6270	+ 230 + 260	+ 460 + 510	+ 1390 + 1480
L (1 000).....	5,0663 5,0690	- 210 - 160	- 430 - 390	- 1470 - 1310
E.....	11,9090 11,9180	+ 250 + 340	+ 520 + 640	+ 1530 + 1700

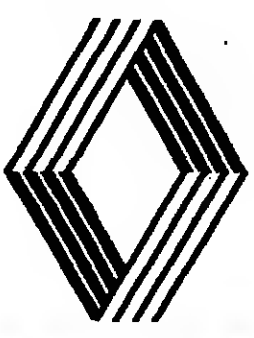
### TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 3/8	9 3/4	9 1/2	9 7/8	9 5/8	10	10 1/8	10 3/8
\$E-U.....	4 9/16	4 15/16	4 15/16	5 3/16	4 15/16	5 5/16	5 3/8	5 3/4
DM.....	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
F.R. (100).....	3 7/8	4 5/8	4 7/16	4 13/16	4 1/2	4 7/8	4 5/8	5
F.S. (100).....	14 1/2	15 3/4	14 15/16	15 1/2	15 1/2	16 3/4	18 1/8	19 1/8
E.....	1 1/4	9 7/8	9 3/8	10	9 3/8	10	9 11/16	10 5/16
E.....	12	12 7/8	12	12 7/8	12 7/8	13 3/4	16 1/2	17 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Emprunt obligataire de 1,5 milliard de francs



### Emprunt à taux variable

Montant minimum : F 300.000.000  
Prix d'émission : 98,50 %  
soit F 4925 par obligation.  
Intérêt : Payable annuellement le 25 juillet de chaque année et pour la première fois le 25 juillet 1984.  
Égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts garantis par l'Etat et assimilés établis par l'INSEE.  
Intérêt minimum garanti : 9 %.

### Emprunt à taux révisable

Montant minimum : F 300.000.000  
Prix d'émission : le pair soit F 5000 par obligation.  
Intérêt : Payable annuellement le 25 juillet de chaque année et pour la première fois le 25 juillet 1984.  
Le taux annuel fixe sera révisé tous les trois ans en fonction de l'évolution du taux d'intérêt obligataire.  
Le taux d'intérêt annuel applicable les 3 premières années sera de 15 %, soit F 750 par obligation.

Jouissance : 25 juillet 1983

Durée : 12 ans.

Amortissement : En totalité le 25 juillet 1995 par remboursement au pair.

Cotation : En Bourse de Paris.

## Régie Nationale des Usines RENAULT

Une note d'information a été envoyée par la C.F.T.C. sous le n° 83-107 en date du 24 juin 1983 en vue de la consultation du public auprès des établissements chargés du placement à l'1.1.0. du 4 juillet 1983



## Les moyens de la croissance

### Emission d'obligations à bons de souscription d'actions de 300 millions de francs

représentée par 300 000 obligations de 1000 F nominal  
A chaque obligation sont attachés 3 bons de souscription d'actions Lafarge Coppee, à raison de 1 action par bon.

Prix d'émission : 1000 F  
Jouissance : 3 août 1983

Intérêt annuel : 11 % (exceptionnellement, le premier coupon à échéance du 1<sup>er</sup> janvier 1984 sera de 14,12 %).

Taux de rendement actuariel brut : 11 %

Amortissement : au pair en 5 tranches égales à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1986

La possibilité de souscrire des actions à un prix fixe jusqu'au 31 décembre 1986.

Priorité des actionnaires jusqu'au 20 juillet 1983 inclus : 1 obligation pour 26 actions.

- BIOCHIMIE
- INGÉNIEURIE
- REFRACTAIRES
- CERAMQUES SANITAIRES
- PLATRES
- ALUMINEUX ET DIVERS
- CEMENTES, BETONS, MATERIAUX DE CONSTRUCTION

Lafarge Coppee  
Siège Social : 28, rue Émile-Mérier 75116 Paris - Tél. : (1) 502.11.10 - Télex : 620 804 F  
Une note d'information visée par le CGB sous le n° 83-190 du 21 juin 1983 est mise à la disposition du public auprès des établissements chargés du placement.

Une formule nouvelle qui permet de devenir actionnaire en restant obligataire.

Exercice de l'option de souscription

A tout moment, jusqu'au 31 décembre 1986, chaque bon de souscription permet de souscrire une action Lafarge Coppee au prix de 310 F.

Jouissance des actions : du début de l'exercice social de leur souscription.

Cotation : les obligations et les bons de souscription seront cotés à la Bourse de Paris des la clôture de l'émission.

Balo du 4 juillet 1983



## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SLIVARENTE

Société Lyonnaise d'investissement en Valeurs à forte rentabilité  
Société d'investissement à Capital Variable

L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société, réunie le 30 juin 1983, sous la présidence de M. Jacques ROCHE, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 mars 1983.

Les produits distribuables de l'exercice 1982/1983 s'élèvent à F 388 192 914,48.

L'Assemblée a décidé d'attribuer, à partir du 1er juillet 1983, à chaque action en circulation, un revenu global de F 20,05 composé d'un dividende net de F 18,28 et d'un impôt déjà payé au Trésor (crédit d'impôt) de F 1,80.

Ce dividende est matérialisé par le paiement du coupon n° 23.

Comme les années précédentes, le montant du dividende pourra être réinvesti en actions de la Société, en franchise totale de droit d'entrée, pendant un délai de trois mois à compter de la date de mise en distribution.

## Votre implantation aux U.S.A...

## Woodlands, Texas: le centre technologique avancé de l'Amérique de demain.

Tout proche de Houston, Woodlands, Texas bénéficie des liaisons routières, maritimes et aériennes de la 5<sup>e</sup> ville des Etats-Unis, 1<sup>er</sup> taux de croissance du pays depuis 1970.

Loin de l'agitation urbaine, Woodlands offre des implantations industrielles, tertiaires et commerciales tournées vers les activités et les technologies de l'avenir, dans un cadre de vie et de loisirs privilégié.

Woodlands, Texas: une porte ouverte sur le monde de demain.

Commercialisation exclusive pour la France:  
**Bourdais International**  
160-166 bd, Hausmann 75008 Paris. Tél.: (1) 562.11.89 (+). Téléc. 680 578 FLES DOCKS  
DES PÉTROLES D'AMBÈS

L'Assemblée générale annuelle, tenue le 29 juin sous la présidence de M. Bruno Siguer, a approuvé les comptes de l'exercice 1982 faisant ressortir un bénéfice net de 562 787 F (contre 772 352 F en 1981).

Elle a décidé de mettre en distribution un dividende de 2,90 F (soit, avec l'avoir fiscal, un revenu global de 4,35 F) et de verser, par ailleurs, au titre de l'amortissement de capital des sociétés concessionnaires, une somme de 0,70 F par action.

Après ce versement, les 97 800 actions de 50 F composant le capital social seront intégralement amorties.

Selon les prévisions communiquées par le président au cours de la réunion, l'activité globale des entrepôts en 1983 serait du même ordre que celle de l'année dernière.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE  
DE ROSARIO

Une assemblée générale extraordinaire vient de décider la modification de l'exercice social. A partir de 1984, l'exercice coïncidera avec l'année civile. L'exercice actuellement en cours étant prolongé du 31 août 1983 au 31 décembre 1983.

Le conseil d'administration a constaté la réalisation de l'augmentation de capital contre espèces dont le montant s'est élevé à 10 320 000 F.

Par ailleurs, une filiale de la société a cédé un immeuble pour la somme nette de 19 millions de francs.

Ces deux opérations ont permis de rembourser la quasi-totalité des emprunts contractés par le groupe, essentiellement pour des programmes immobiliers.

## Le Carnet des Entreprises

## L'AIR LIQUIDE

Conformément aux décisions prises par le Président Jean DELORME au cours du Conseil d'Administration qui a suivi l'Assemblée Générale des actionnaires du 8 juin 1983, l'organisation de la Direction Générale de la société est la suivante:

Président: M. Jean DELORME;  
Vice-président-Directeur Général: M. Edouard DE ROYERE;  
Administrateur-Directeur: M. Alain JOLY;  
Directeurs: MM. Jean TONY JENNI, Maurice GEORGE;  
Secrétaire Général: M. Jean Delacarte.

Par ailleurs - sur proposition du Président - le Conseil a reconduit MM. Jean PINEAU et Pierre SALBAING comme Vice-Présidents de la société.

M. Jean PINEAU assurera - en outre - les fonctions de conseiller juridique du Président.

Pour tous renseignements sur le Carnet, téléphoner au: 770-85-33.

EMPRUNT C.N.C.A  
8,50% NOVEMBRE 1971

La C.N.C.A a émis en Novembre 1971 un emprunt obligataire représenté par des obligations de F 400, portant intérêt au taux nominal de 8,50% et remboursables au pair par séries triennales de 1977 à 1989.

Cet emprunt comporte une possibilité de remboursement anticipé au gré des porteurs. Ceux-ci peuvent obtenir le remboursement de leurs titres le 15 Novembre 1983, au prix de F 400, par titre, à condition de les avoir déposés trois mois à l'avance, soit le 15 Août 1983 au plus tard à l'une des caisses désignées par la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

Toutefois, la Caisse Nationale de Crédit Agricole a l'intention d'offrir une augmentation du taux d'intérêt aux porteurs qui ne demanderaient pas le remboursement de leurs titres au 15 Novembre 1983.

Un communiqué précisera quelques jours avant la date limite de dépôt des titres les nouvelles modalités retenues et les conditions dans lesquelles les porteurs pourront demander l'estampillage de leurs titres pour en bénéficier.



## COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

## Paiement des dividendes en actions

Faisant application aux dividendes de l'exercice 1982 des dispositions des articles 351 à 353 nouveaux de la loi du 24 juillet 1966, les assemblées générales des trois principales filiales du groupe C.G.E.: CIT-Alcatel, Alcatel Atlantique et Société Générale d'Équipement Salmag et Bétel ont décidé d'accorder à leurs actionnaires la possibilité d'opter pour le paiement en actions de la totalité du dividende affecté aux actions dont ils sont propriétaires.

Les actions nouvelles distribuées en paiement des dividendes sont émises à un prix égal à 95 % de la moyenne, diminuée du montant net du dividende, des premières cotes du marché à terme lors des vingt séances de Bourse précédant le jour de l'assemblée. Elles portent jouissance du 1<sup>er</sup> janvier 1983.

Pour chacune des sociétés concernées, le montant des dividendes nets mis en paiement, le prix d'émission des actions et le délai d'option sont rappelés dans le tableau ci-dessous:

	Dividende net par action	Prix d'émission de l'action	Délai d'option
CIT-Alcatel	61,30 F	1 025 F	20-06/15-07
Alcatel Atlantique	13,50 F	132,36 F	30-06/31-08
S.G.E.-S.E.	10 F	107 F	30-06/24-09

La C.G.E. et les sociétés de portefeuille de son groupe ont décidé d'opter pour le paiement des dividendes en actions en ce qui concerne les participations qu'elles détiennent dans ces trois filiales.

Les actionnaires sont invités à exercer leur option auprès des établissements dépositaires de leurs titres. Leur attention est attirée sur le fait que l'option pour le paiement du dividende en actions ne change en rien la déclaration fiscale des revenus de valeurs mobilières qu'ils auront à effectuer. Les actions obtenues en paiement du dividende peuvent bénéficier, selon le cas et si les conditions nécessaires sont remplies, soit de la réduction d'impôt attachée aux titres placés dans un compte d'épargne en actions, soit de la déduction fiscale prévue par la loi du 13 juillet 1978 (loi Monory).

COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS  
DE RECHERCHES ET D'EXPLOITATIONS PÉTROLIÈRES  
« COPAREX »

L'Assemblée générale des actionnaires, réunie le 29 juin 1983 sous la présidence de M. Jean-Noël Mathien, a approuvé les comptes de l'exercice 1982 qui se soldent par un bénéfice net de 12 633 594,11 F.

Après paiement du précompte mobilier, un montant de 9 250 496,96 F a été affecté à la distribution du dividende. L'Assemblée a fixé le dividende par action ancienne à 11,56 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 5,78 F, ce qui représente un revenu global de 17,34 F, et le dividende par action nouvelle à 2,89 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 1,445 F, ce qui représente un revenu global de 4,335 F. Il est rappelé que la capital social est composé de 600 216 actions anciennes au nominal de 100 F et de 800 000 actions nouvelles au nominal de 100 F chacune, entièrement libérées, ces dernières portant jouissance du 1<sup>er</sup> octobre 1982. Cette distribution représente le maximum autorisé par la loi du 30 juillet 1982.

Les comptes consolidés de l'exercice 1982 présentés à l'Assemblée ont été établis en incluant les filiales apportées par SOGEDIP, appelées dans l'avenir à entrer dans le champ de consolidation de COPAREX.

Il a été indiqué à l'Assemblée que le chiffre d'affaires consolidé ainsi établi pour 1982 s'élève à 337 millions de francs. Il se serait élevé à 160,3 millions si les apports n'avaient pas été réalisés, contre 159,4 millions en 1981. Dans la même analyse, le résultat consolidé de 1982 apparaît pour 37,9 millions. Il aurait été de 13,8 millions sans les apports, contre 23,7 millions en 1981, cette baisse s'expliquant principalement par l'importance de l'amortissement des travaux de recherches infructueuses effectuées en 1982 en Italie et par les pertes de la filiale minière espagnole.



L'Assemblée générale ordinaire de Matra s'est réunie le 23 juin 1983 sous la présidence de M. Jean-Luc Lagardère.

Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1982 et a décidé la mise en paiement d'un dividende de 57 F par action assorti d'un avoir fiscal de 28,50 F portant le revenu total à 85,50 F par action.

Le dividende sera payable à partir du 8 juillet 1983 aux titulaires des certificats nominatifs ou à leurs représentants qualifiés par chèque ou par virement.

## "L'une des banques au monde les plus fortement capitalisées"

R. Leigh-Pemberton, Chairman

International—Nos opérations ont enregistré une nouvelle progression en 1982 et ont contribué pour 36% dans les Profits du Groupe avant Intérêts sur Capital Emprunté.

International—Le financement du commerce a progressé substantiellement en importance dans les années précédentes. Nous continuons à donner la priorité à cet aspect de nos affaires afin d'assurer à nos clients un service large et efficace.

International—La complexité des financements continue de s'accroître. Parallèlement au développement des opérations de Swap—intérêts et taux de change—la Banque a joué son rôle en procurant de telles facilités à sa clientèle multinationale.

International—Nos services ont été de nouveau développés comme suite à la création de National Westminster Financial Futures, filiale à 100% de notre Banque. La National Westminster Financial Futures possède quatre sièges au Marché International de Londres, "The London International Financial Futures Exchange" et offre un service complet de courtages et de conseils, de même que toute assistance dans la mise au point des systèmes de couverture en vue de répondre aux besoins de nos clients.

## Postes Financiers Marquants 1982

	£M	FEMs
Capital	238	2,594
Réserves	2,301	25,081
Dépôts	50,196	547,136
Avances	41,475	452,078
Profits du Groupe avant Impôts	439	4,785
Bénéfice à reporter	329	3,586

Taux en vigueur au 31 décembre 1982

Pour obtenir le Rapport Annuel qui comprend l'allocution du Président, veuillez vous adresser à The Secretary's Office, National Westminster Bank PLC, 41 Lothbury, London EC2P 2BP England.

Filiale: International Westminster Bank PLC, Direction Générale pour la France, 18 Place Vendôme, Paris (1<sup>er</sup>). Succursales à Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes et Nice.

## National Westminster Bank Group

En action autour du Monde

Publié par  
UNIVERSITÉ DE PARIS-I  
CENTRE D'ÉDUCATION PERMANENTE ET PUBLICATIONS DE LA SORBONNE  
CASSETTES SUR LES LOIS AUROUX

Cassettes n° 1 et n° 2 actuellement disponibles

N° 1: LOI DU 4 AOÛT 1982

— Règlement intérieur et droit disciplinaire;

— Expression des salariés.

N° 2: LOI DU 28 OCTOBRE 1982

— Le droit syndical.

La cassette n° 3 sera disponible en septembre 1983.

N° 3: LOI DU 13 NOVEMBRE 1982

— La négociation collective.

Renseignements: Centre d'éducation permanente

14, rue Cujas, 75005 PARIS. — Tél.: 329-75-23 - 329-12-13, poste 3317.





## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. POLITIQUE MONDIALE : « La France sait-elle où elle va ? », par Gabriel Robin ; « La carte de la réunification », par André Fontaine ; LU : La Chine face au monde.

### ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE  
— La visite de M. Kohl à Moscou.  
3. PROCHE-ORIENT  
— La tournée de M. Shultz.  
4. EUROPE  
— « Brouillards à Moscou » III, par Alain Jacob.  
5. ASIE  
5. AFRIQUE  
— Tchad : les autorités renforcent leur dispositif autour d'Abéché.  
5. AMÉRIQUES

### POLITIQUE

6. La réforme du droit des faillites à l'Assemblée nationale.  
7. L'assemblée de l'Association internationale des parlementaires de langue française.

### SOCIÉTÉ

8. Une nouvelle stratégie des indépendantistes coréens.  
— EDUCATION  
13. SPORTS

### LE MONDE DE LA MÉDECINE

9. A L'ASSAULT DES THROMBOSES : dissoudre l'infarctus en plein cœur : des médicaments originaux et chers... pour un marché considérable.  
10. LES CANCERS DE LA VESSIE : dix mille nouveaux cas annuels, quatre mille morts.

### CULTURE

11. FESTIVALS : musique française à Meslay.  
— ROCK : Peter Gabriel au Palais des Sports.  
— EXPOSITIONS : « L'avant-garde du féminin », galerie Artcurial.  
— HISTOIRE : la mort de Pierre Pascal.  
13. COMMUNICATION  
— VU : pique-nique à Orly.

### RÉGIONS

24. Un colloque au Sénat sur la décentralisation.

### ÉCONOMIE

25. Les aides de l'Etat au logement.  
26. ÉTRANGER : au Japon, Hitachi est impliqué dans une affaire d'espionnage industriel au profit de l'U.R.S.S.  
— Fiat ou l'art de se faire une santé.  
27. CONJONCTURE : le rapport semestriel du Conseil économique et social.  
— SOCIAL

**RADIO-TÉLÉVISION (13)**  
**INFORMATIONS**  
— « SERVICES » (14) : « Journal officiel » ; « Météorologie » ; Mots croisés.  
— Annonces classées (15 à 23) ; Carnet (14) ; Programmes des spectacles (12) ; Marchés financiers (29).

**DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT**  
**PRIX EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un grand maître tailleur**  
**PANTALONS**  
A partir de 500 F  
**ET COSTUMES MESURE**  
A partir de 1.450 F  
3.000 tissus  
Luxeuses draperies anglaises  
Fabrication traditionnelle  
**Boutique Femme TAILLEURS et JUPES sur MESURE**  
Prêt-à-porter Homme  
**LEGRAND Tailleur**  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 742-70-61.  
Du lundi au samedi, de 10 heures à 18 heures

A B C D E F G

## Un rapport de M. Tazieff sur les essais nucléaires de Polynésie

La situation est satisfaisante mais certains points réclament une vigilance accrue

Voici un an, M. Haroun Tazieff, président du Commissariat à l'énergie et à la prévention des risques naturels majeurs, avait déclaré à l'Assemblée (Polynésie) que la situation au Centre d'expérimentation du Pacifique de Mururoa, utilisé pour l'essai d'engins nucléaires et thermonucléaires, était « satisfaisante dans l'ensemble et n'exigeait aucune mesure d'urgence ». Ces déclarations faites à chaud résonnent assez bien l'essentiel du rapport, qui doit être rendu public le 7 juillet, que M. Tazieff a rédigé à la suite de cette « mission exploratoire ».

Dans ce texte, M. Haroun Tazieff s'est attaché à évoquer les problèmes liés d'une part aux modifications des structures géologiques et à leurs conséquences hydrauliques et, de l'autre, aux risques de contamination radioactive.

Sur le premier point, il rappelle que de 1966 à 1977 et depuis cette date, les effets hydrauliques découlant directement de l'effet mécanique des explosions marines, aériennes ou souterraines, avaient tous été calculés à 30 % près avant le tir ; mais, en 1977, « les conséquences du tir nucléaire Nestor n'ont pu être expliquées que par un glissement ou par une éboulement de terrain induit ».

De tels éboulements peuvent provoquer dans la mer une vague dangereuse qui, même en déferlant, ne perd pas assez d'énergie et peut balayer notamment la surface de l'atoll sur lequel ont lieu les tirs. Aussi, M. Tazieff demande un développement accru des systèmes d'alerte pour protéger les personnels et insiste dans son rapport sur le fait que « les conséquences des modifications géomorphologiques des atolls ne sont actuellement guère prises en compte ».

Pour ce qui concerne les problèmes de contamination radioactive, M. Tazieff note que « les explosions aériennes ont introduit dans l'atmosphère, l'océan et tous

les organismes vivants une radioactivité artificielle significative (...), mais non préoccupante au point de vue sanitaire (...). Mais, ajoute-t-il, « depuis que les explosions sont souterraines, la contamination radioactive de l'environnement est devenue quasiment nulle à court terme ».

Cependant, rappelle le rapport, des risques limités de fuites de produits radioactifs existent toujours, au moment des essais. « De telles fuites (...) contribueraient de façon certaine à l'environnement, à la radioactivité de l'environnement ».

D'autre part, le confinement, pour de très longues périodes, des déchets radioactifs dans le sous-sol après les essais souterrains, « pose des problèmes qui ne sont pas résolus ». « Il faut avouer », note M. Tazieff, qu'on a peu de données sur les risques de migration de matériaux radioactifs jusqu'à l'environnement. Une recherche systématique des plus mobiles d'entre eux dans les eaux souterraines et dans l'eau de mer pendant un certain nombre d'années, permettrait de s'assurer de la qualité du confinement, notamment en ce qui concerne le plutonium. Toutes actions qui devraient, selon M. Tazieff, s'accompagner d'une meilleure information auprès du public de manière à « améliorer considérablement le climat psychologique ».

## LE PROCÈS DE LA LICRA CONTRE « LIBÉRATION »

### M. Serge July est condamné pour provocation à la violence raciale

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Jacqueline Clavary, a rendu, lundi 4 juillet, son jugement dans le procès engagé par la LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) contre le journal *Libération* et son directeur, M. Serge July, auxquels elle reprochait la publication, dans un « Courrier des lecteurs », du 31 juillet 1982, d'une lettre signée J.-P. Kamel, exprimant des propos violemment antisémites, constitués des délits de diffamation raciale et de provocation à la haine et à la violence raciales (le *Monde* du 7 et du 8 juin).

Le tribunal a jugé que ces délits étaient établis à l'encontre de M. July, qui est condamné à 5 000 F d'amende, 5 000 F de dommages et intérêts ainsi qu'aux frais d'insertion du jugement dans trois journaux du choix de la LICRA. En revanche, il a déclaré irrecevable la poursuite contre l'auteur du texte mis en cause, qui n'a pu être identifié.

De ce texte, le jugement relève qu'il résulte du premier passage incriminé : « que les Juifs de France ne sauraient sans manquer à la pudeur avoir de la compassion pour des corréligionnaires en raison des actes de violence que commettraient les Juifs du monde entier en Israël ».

« Ces imputations, ajoute-t-il, portant sur des faits précis présentent la réalité comme capable de gestes déshonorants et sont constitutifs du délit de diffamation raciale. » Mais c'est surtout sur un autre passage de la lettre appelant « des frères arabes à faire en sorte qu'aucun Juif ne puisse se sentir en sécurité à Belleville, à Saint-Paul, à Sarcelles », que le tribunal fonde sa condamnation.

« Moins qu'une simple provocation à la haine ou à la violence au sens le plus habituel de l'article 24,

alors 5 de la loi sur la presse, dit-il, il s'agit d'un véritable appel au meurtre qui, dans un moment de grande tension, présente un danger redoutable pour les esprits les plus solidaires. » Pour le tribunal, « le caractère diffamatoire et provocateur des propos poursuivis, que rien ne peut rendre admissibles, est parfaitement caractérisé (...), faute par le directeur de la publication d'avoir exercé sur ceux-ci le contrôle dont aucune considération d'aucune sorte ne pouvait le dispenser ».

Le jugement ajoute que « les faits ont eu une publicité et un retentissement d'autant plus grands que le prévenu leur a donné dans son propre journal et sous sa propre plume un écho particulier et que le courrier des lecteurs de *Libération* est très lu dans la région parisienne par un public jeune ».

Le tribunal fait allusion à l'article que M. July avait publié à la veille des débats et dans lequel il reconnaissait que la lettre reprochée « est manifestement antisémite ». « Seulement, ajoute-t-il, la France est un pays où l'on aime se voir la face. » Et il expliquait qu'il ne savait pas présenter à l'audience pour ne pas aggraver à une humiliation « qui m'obligerait à prouver que je ne suis pas antisémite ».

Dans son numéro du 5 juillet, *Libération* fait longuement état du jugement et publie en commentaire un article de Luc Rosenzweig, qui écrit notamment : « S'il faut condamner Serge July, c'est pour son incroyablement philo-sémitisme, qui n'a pas peu contribué à faire de *Libération* un journal péri d'esprit juif, dans lequel la culture juive, les interrogations et les délits de ce peuple impossible sont non seulement pris au sérieux mais élevés au statut de problèmes universels, imposés à des lecteurs invités malgré eux à fréquenter cette planète. »

**LA BAGAGERIE®**  
**SPÉCIAL DÉPART**  
**SACS DE VOYAGE**  
3 tailles, 3 teintes  
40 cm 99 F  
50 cm 129 F  
60 cm 149 F  
12, rue Tronchet  
41, rue du Four  
74, rue de Fassy  
Tour Maine Montparnasse

## L'AVENIR DE LA PROTECTION SOCIALE

### « Le système d'imposition demeure le mode de redistribution le meilleur »

estime le « groupe long terme » du Plan

M<sup>me</sup> Marinette Girard, directrice de l'action sociale, a présenté le 4 juillet à la presse les conclusions du « groupe long terme » de la protection sociale (1) qui a travaillé pendant dix mois dans le cadre de la préparation du IX<sup>e</sup> Plan.

Pour M<sup>me</sup> Girard, « un consensus s'est manifesté au sein du groupe pour le maintien des principes de base qui ont permis le développement d'une protection sociale généralisée ». La généralisation doit « procéder à la fois des solidarités professionnelles et de la solidarité nationale ». Le problème essentiel demeure celui du chômage, a assuré M<sup>me</sup> Girard, selon laquelle si les effectifs salariaux avaient été entre 1974 et 1980 de la même façon qu'en 1974, cela aurait permis une rentrée de cotisations à l'assurance-chômage de 160 milliards de francs et aurait abouti à réaliser une économie de 50 milliards de francs en prestations de chômage.

Pour le « groupe long terme », les difficultés actuelles imposent « une meilleure maîtrise des dépenses, des réajustements au niveau de l'organisation elle-même, au niveau des contributions des différentes catégories socioprofessionnelles ainsi que la recherche d'une diversification des financements et un élargissement de l'assiette de ces financements ».

Une « politique volontariste de croissance économique » est jugée nécessaire pour garantir de nouvelles « avancées » de la protection sociale. Si aucun consensus ne s'est dégagé sur les modalités du partage du temps de travail, un « recours plus marqué à l'impôt » a été préconisé, la C.G.T. ayant cependant exprimé son désaccord sur une « fiscalisation plus affirmée de la protection sociale ». M<sup>me</sup> Girard a

souligné que « on peut envisager pour l'ensemble des financements un élargissement de l'assiette. L'idée serait celle d'une contribution proportionnelle selon les revenus, voire progressive avec une assiette facilement gérable, englobant tous les revenus, y compris les revenus du capital ». Pour le groupe, « le système d'imposition demeure à l'évidence le mode de redistribution le meilleur ».

Le groupe « long terme » a également estimé que « le jeu du quotient familial introduit distorsion et incohérence dans la politique des revenus familiaux ». « Partagé entre des solutions plus ou moins radicales », le groupe « a néanmoins proposé une limitation plus stricte de l'effet du quotient familial de manière à le remplacer à terme par une déduction forfaitaire », comme aux Etats-Unis et en R.F.A.

Une telle réforme, a précisé M<sup>me</sup> Girard, suppose « une meilleure connaissance des revenus et une réforme fiscale d'ensemble ». Le groupe a également suggéré « plus de cohérence et d'équité » dans l'organisation des retraites et dans la répartition du handicap. En conclusion, il a insisté sur « la nécessité de mettre en œuvre des politiques sociales globales au niveau national et surtout au niveau local » : « l'action sociale est trop souvent éclatée et marginalisée. (...) Elle doit notamment s'inscrire en rupture avec l'assistance en favorisant l'autonomie des personnes ».

(1) Présidé par M<sup>me</sup> Marinette Girard, directrice de l'action sociale, le « groupe long terme » était composé de trente-trois personnes, dont des représentants de tous les partenaires sociaux. Le rapport sur l'avenir de la protection sociale a été publié par la Documentation française (29-31, qual. Voltaire, 75340 Paris, Cedex 07 ; téléphone : 261-50-10) en prix de 50 F.

## Les Presses de la Cité négocient une prise de participation majoritaire chez Larousse

Les Presses de la Cité, second groupe éditorial français (Flon, Juliard, Christian Bourgois, Perrin, France-Loisirs), négocient une prise de participation majoritaire dans le capital de la Librairie Larousse, troisième groupe et premier éditeur de dictionnaires et d'encyclopédies.

Des négociations sont en cours aussi entre Larousse et d'autres éditeurs. Mais le P.-D.G. des Presses de la Cité a une longueur d'avance en signant une promesse de vente avec un groupe d'actionnaires majoritaires.

Ce n'est que dans quelques jours que l'on saura si l'entreprise de M. Nielsen a parfaitement réussi. Il semble bien, en effet, que la cession ait été menée à l'insu d'une partie de la direction de Larousse, où l'on tente en ce moment de réunir le directeur et les actionnaires dispersés en raison des vacances.

Le succès de l'opération menée, par une partie de l'actionnariat de Larousse, reste, semble-t-il, suspendu à l'application des règles statutaires de la société. En effet, la Librairie Larousse est constituée en société anonyme à direction avec conseil de surveillance. Son capital est détenu

par les successeurs ou les descendants des fondateurs. Le directeur est dirigé par MM. Georges Lucas, président, Claude Moreau et Claude Labouret ; le conseil de surveillance est présidé par M. Jacques-Pierre Hollier-Larousse.

Larousse (655 millions de francs de chiffre d'affaires consolidé en 1981) dispose, avec ses dictionnaires, encyclopédies et ouvrages pédagogiques, d'une production complémentaire à celle des Presses de la Cité, qui apparaissent comme l'un des groupes les plus prospères de l'édition française. Présentant dernièrement les comptes du dernier exercice de son groupe (82 millions de francs de bénéfices), M. Claude Nielsen avait annoncé son intention de prendre des participations chez des éditeurs importants, si l'opportunité se présentait.

## NOUVELLES BRÈVES

d'une bataille d'experts, irresponsable en raison de son état mental.

Le deuxième fils de M. Léopold Sédar Senghor, ancien président du Sénégal, s'est tué dimanche 3 juillet, en tombant par la fenêtre de son appartement situé au cinquième étage d'un immeuble de la place de La Réunion, à Paris (XX<sup>e</sup>). Guy Waly Senghor, trentenaire, était le deuxième enfant de Ginette Eboué, la première épouse du président Senghor. Une enquête

## LA REMISE DES PRIX DU CONCOURS GÉNÉRAL

### La « récompense pure du travail et du talent »

Dans le grand salon du Foyer des lycéennes de Paris où M. Alain Savary, lundi 4 juillet, est venu remettre leurs prix aux lauréats du Concours général, quelques provinciaux regrettent les fastes d'antan et la réception à l'Élysée « qui avait quand même plus d'élure ». Les jeunes lauréats, leurs parents, leurs professeurs, forment un demi-cercle tout souriant autour de l'estrade où le ministre de l'éducation nationale a tenu à les féliciter pour « cette récompense pure du travail et du talent ».

Du travail et du talent, elle n'en manque pas Yasmine Charni. Venue tout exprès de Casablanca (elle est élève de première S au lycée Lyautey), elle avoue avoir plutôt travaillé cette année les mathématiques : son deuxième prix de français, elle le doit, dit-elle, à sa mère qui, très tôt, lui a donné la passion de la lecture.

Line Bruni, élève de première S au lycée Bernard-Palluy à Agen et fille de paysans (sa mère est française et son père d'origine italienne, ne sait pas si elle répondra aux encouragements de M. Savary : « Votre devoir est de continuer », Brillante élève et deuxième prix d'espagnol (elle qui n'a jamais franchi les Pyrénées), mais terriblement modeste, elle hésite pour l'instant entre continuer des études scientifiques ou reprendre à son compte l'exploitation familiale (30 hectares et un élevage de vaches laitières).

Line, Yasmine et les autres, les lauréats de cette vieille institution « qui a connu une histoire mouvementée » illustreront bien « le talent, l'intelligence et le goût du travail ». Mais M. Savary a tenu à ne pas oublier « les moins doués, les plus dévotement », et il a souhaité que « la démocratisation de l'enseignement augmente les chances de tous, sans pour autant procéder à un nivellement », enfin que « la réforme de l'enseignement en France améliore globalement la valeur culturelle du système éducatif ».

Un beau programme.

Le concours général des établissements catholiques d'enseignement du second degré. — Organisé par les instituts catholiques associés au sein de l'Union des établissements d'enseignement supérieur catholique de France (UESCA), le concours général des établissements catholiques d'enseignement du second degré a vu concourir cette année 567 candidats originaires de toute la France. Le concours a été organisé en 1983 par l'université catholique de l'Ouest (Angers). Les épreuves qui ont attiré le plus grand nombre de candidats sont celles de composition française (314), de mathématiques (259), d'anglais (249), d'histoire et géographie (233), et de physique-chimie (216). Mais des sujets de breton, de basque et d'occitan avaient aussi été proposés aux candidats.

a été ouverte pour déterminer les causes exactes de ce drame.

Mini marée noire sur la Seine. — C'est une erreur de manipulation au cours de la livraison de fuel à une centrale d'E.D.F. de Saint-Denis qui est à l'origine d'une pollution qui a affecté la Seine le 4 juillet dans l'après-midi. Cent cinquante tonnes de fuel lourd se sont déversées dans le fleuve.

Le numéro du « Monde » daté 5 juillet 1983 a été tiré à 483 451 exemplaires.

Pour équiper valablement votre voiture  
Consultez un accessoiriste professionnel  
**AUTOTEC**  
95, av. d'Italie, 75013 PARIS  
Tél. : 331-73-56

**TENNIS A PARIS CET ÉTÉ**  
Tennis Forest Action  
Porte d'Orléans  
Meudon - La Défense  
**STAGES INTENSIFS**  
2 h 30 par jour durant 1 semaine  
**734-36-36**  
Equipe par BENEUX

NEUILLY ET QUARTIER LATIN  
**MEDECINE**  
classe préparatoire  
**CEPES**  
57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.84.74/75.05.18  
enseignement supérieur privé

**DU MARDI 5 JUILLET AU MERCREDI 13 JUILLET**  
de 10 h à 19 h (lundi 11 inclus)  
**PADD**  
avant transformation du magasin  
**SOLDES EXCEPTIONNELS 50 %**  
14, rue de la Cavalière, Paris-15<sup>e</sup>